



**Fédération Luxembourgeoise de
Football (FLF)**

**Manuel national sur l'octroi de
licence aux clubs**

Edition 2018

1. INTRODUCTION

Le présent *Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs* se fonde sur l'article 111 des *Statuts de la FLF*. Il se base par ailleurs sur le *Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs et le fair-play financier* (Edition 2018).

Ce *Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs* est divisé en deux volets principaux :

Le premier volet s'adresse à la FLF en sa qualité de *bailleur de licence*, explique ses responsabilités, définit le *candidat à la licence* et les instances décisionnelles d'octroi de licence de club, ainsi que les *éléments essentiels de la procédure* à appliquer.

Le deuxième volet s'adresse aux candidats à la licence. Les cinq catégories de critères minimaux sont décrites chacune dans un chapitre spécifique. Il s'agit des cinq chapitres suivants: critères sportifs, d'infrastructure, administratifs et liés au personnel, juridiques et financiers. Ces critères sont désormais répartis en trois classes («A», «B» et «C»). Chaque chapitre présente également les objectifs et les avantages que les candidats à la licence en retirent.

Le présent *Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs* ne peut être modifié durant la procédure d'octroi de licence sans l'autorisation préalable de l'UEFA.

Dans le présent *Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs*, la forme masculine désigne aussi bien les personnes de sexe masculin que les personnes de sexe féminin.

1.1. CHAMP D'APPLICATION DU SYSTÈME DE LICENCES DE CLUB DE LA FLF ET DU PRÉSENT MANUEL

Le système de licences de club de la FLF régit la participation des clubs affiliés à la FLF au championnat de la Division Nationale et aux compétitions interclubs de l'UEFA.

Dans le cadre du système de licences de club de la FLF, deux licences différentes sont octroyées par la FLF :

- 1) la Licence UEFA, qui est une condition *sine qua non* de participation aux compétitions interclubs de l'UEFA, sous réserve des dispositions du chapitre 4.7 du présent *Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs*; et
- 2) la Licence FLF, qui est une condition *sine qua non* de participation au championnat de Division Nationale.

Tous les clubs qualifiés pour les compétitions interclubs de l'UEFA sur la base de leurs résultats sportifs doivent obtenir la Licence UEFA émise par la FLF conformément au présent *Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs*, sauf dans les cas où les dispositions du chapitre 4.7 s'appliquent.

Tous les clubs habilités à disputer le championnat de Division Nationale sur la base de leurs résultats sportifs doivent obtenir la Licence FLF émise par la FLF conformément au présent *Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs*.

La Licence UEFA émise par la FLF donne accès aux compétitions interclubs de l'UEFA et au championnat de Division Nationale. La Licence FLF émise par la FLF, elle, donne uniquement accès au championnat de Division Nationale.

Le système de licences de club de la FLF est régi par le présent *Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs*.

Le présent *Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs* régit les droits, tâches et responsabilités de toutes les parties impliquées dans la procédure d'octroi de licence aux clubs de la FLF et définit en particulier :

- a) les exigences minimales à remplir par la FLF pour servir de bailleur de licence pour ses clubs affiliés ainsi que les procédures minimales qui devront être suivies par le bailleur de licence dans son évaluation des critères d'octroi de licence aux clubs ;
- b) le candidat à la licence ainsi que la Licence UEFA et la Licence FLF émises par la FLF ;
- c) les critères sportifs, d'infrastructure, administratifs et liés au personnel, juridiques et financiers à remplir par un club affilié pour obtenir une licence émise par la FLF.

1.2. OBJECTIFS DE LA PROCÉDURE POUR L'OCTROI DE LICENCE AUX CLUBS DE LA FLF

La procédure pour l'octroi de licence aux clubs de la FLF vise les objectifs suivants:

- Poursuivre la promotion et l'amélioration permanentes du niveau de qualité de tous les aspects du football au Luxembourg et continuer de donner la priorité à la formation et à l'encadrement des jeunes joueurs dans chaque club;
- Adapter l'infrastructure sportive des clubs de manière à mettre à la disposition des joueurs, des spectateurs et des médias des installations sûres, adaptées et bien équipées ;
- Veiller à ce que les clubs aient un niveau de management et d'organisation approprié;
- Préserver l'intégrité, la continuité et le bon déroulement des compétitions nationale et internationales pendant une saison ;
- Contrôler l'équité financière au sein des compétitions nationale et internationales;
- Améliorer les performances économiques et financières des clubs et renforcer la transparence et leur crédibilité;
- Accorder l'importance nécessaire à la protection des créanciers et s'assurer que les clubs s'acquittent de leurs dettes envers leur personnel, les administrations sociales et fiscales, et les autres clubs dans les délais;
- Permettre le développement, à travers toute l'Europe, de l'analyse comparative des clubs sur des critères financiers, sportifs, juridiques, administratifs et liés au personnel, et d'infrastructure.

2. PROCÉDURE

2.1. CLASSEMENT DES CRITÈRES D'OCTROI DE LICENCE

2.1.1. PRINCIPE

2.1.1.1 Au Luxembourg, à l'exception de ceux rentrant dans le cas de figure prévu au chapitre 4.7 du présent Manuel, tous les clubs affiliés à la FLF désirant participer aux compétitions

interclubs de l'UEFA doivent obtenir la Licence UEFA délivrée par la FLF conformément au présent Manuel.

De plus, tous les clubs affiliés à la FLF désirant participer au championnat de la Division Nationale, y étant habilités par leurs résultats sportifs, doivent obtenir la Licence FLF délivrée par la FLF conformément au présent Manuel.

2.1.1.2. Les critères décrits dans le présent Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs sont répartis en trois classes distinctes.

2.1.1.3. Les différentes classes ont été définies de la manière suivante:

- a) **Critères «A» – «IMPERATIFS»:** Si le candidat à la licence ne remplit pas tous les critères A, il ne *pourra* pas bénéficier de la licence qu'il a sollicitée. En effet, tous les critères A doivent être remplis pour que le candidat à la licence puisse se voir attribuer la licence qu'il a sollicitée.
- b) **Critères «B» – «IMPERATIFS»:** Si le candidat à la licence ne remplit pas les critères B, il sera sanctionné de la manière spécifiée par le bailleur de licence (cf. Annexe 3), mais pourra néanmoins bénéficier de la licence qu'il a sollicitée. Le non-respect d'un critère B n'entraîne en effet pas un refus de licence, mais une sanction telle que spécifiée par le bailleur de licence.
- c) **Critères «C» – «DE BONNE PRATIQUE»:** Les critères C constituent des recommandations de bonne pratique. Le non-respect des critères C n'entraîne ni sanction, ni le refus de la licence sollicitée.

2.1.1.4. Pour garantir une procédure d'évaluation appropriée, la FLF:

- a) a adopté son Règlement interne relatif aux sanctions (annexé au présent *Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs* – cf. Annexe 3). Ledit Règlement interne relatif aux sanctions définit les sanctions applicables à la procédure d'octroi de licence pour non-respect des critères « B ». Il appartient à la Commission des licences de club (en première instance) et à la Commission d'Appel en matière de licences de club (en deuxième instance/appeal) (sauf pour le critère S.07) de prononcer les sanctions applicables sur recommandation du Manager responsable de l'octroi de licence. Tout club ne respectant pas un critère « B » peut être sanctionné avant, pendant et après la saison de licence.
- b) renvoie au Règlement sur les procédures devant les Tribunaux Internes et sur les peines pour toute violation du présent Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs autre que le non-respect d'un critère « B » (par exemple, présentation de documents falsifiés).

2.1.1.5 Par ailleurs, tant pour la Licence UEFA que pour la Licence FLF, en cas de violation des critères financiers de classe A, le bailleur de licence se réserve le droit de diminuer les versements de solidarité venant de l'UEFA et alloués aux clubs par la FLF.

2.2 AUDITS DE CONFORMITE EFFECTUES PAR L'UEFA

2.2.1. PRINCIPE

2.2.1.1. L'UEFA et/ou les instances/représentations désignées par ses soins se réservent le droit de procéder, à tout moment, à des audits de conformité auprès du bailleur de licence et, en présence de ce dernier, auprès des candidats à la licence/bénéficiaires de licence.

Les audits de conformité visent à s'assurer que le bailleur de licence et les candidats à la licence/bénéficiaires de licence ont rempli leurs obligations et que les Licences UEFA ont été correctement octroyées au moment de la décision définitive du bailleur de licence.

2.3 DISPOSITIONS D'EXECUTION

2.3.1. ANNEXES

Toutes les Annexes au présent Manuel en font partie intégrante.

A cet égard, le Glossaire (Annexe 2) définit de nombreux termes utilisés dans le présent Manuel.

2.3.2 DISPOSITIONS D'APPLICATION

L'Administration pour l'octroi de licence est habilitée à prendre les décisions et à adopter, sous forme de directives, de lettres circulaires ou de tout autre document, les dispositions d'exécution détaillées nécessaires à la mise en œuvre du présent Manuel.

2.3.3 ADOPTION, ABROGATION ET ENTREE EN VIGUEUR

Le présent Manuel a été adopté par le Conseil d'Administration de la FLF lors de sa séance du 27 août 2018.

Le présent Manuel remplace le *Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs (Edition 2018)* de la FLF.

Le présent Manuel entre en vigueur immédiatement après son adoption par le Conseil d'Administration de la FLF.

3. BAILLEUR DE LICENCE

3.1. INTRODUCTION

Le présent chapitre définit le bailleur de licence et les instances décisionnelles d'octroi de licence de club.

3.2. DÉFINITION DU BAILLEUR DE LICENCE

3.2.1. LE BAILLEUR DE LICENCE

3.2.1.1. La Fédération Luxembourgeoise de Football (FLF) est le bailleur de licence au Luxembourg. La personne de contact auprès de la FLF et Manager responsable de l'octroi de licences est :

Monsieur Marc DIEDERICH

Téléphone : 48866550

Fax : 400201

E-Mail : marc.diederich@football.lu

Adresse : Rue de Limpach, L-3932 Mondercange.

3.2.1.2. Le bailleur de licence gère la procédure d'octroi de licence aux clubs, désigne les instances décisionnelles d'octroi de licence de club compétentes et définit les procédures nécessaires ainsi que les procédures d'évaluation.

3.2.1.3 Le bailleur de licence doit, notamment, évaluer la documentation soumise par les candidats à la licence, déterminer si elle est appropriée, si chaque critère a été respecté et, s'il y a lieu, quelle information complémentaire est requise. Le bailleur de licence doit finalement déterminer si les licences peuvent ou non être octroyées.

3.2.1.4. Le bailleur de licence assure l'égalité de traitement de tous les candidats à la licence durant la procédure d'octroi de licence.

Le bailleur de licence garantit aux candidats à la licence le strict respect de la confidentialité concernant toutes les informations fournies pendant la procédure d'octroi de licence. Toute personne impliquée dans la procédure d'octroi de licence ou mandatée par le bailleur de licence doit signer une clause de confidentialité avant d'exécuter ses tâches.

3.2.2. INSTANCES DÉCISIONNELLES D'OCTROI DE LICENCE DE CLUB

3.2.2.1. Le bailleur de licence met en place une administration appropriée pour laquelle il nomme un personnel qualifié.

3.2.2.2. Les deux instances décisionnelles d'octroi de licence de club sont:

- a) la Commission des licences de club ; et
- b) la Commission d'Appel en matière de licences de club.

3.2.2.3. Ces deux instances décisionnelles d'octroi de licence de club sont indépendantes l'une de l'autre. Elles bénéficient du soutien technique et administratif de l'Administration pour l'octroi de licence.

3.2.3. ADMINISTRATION POUR L'OCTROI DE LICENCE

3.2.3.1. Les missions de l'Administration pour l'octroi de licence (AL) consistent à:

- a) élaborer, mettre en œuvre et assurer le développement ultérieur du système de licences de club de la FLF et de la procédure d'octroi de licence aux clubs;
- b) apporter un soutien administratif aux deux instances décisionnelles d'octroi de licence de club;
- c) assister, conseiller et suivre les bénéficiaires de licence durant la saison de licence ;
- d) informer l'UEFA de tout événement survenu après la décision d'octroi de la Licence UEFA qui représente un changement important par rapport aux informations communiquées antérieurement au bailleur de licence y compris tout changement de forme ou de structure juridiques du groupe.
- e) servir de point de contact et assurer les échanges techniques avec les départements homologues d'autres associations nationales membres de l'UEFA et avec l'UEFA elle-même.

3.2.3.2. L'AL se compose du Manager responsable de l'octroi de licence et des experts responsables de l'évaluation des catégories de critères. L'AL doit être dotée de l'infrastructure nécessaire. Les coûts relatifs au personnel et à l'infrastructure de l'AL sont assumés par la FLF.

3.2.3.3. L'expert de l'AL responsable de l'évaluation des critères financiers doit avoir suivi une formation financière et être titulaire d'un diplôme d'expert-comptable ou de réviseur agréé par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises ou être au bénéfice de plusieurs années d'expérience dans les domaines susmentionnés («reconnaissance de compétence»).

3.2.3.4. Toutes les personnes impliquées dans la procédure pour l'octroi de licence aux clubs doivent traiter les informations reçues au cours de cette procédure de manière strictement confidentielle. Il appartient à la FLF d'élaborer et de faire signer les clauses de confidentialité nécessaires.

3.2.4. COMMISSION DES LICENCES DE CLUB

3.2.4.1 La Commission des licences de club est l'instance judiciaire interne de la FLF compétente, en première instance, en matière d'octroi de licence de club.

3.2.4.2. La Commission des licences de club décide, en première instance, de l'octroi d'une licence au club candidat sur la base des documents fournis conformément aux dispositions du présent *Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs* et dans le délai de soumission fixé par le bailleur de licence. La Commission des licences de club décide également de la

révocation d'une licence.

3.2.4.3. Le Conseil d'Administration de la FLF décide de la composition de la Commission des licences de club.

3.2.4.4. La Commission des licences de club est composée de 5 membres et son quorum est de 3 membres pour toute décision. Son président dispose d'une voix prépondérante en cas d'égalité des voix. Les membres de la Commission des licences de club sont élus pour un mandat de 4 ans, renouvelable.

3.2.4.5. La décision doit toujours être rédigée par écrit, et motivée en cas de refus d'octroi de licence.

3.2.4.6. Le Conseil d'Administration de la FLF peut désigner comme membres de la Commission des licences de club des collaborateurs administratifs de la FLF, à l'exception du Manager responsable de l'octroi de licence et des experts de l'AL, lesquels ne peuvent pas être membres de la Commission des licences de club.

3.2.5. COMMISSION D'APPEL EN MATIERE DE LICENCES DE CLUB

3.2.5.1. La Commission d'Appel en matière de licences de club tranche les appels qui lui sont soumis par écrit et décide en dernier ressort s'il y a lieu d'octroyer une licence. Ses décisions ont un caractère définitif, sous réserve des articles 21 et 22 des Statuts de la FLF.

3.2.5.2. Les appels devant la Commission d'Appel en matière de licences de club ne peuvent être interjetés que par:

- a) un candidat à la licence qui s'est vu opposer un refus de la part de la Commission des licences de club;
- b) un bénéficiaire de licence dont la licence a été révoquée par la Commission des licences de club;
- c) le bailleur de licence, agissant par son Manager responsable de l'octroi de licence.

3.2.5.3. La Commission d'Appel en matière de licences de club rend sa décision en se basant sur celle de la Commission des licences de club ainsi que sur tous les éléments probants soumis par le recourant à l'appui de sa demande écrite d'appel dans le délai fixé. Aucun autre élément probant soumis à la Commission d'Appel en matière de licences de club à un stade ultérieur ne sera pris en compte.

3.2.5.4. La décision doit toujours être rédigée par écrit, et motivée en cas de refus d'octroi de licence. La décision de la Commission d'Appel en matière de licences de club est définitive, sous réserve des articles 21 et 22 des Statuts de la FLF.

3.2.5.5. Le Conseil d'Administration de la FLF décide de la composition de la Commission d'Appel en matière de licences de club.

3.2.5.6. La Commission d'Appel en matière de licences de club se compose de 7 membres et son quorum est de 5 membres pour toute décision. Son président dispose d'une voix prépondérante en cas d'égalité des voix. Les membres de la Commission d'Appel en matière de licences de club sont élus pour un mandat de 4 ans, renouvelable.

3.2.5.7. Les membres de la Commission d'Appel en matière de licences de club ne peuvent pas faire simultanément partie du personnel administratif de la FLF. Les membres de la

Commission d'Appel en matière de licences de club ne peuvent par ailleurs pas faire simultanément partie d'une instance ou d'une commission statutaires de la FLF.

3.2.6. CONDITIONS RELATIVES AUX MEMBRES DES INSTANCES DÉCISIONNELLES D'OCTROI DE LICENCE DE CLUB

3.2.6.1. Chaque instance décisionnelle d'octroi de licence de club doit compter au moins un juriste qualifié (c'est-à-dire un avocat) et un réviseur/expert-comptable disposant d'une qualification reconnue par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

3.2.6.2. Les membres des instances décisionnelles d'octroi de licence de club ne peuvent pas appartenir simultanément à une autre instance statutaire de la FLF (article 14 des Statuts de la FLF). Ils doivent agir de manière impartiale dans l'exercice de leurs fonctions. Les membres des instances décisionnelles d'octroi de licence de club ne peuvent pas exercer simultanément la fonction de Manager responsable de l'octroi de licence, ni siéger au Conseil d'Administration de la FLF ou dans le comité d'un club affilié.

3.2.6.3. Les membres des instances décisionnelles d'octroi de licence de club peuvent être réélus ou renommés pour des mandats spécifiques à préciser. Le Conseil d'Administration de la FLF nomme le président et vice-président de chaque instance et désigne les membres pour des mandats de 4 ans, renouvelables.

3.2.6.4. Les membres des instances décisionnelles d'octroi de licence de club doivent respecter strictement les règles de confidentialité, au même titre que les membres de l'AL. Il appartient à la FLF de fixer ces règles, que les membres doivent accepter par écrit.

3.2.6.5. Outre les conditions énoncées à la section 3.2.6.1., le bailleur de licence peut fixer un certain nombre de conditions supplémentaires auxquelles doivent satisfaire les membres des instances décisionnelles d'octroi de licence (formation générale, formation professionnelle, expérience, etc.), afin de s'assurer qu'ils remplissent leurs fonctions à un niveau de compétence élevé.

3.2.6.6. Tout membre d'une instance décisionnelle d'octroi de licence de club doit, en tout état de cause, s'abstenir automatiquement s'il existe un doute quelconque quant à son indépendance vis-à-vis du candidat à la licence, ou en cas de conflit d'intérêts. En l'occurrence, l'indépendance d'un membre peut ne pas être garantie si lui-même ou l'un de ses proches (conjoint, enfants, parents, frères, sœurs) est:

- a) membre;
- b) actionnaire;
- c) associé;
- d) sponsor; ou
- e) consultant

du candidat à la licence. La liste qui précède est mentionnée à titre illustratif et n'est pas exhaustive.

3.2.7. PROCÉDURE DE PRISE DE DÉCISION

3.7.2.1. Les audiences des instances décisionnelles d'octroi de licence de club se déroulent conformément aux principes conducteurs du Règlement Interne sur les Procédures devant les Tribunaux de la FLF, garantissant un procès juste et équitable aux parties.

3.2.8 RÈGLES PROCÉDURALES DEVANT LES INSTANCES DÉCISIONNELLES D'OCTROI DE LICENCE

La FLF garantit que les règles procédurales suivantes soient respectées :

a) Dates limites

Les instances décisionnelles d'octroi de licence de club doivent siéger après le 1^{er} avril et avant le 31 mai de chaque année.

La Commission des licences de club siège en principe entre le 1^{er} avril et le 21 avril de chaque année.

La Commission d'appel en matière de licences de club siège en principe entre le 1^{er} mai et le 21 mai de chaque année.

b) Respect du principe d'égalité de traitement

Les règles procédurales élémentaires, telles que définies par la Convention européenne des Droits de l'Homme, seront en tout temps garanties aux parties. Ces règles contiennent, entre autres, le principe d'égalité de traitement.

c) Représentation

Les parties (candidats à la licence) ont le droit de se faire représenter, voire se faire assister, devant les instances décisionnelles d'octroi de licence aux clubs par le biais de leur avocat ou conseiller juridique.

d) Droit à être entendu

Les parties (candidats à la licence) ont le droit d'être entendues par les instances décisionnelles d'octroi de licence aux clubs.

e) Langue officielle

La langue officielle est une des 3 langues officielles du pays (luxembourgeois, français, allemand).

f) Délai de soumission d'une demande

Le délai d'appel commence à courir le jour après la notification (par fax et/ou lettre recommandée) de la décision de la Commission des licences de club. Si le délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est reporté jusqu'au prochain jour ouvrable à minuit (24.00 heures CET).

g) Délai pour interjeter appel

Le délai pour interjeter appels est de 7 (sept) jours après la notification (fax et/ou lettre recommandée) de la décision de la Commission des licences de club.

h) Effets d'un appel

L'appel n'a pas d'effet suspensif de la décision rendue par la Commission des licences de club.

i) Types d'éléments probants demandés

Tous les moyens de preuve peuvent être pris en considération par les instances décisionnelles d'octroi de licence de club.
De nouvelles pièces et documents peuvent être produits jusqu'au jour de l'audience d'appel.

j) Charge de la preuve

La charge de la preuve incombe au candidat à la licence.

k) Décision

Les décisions des instances décisionnelles d'octroi de licence de club doivent être écrites et contenir les éléments suivants :

- l'endroit où la décision a été prise ;
- la date de la décision ;
- les noms des membres de l'instance décisionnelle qui a pris la décision ;
- les noms des parties et leurs représentants ;
- une motivation ;
- un résumé des plaidoiries des parties ;
- les règles sur lesquelles la décision se base ;
- la signature du président de l'instance décisionnelle qui a pris la décision ; et
- une information juridique concernant l'adresse, la forme et le délai pour interjeter appel.

l) Fondement des griefs

Appel peut être interjeté contre toute décision de refus de licence de la part de la Commission des licences de club.

m) Contenu et forme de l'énoncé des prétentions

La procédure devant les instances décisionnelles est une procédure écrite.
L'appel doit être interjeté endéans les délais requis.
De nouvelles pièces et documents peuvent être produits jusqu'au jour de l'audience des instances décisionnelles.

n) Délibérations/auditions

Les délibérations sont secrètes et contiennent le nombre et les noms des membres qui ont assisté aux délibérations. Le quorum nécessaire pour pouvoir siéger doit être respecté.

o) Coût de la procédure/frais administratifs/dépôt

La procédure devant les instances décisionnelles d'octroi de licence est gratuite.

4. Candidat à la licence et licences

4.1. INTRODUCTION

Le présent chapitre définit, d'une part, l'entité juridique à laquelle il incombe de solliciter une licence et, d'autre part, les Licences UEFA et FLF.

L'entité juridique sollicitant une licence est appelée candidat à la licence. Lorsqu'une licence a été accordée par le bailleur de licence au candidat à la licence, celui-ci devient le bénéficiaire de licence.

4.2. CANDIDAT À LA LICENCE

4.2.1. POUVOIR DE DÉFINIR LES CANDIDATS À LA LICENCE

4.2.1.1. Tous les clubs de la Division Nationale sont candidats à une licence (Licence UEFA et/ou Licence FLF).

4.2.2. STATUT DES CLUBS DE FOOTBALL

4.2.2.1. Le statut d'un club de football (professionnel, semi-professionnel ou amateur) est sans pertinence quant à la délivrance d'une licence.

4.2.3. FORME JURIDIQUE DES CLUBS DE FOOTBALL

4.2.3.1. La forme juridique d'un club de football est sans pertinence quant à la délivrance d'une licence.

4.3. DÉFINITION DU CANDIDAT À LA LICENCE ET RÈGLE DES 3 ANS

4.3.1. Le candidat à la licence ne peut être qu'un club de football, c'est-à-dire l'entité juridique pleinement responsable de la première équipe de football participant aux compétitions interclubs nationales (FLF, Division Nationale) et internationales (UEFA/FIFA) et étant un membre affilié de la FLF.

L'affiliation à la FLF doit avoir durée, au début de la saison de licence, au moins trois années d'affilée. Tout changement de la forme juridique, de la structure juridique du groupe (y compris une fusion avec une autre entité ou le transfert d'activités footballistiques à une autre entité) ou de l'identité (y compris le siège social, le nom ou les couleurs) du candidat à la licence durant cette période au détriment de l'intégrité d'une compétition ou pour faciliter sa

qualification pour une compétition sur la base de ses résultats sportifs ou son obtention d'une licence est considéré comme une interruption de l'affiliation à la FLF.

4.3.2. Seul un membre affilié de la FLF peut solliciter/recevoir une licence. Les personnes physiques ne peuvent pas solliciter/recevoir de licence.

4.4. RESPONSABILITÉS GÉNÉRALES DU CANDIDAT À LA LICENCE

4.4.1 Le candidat à la licence doit fournir au bailleur de licence :

- a) toutes les informations nécessaires et/ou documents pertinents prouvant que les obligations en matière d'octroi de licence sont remplies; et
- b) tout autre document pertinent pour la prise de décision du bailleur de licence.

4.4.2 Il doit notamment fournir les informations sur l'entité présentant les états financiers à propos de laquelle des informations sportives, d'infrastructure, administratives et liées au personnel, juridiques et financières sont requises.

4.4.3 Tout événement survenu après la soumission du dossier de candidature au bailleur de licence et représentant un changement important par rapport aux informations communiquées antérieurement doit être notifié dans les meilleurs délais au bailleur de licence (y compris tout changement de la forme juridique, de la structure juridique du groupe ou de l'identité).

4.5 LICENCES

4.5.1. Le bailleur de licence doit inviter les clubs de football concernés à solliciter toute licence pertinente dans le délai imparti et par écrit. Le club sollicitant une licence (c.-à-d. le candidat à la licence) doit soumettre au bailleur de licence une candidature écrite. Dans cette candidature, le club doit notamment déclarer qu'il s'engage à respecter les obligations du système de licences de club de la FLF.

4.5.2. Les deux licences émises par la FLF (Licence UEFA et Licence FLF) expirent sans préavis à la fin de la saison pour laquelle elles ont été émises.

La Licence FLF expire sans préavis en cas de dissolution de la Division Nationale.

4.5.3. Les deux licences émises par la FLF (Licence UEFA et Licence FLF) peuvent être révoquées durant la saison de licence par les instances décisionnelles d'octroi de licence de club si:

- a) l'une ou l'autre des conditions requises pour la délivrance de la licence n'est plus remplie; ou
- b) le bénéficiaire de la licence enfreint l'une ou l'autre de ses obligations en vertu du présent *Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs*.

4.5.4. Dès que la révocation d'une Licence UEFA est envisagée, la FLF doit en informer l'Administration de l'UEFA.

4.5.5. Une licence ne peut pas être transférée.

4.6 ADMISSION AUX COMPÉTITIONS INTERCLUBS DE L'UEFA ET SURVEILLANCE DES CLUBS (FAIR-PLAY FINANCIER)

4.6.1. Pour être autorisé à participer à une compétition interclubs de l'UEFA, le bénéficiaire de la licence UEFA doit en outre satisfaire à toutes les exigences du règlement applicable à cette

compétition.

4.6.2 La procédure d'admission relève de la juridiction exclusive de l'UEFA et de ses instances compétentes.

4.6.3. Les instances compétentes de l'UEFA prennent la décision définitive en ce qui concerne l'admission d'un club à participer à une compétition interclubs de l'UEFA.

4.6.4. De telles décisions sont soumises aux instances de juridiction compétentes prévues par les Statuts de l'UEFA, y compris le Tribunal Arbitral du Sport à Lausanne.

4.6.5 Par ailleurs, tous les bénéficiaires de la Licence UEFA qui se sont qualifiés pour une compétition interclubs de l'UEFA et qui ont été admis à participer à une telle compétition doivent remplir les exigences liées à la surveillance des clubs gérée par l'UEFA, conformément à la Section III du *Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs et le fair-play financier* (Edition 2018).

4.6.6. L'UEFA introduit une procédure d'octroi de licence aux clubs qui souhaitent participer à l'UEFA Women's Champions League (UWCL) à partir de 2020/2021. Cette procédure devra être suivie pour la participation à l'UWCL et ne concerne pas (en raison du niveau des critères) les clubs ayant déjà obtenu une licence et disposant d'équipes masculines et féminines. Elle ne sera pas non plus obligatoire pour les clubs disposant uniquement d'équipes masculines. Les critères définis à l'Annexe IV devront être remplis par les clubs afin qu'ils puissent obtenir une licence leur permettant de participer à l'UWCL.

4.7 APPLICATION À TITRE EXTRAORDINAIRE DE LA PROCÉDURE DE L'UEFA POUR L'OCTROI DE LICENCE AUX CLUBS EN VUE DE LA PARTICIPATION AUX COMPÉTITIONS INTERCLUBS DE L'UEFA

4.7.1 Si un club affilié à la FLF se qualifie pour une compétition interclubs de l'UEFA sur la base de ses résultats sportifs mais n'a pas du tout été soumis à une procédure d'octroi de licence ou a été soumis à une procédure d'octroi de licence moins exigeante ou non équivalente à celle applicable à la Licence UEFA selon le présent Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs parce qu'il n'appartient pas à la Division Nationale, la FLF peut solliciter, au nom de ce club, l'application à titre extraordinaire de la procédure de l'UEFA pour l'octroi de licence aux clubs conformément aux dispositions ci-dessous.

Sur la base de cette application à titre extraordinaire, l'UEFA peut accorder une autorisation spéciale permettant au club de participer à la compétition interclubs de l'UEFA correspondante, sous réserve des dispositions du règlement de la compétition en question. Cette autorisation spéciale n'est valable que pour le club concerné et pour la saison de licence en question.

4.7.2 L'Administration de l'UEFA définit les délais et les critères minimaux pour l'application à titre extraordinaire de la procédure de l'UEFA d'octroi de licence aux clubs et notifie ces critères à la FLF au plus tard le 31 août de l'année précédant la saison de licence.

4.7.3 La FLF doit notifier à l'Administration de l'UEFA, par écrit, toute demande d'application à titre extraordinaire dans le délai fixé par l'Administration de l'UEFA, en indiquant le(s) nom(s) du/des club(s) concerné(s).

4.7.4 L'Administration de l'UEFA définit les dates limites nécessaires et les communique à la FLF.

4.7.5 Il incombe à la FLF de soumettre les critères au(x) club(s) concerné(s) afin que l'évaluation puisse être réalisée dans le cadre de la procédure à titre extraordinaire au niveau

national. Elle doit également prendre les mesures immédiates nécessaires avec le(s) club(s) concerné(s) en vue de préparer cette procédure.

4.7.6 Le(s) club(s) concerné(s) doit/doivent fournir les documents probants nécessaires à la FLF. Celle-ci évalue le(s) club(s) par rapport aux normes minimales fixées et transmet à l'Administration de l'UEFA, dans le délai communiqué par cette dernière, la documentation suivante, rédigée en français:

- a) une demande écrite sollicitant l'autorisation spéciale de participer à la compétition interclubs de l'UEFA correspondante;
- b) une recommandation de la FLF basée sur l'évaluation réalisée par ses soins (y compris les dates et les noms des personnes ayant évalué le(s) club(s));
- c) tous les éléments justificatifs fournis par le(s) club(s) et la FLF conformément aux demandes de l'Administration de l'UEFA;
- d) tout document supplémentaire demandé par l'Administration de l'UEFA durant la procédure extraordinaire.

4.7.7 L'Administration de l'UEFA fonde sa décision sur la documentation reçue et accorde l'autorisation spéciale de participer aux compétitions interclubs de l'UEFA si tous les critères fixés sont remplis et si le(s) club(s) se qualifie(nt) en définitive sur la base de ses/leurs résultats sportifs. La décision est communiquée à la FLF, laquelle est tenue de la transmettre au(x) club(s) concerné(s).

4.7.8 Si un club concerné est éliminé sur le plan sportif au cours de cette procédure extraordinaire, la FLF est tenue d'en informer sans délai l'Administration de l'UEFA et il est mis fin à cette procédure immédiatement, sans autre décision. Une procédure ainsi interrompue ne pourra être relancée à un stade ultérieur.

4.7.9 Un appel peut être interjeté contre les décisions prises par l'Administration de l'UEFA sur présentation d'une requête écrite au Tribunal Arbitral du Sport (TAS), conformément aux dispositions correspondantes des *Statuts de l'UEFA*.

5. ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE LA PROCÉDURE

5.1 INTRODUCTION

Le présent chapitre définit la procédure pour l'octroi de licence aux clubs (ci-après, les éléments essentiels de la procédure) suivie par la FLF.

5.2 PRINCIPE

5.2.1 Dans le présent Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs, le bailleur de licence définit les éléments essentiels de la procédure permettant de vérifier le respect des critères décrits dans le présent Manuel (critères sportifs, critères d'infrastructure, critères relatifs au personnel et à l'administration, critères juridiques et critères financiers), de manière à contrôler l'octroi d'une licence à un candidat à la licence.

5.2.2 Les éléments essentiels de la procédure sont définis dans l'Annexe 1.

Le processus d'évaluation débute avec la préparation, par le Manager responsable de l'octroi de licence, de la documentation relative à la procédure d'octroi de licence et s'achève avec la remise à l'Administration de l'UEFA de la liste des décisions relatives à la Licence UEFA dans le délai fixé par l'Administration de l'UEFA (en principe, le 31 mai).

5.2.3 Les éléments essentiels de la procédure doivent être certifiés comme respectant le Standard de qualité pour l'octroi de licence aux clubs chaque année par un organe indépendant approuvé par l'UEFA.

6. CRITÈRES SPORTIFS

6.1. INTRODUCTION

L'avenir du football passe impérativement par la présence d'une base importante de footballeurs disposant des aptitudes et de la motivation nécessaires pour devenir des joueurs professionnels. Par conséquent, il est important de promouvoir les programmes de formation des jeunes et d'attirer toujours plus de garçons et de filles bien formés, qui seront non seulement des joueurs, mais aussi des supporters.

L'UEFA met l'accent sur l'importance de la formation des jeunes et impose, par conséquent, des normes de qualité plus élevées aux clubs qui se qualifient au niveau européen. Cette démarche s'inscrit dans l'objectif de la règle sportive visant à promouvoir la formation de jeunes talents au niveau local afin de préserver l'avenir du football.

6.2. OBJECTIFS

Les critères sportifs à respecter par les candidats à la licence visent à inciter ces derniers à :

- investir dans des programmes de formation des jeunes misant sur la qualité;
- soutenir la formation footballistique ainsi que la formation non liée au football de leurs jeunes joueurs;
- développer le suivi médical de leurs jeunes joueurs;
- assurer le fair-play sur le terrain et en dehors (notamment à travers une conception commune des questions d'arbitrage de la part de tous les participants à une rencontre, tels que les arbitres, joueurs, entraîneurs et officiels).

6.3. AVANTAGES POUR LES CANDIDATS A LA LICENCE

L'atout majeur de ce critère sportif est qu'il permet de «produire» chaque année des talents pour la première équipe du club. De plus, ceux-ci s'intègrent en règle générale plus rapidement et plus facilement dans la première équipe. En effet, s'étant déjà entraînés avec elle, ils connaissent sa tactique et parlent la même langue. Il ne leur manque que l'expérience, ce qui n'empêche pas plusieurs grands clubs européens d'aligner régulièrement des jeunes talents dans leur première équipe. Les jeunes joueurs formés au sein du club jouent également un rôle crucial dans le processus d'identification des supporters à leur club.

Le système des transferts de la FIFA, qui a obtenu l'approbation de l'Union européenne, prévoit le versement d'une indemnité aux clubs ayant formé des joueurs de moins de 23 ans qui sont ensuite transférés à l'étranger. Ainsi, les clubs bénéficieront d'un retour sur investissement s'ils forment des jeunes joueurs. Les programmes visant à améliorer les relations et le respect entre les entraîneurs, les officiels, les joueurs et les arbitres soutiennent l'idée du fair-play sur et en dehors du terrain, ce qui permettra non seulement d'améliorer l'image des joueurs et des clubs, mais aussi de réduire les amendes pour sanctions disciplinaires.

6.4. CRITÈRES

N°	UEFA	FLF	Description
S.01	A	B	<p>PROGRAMME APPROUVÉ DE FORMATION DES JOUEURS JUNIORS</p> <p>Le candidat à la licence doit disposer d'un programme écrit de formation des joueurs juniors, approuvé par le bailleur de licence. Le bailleur de licence doit contrôler la mise en œuvre du programme de formation des joueurs juniors approuvé et évaluer sa qualité.</p> <p>Ce programme de formation doit comporter au minimum les aspects suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) objectifs et philosophie en matière de formation des joueurs juniors; b) organisation du secteur juniors (organigramme, instances concernées, rapport avec le candidat à la licence, équipes juniors, etc.); c) personnel (technique, médical, administratif, etc.) et qualifications minimales exigées; d) infrastructure mise à la disposition du secteur juniors (installations d'entraînement et de matches, autres); e) ressources financières (budget disponible, contribution du candidat à la licence, des joueurs ou de la collectivité locale, etc.); f) programme de formation au football (aptitudes au jeu, techniques, tactiques et physiques) pour les différentes classes d'âge; g) programmes de formation (<i>Lois du Jeu</i>, lutte contre le dopage, intégrité, lutte contre le racisme) ; h) suivi médical des joueurs juniors (y compris contrôles médicaux et l'actualisation de leur dossier médical); i) procédure de révision et de retour d'information en vue d'évaluer les résultats et la réalisation des objectifs fixés; j) validité du programme (3 ans au minimum, mais 7 ans au maximum) ; k) programme de formation sur l'intégrité en vue de sensibiliser les jeunes joueurs au problème croissant des paris et trucage de matches. <p>Le programme de formation des joueurs juniors doit, en outre, démontrer l'engagement et le soutien du candidat à la licence en faveur de la formation scolaire obligatoire et complémentaire des jeunes, en introduisant les dispositions impératives suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le candidat à la licence garantit que tout junior participant à son programme de formation des jeunes a la possibilité de suivre la scolarité obligatoire prévue par la législation luxembourgeoise; b) le candidat à la licence garantit qu'aucun jeune participant à son programme de formation des jeunes n'est empêché de poursuivre une formation non liée au football (formation secondaire ou professionnelle).
S.02	A	B	<p>EQUIPES JUNIORS</p> <p>Le candidat à la licence doit, au minimum, disposer de quatre équipes juniors dans les classes d'âge des moins de 10 ans aux moins de</p>

N°	UEFA	FLF	Description
			<p>21 ans, présentes au sein de son entité juridique, d'une autre entité juridique incluse dans le périmètre de reporting ou d'un club affilié à son entité juridique, selon la répartition suivante:</p> <p>a) une équipe juniors dans la classe d'âge des 15 à 21 ans;</p> <p>b) une équipe juniors dans la classe d'âge des 10 à 14 ans;</p> <p>c) une équipe juniors dans la classe d'âge des moins de 10 ans ;</p> <p>d) une équipe supplémentaire dans une des classes d'âge définies aux lettres b) et c) ci-dessus.</p> <p>Les équipes juniors entrant dans les classes d'âge mentionnées aux lettres a) et b) ci-dessus doivent participer aux compétitions ou programmes officiels reconnus par la FLF et organisés au niveau national, régional ou local.</p> <p>Il n'y a pas d'obligation pour les équipes de football des enfants (lettre c) ci-dessus) de participer à des compétitions officielles reconnues par la FLF. Des événements adaptés à ces équipes doivent toutefois être organisés (mini-tournois, rassemblements de jeunes au niveau local, etc.) afin de promouvoir le plaisir du jeu et de leur donner l'occasion d'acquérir de l'expérience en jouant avec d'autres équipes d'enfants.</p>
S.03	A	B	<p>SUIVI MÉDICAL DES JOUEURS</p> <p>Le candidat à la licence doit garantir que tous ses joueurs qualifiés pour jouer dans sa première équipe subissent chaque année un examen médical, incluant un dépistage cardiovasculaire, conformément aux dispositions correspondantes du Règlement médical de l'UEFA.</p> <p>Le candidat à la licence doit s'assurer que tous ses joueurs de plus de 12 ans passent chaque année un examen médical, conformément aux dispositions du ministère des Sports au Luxembourg.</p>
S.04	A	B	<p>INSCRIPTION DES JOUEURS</p> <p>Tous les joueurs du candidat à la licence, y compris les jeunes âgés de plus de 10 ans, doivent être inscrits auprès de la FLF conformément aux dispositions pertinentes du <i>Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs</i> de la FIFA.</p>
S.05	A	B	<p>CONTRAT ÉCRIT AVEC LES JOUEURS PROFESSIONNELS</p> <p>Tous les joueurs professionnels du candidat à la licence doivent avoir un contrat écrit avec ce dernier conformément aux dispositions pertinentes du <i>Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs</i> de la FIFA.</p>
S.06	B	B	<p>QUESTIONS D'ARBITRAGE ET LOIS DU JEU</p> <p>Le candidat à la licence doit prouver qu'au minimum le capitaine (ou son remplaçant) ainsi que l'entraîneur principal de sa première équipe (ou son assistant) ont participé à une session ou à une manifestation consacrée aux questions d'arbitrage organisée par la FLF ou avec sa collaboration au cours de l'année précédant la saison de licence. Le critère est rempli si ces personnes ont participé à la session ou à la manifestation.</p>
S.07	B	B	<p>PRATIQUE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION</p> <p>Le candidat à la licence doit instituer et appliquer une politique visant à combattre le racisme et toute forme de discrimination au sein du football conformément au plan d'action en dix points de l'UEFA contre le racisme figurant dans le <i>Règlement de l'UEFA sur la sécurité</i>.</p>
S.08	B	B	<p>PROTECTION ET BIEN-ÊTRE DES ENFANTS</p>

N°	UEFA	FLF	Description
			Le candidat à la licence doit établir et appliquer des mesures, conformément aux directives de l'UEFA en la matière, afin de protéger les joueurs juniors, de garantir leur bien-être et de s'assurer qu'il se trouvent dans un environnement sûr lorsqu'ils participent aux activités organisées par ses soins.

7. CRITÈRES D'INFRASTRUCTURE

7.1. INTRODUCTION

L'UEFA a décidé de rationaliser son approche en matière d'infrastructures pour les compétitions de l'UEFA en créant un *Règlement de l'UEFA sur l'infrastructure des stades* qui regroupe en un seul document l'ensemble des normes minimales sous forme d'exigences «impératives».

Dans le cadre de cette nouvelle approche, chaque stade doit être «approuvé» ou «certifié» en fonction des normes minimales de l'UEFA et classé dans une catégorie donnée (à l'instar du système des étoiles utilisé pour les hôtels). Les associations nationales membres de l'UEFA sont responsables de cette procédure d'approbation et de son renouvellement, laquelle peut faire partie de la procédure annuelle d'octroi de licence. L'unité de l'UEFA en charge des stades et de la sécurité assure l'assistance nécessaire, supervise les approbations et organise des contrôles ponctuels au niveau national.

7.2. OBJECTIFS

Les critères d'infrastructure ci-après ont pour objectifs de garantir que:

- le candidat à la licence dispose d'un stade «approuvé» pour disputer des matches des compétitions interclubs de l'UEFA, offrant aux spectateurs et aux représentants des médias et de la presse un espace bien aménagé et équipé, confortable et sûr;
- le candidat à la licence dispose d'installations d'entraînement appropriées permettant à ses joueurs d'améliorer leurs qualités footballistiques.

7.3. AVANTAGES POUR LES CANDIDATS À LA LICENCE

Grâce à cette nouvelle approche plus rationnelle, le candidat à la licence et, en particulier, le propriétaire du stade, sauront exactement quel est le «niveau de qualité UEFA» actuellement atteint par leur stade. La FLF inspecte et «approuve» le stade qui sera ensuite classé dans l'une des catégories de qualité prévues. En consultant le règlement de la compétition interclubs de l'UEFA correspondante, un candidat à la licence et/ou le propriétaire d'un stade «approuvé» pourra facilement vérifier quelles compétitions de l'UEFA et/ou quelles phases de la compétition leur stade est en mesure d'accueillir. Le rapport d'évaluation constitue un outil important et fournit les bases de toute amélioration et de tout développement nécessaire pour obtenir à l'avenir un classement supérieur.

Cette approche permet au propriétaire du stade, en coopération avec le candidat à la licence, de planifier avec précision afin d'investir dans les installations manquantes qui sont aujourd'hui indispensables pour accueillir des spectateurs à l'occasion d'événements attrayants et divertissants. Par conséquent, chaque candidat à la licence, en collaboration avec le propriétaire du stade et la collectivité locale, doit s'efforcer de mettre à disposition un stade agréable, sûr, facilement accessible en voiture (disposant de places de stationnement) et/ou transports publics, doté de sièges confortables avec une bonne vue sur le terrain de jeu, d'installations VIP propres, de boutiques, de toilettes hygiéniques et spacieuses pour hommes et femmes, et de moyens de communication appropriés (haut-parleurs et écran vidéo). Enfin, il se doit d'offrir des sièges et des toilettes adaptés aux spectateurs handicapés.

Grâce à des normes de qualité plus élevées et de meilleurs aménagements, le propriétaire et/ou le candidat à la licence développent leurs possibilités commerciales et donc leurs recettes, ce qui contribue au financement des investissements dans les installations du stade. Enfin, le confort du stade est un élément important pour qu'un public nombreux vienne soutenir l'équipe première du candidat à la licence sur le terrain.

7.4. CRITÈRES

N°	UEFA	FLF	Description
I.01	A	NON APPLICABLE	<p>STADE APPROUVÉ POUR LES COMPÉTITIONS INTERCLUBS DE L'UEFA</p> <p>Le candidat à la licence doit disposer d'un stade permettant de disputer des matches de compétitions interclubs de l'UEFA. Le candidat à la licence soit :</p> <p>a) est propriétaire du stade ; soit</p> <p>b) doit présenter un contrat écrit conclu avec le(s) propriétaire(s) du stade qu'il utilisera. Ce contrat doit garantir l'utilisation du stade pour les matches des compétitions interclubs de l'UEFA disputés à domicile par le candidat à la licence au cours de la saison de licence.</p> <p>Le stade doit satisfaire à toutes les exigences minimales définies dans le <i>Règlement de l'UEFA sur l'infrastructure des stades</i>, être approuvé par la FLF et être homologué par les autorités locales compétentes (conseil communal). De plus, il doit être situé sur le territoire de la FLF et être classé au moins comme un stade de la catégorie 2 des stades de l'UEFA.</p>
	NON APPLICABLE	B	<p>STADE APPROUVE POUR LES MATCHES DE BGL-LIGUE (DIVISION NATIONALE)</p> <p>Pour pouvoir jouer les matches du championnat de la BGL-Ligue (Division Nationale) dans un stade local, ce stade, même s'il n'est pas conforme aux normes UEFA pour les matches des compétitions interclubs de l'UEFA, doit être homologué par les autorités locales compétentes (conseil communal) et remplir les conditions minimums du règlement national sur les stades de football.</p> <p>Il appartient à la Commission des Terrains de la FLF d'homologuer les stades des clubs de la BGL-Ligue (Division Nationale).</p>
I.02	A	B	<p>INSTALLATIONS D'ENTRAÎNEMENT – DISPONIBILITÉ</p> <p>Le candidat à la licence doit disposer d'installations d'entraînement pendant toute l'année. Le candidat à la licence soit :</p> <p>a) est propriétaire des installations d'entraînement ; soit</p> <p>b) doit présenter un contrat écrit conclu avec le(s) propriétaire(s) des installations d'entraînement qu'il utilisera. Ce contrat doit garantir l'utilisation des installations d'entraînement par toutes les équipes du candidat à la licence durant la saison de licence, compte tenu de son programme approuvé de formation des joueurs juniors.</p>

N°	UEFA	FLF	Description
I.03	B	B	<p>INSTALLATIONS D'ENTRAÎNEMENT – APPROBATION DE L'INFRASTRUCTURE ET INFRASTRUCTURE MINIMALE</p> <p>Le candidat à la licence doit disposer d'installations d'entraînement répondant aux exigences fixées par le bailleur de licence.</p> <p>Au minimum, le candidat à la licence doit disposer des installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) installations d'entraînement extérieures; b) installations d'entraînement couvertes; c) vestiaires; d) local/locaux médical/médicaux et son contenu minimal (à savoir défibrillateur et kit de premiers secours). e) Le système d'éclairage permettant un entraînement adéquat le soir. f) Toute autre exigence pertinente identifiée par le bailleur de licence. <p>Chaque candidat à la licence doit disposer d'au moins un terrain d'entraînement. Il peut s'agir d'un terrain synthétique. Le terrain d'entraînement doit avoir les dimensions minimales de 90x50m.</p> <p>Le candidat à la licence doit également présenter une convention établie avec le propriétaire d'un hall sportif permettant de s'entraîner pendant l'hiver dans une installation d'entraînement couverte.</p> <p>Des vestiaires avec douches et WC doivent être dans les alentours proches du terrain d'entraînement.</p> <p>Un local médical de 10-12m² au minimum doit également se situer dans les alentours proches du terrain d'entraînement.</p>

8. CRITÈRES ADMINISTRATIFS ET LIÉS AU PERSONNEL

8.1. INTRODUCTION

De nos jours, un club de football ne se limite plus uniquement au sport, mais entre également en relation avec ses membres et supporters ainsi qu'avec les médias, sponsors, fournisseurs, partenaires commerciaux, collectivités locales et, dans certains cas déjà, ses actionnaires, autant d'intervenants de plus en plus impliqués dans le développement des clubs et intéressés par leurs résultats.

Pour satisfaire au mieux les besoins et exigences de tous ces intervenants, qu'il convient de traiter comme des clients, les clubs sont appelés à solliciter un appui professionnel auprès de spécialistes de divers secteurs économiques et disciplines (marketing, finance, divertissement, médias, etc.), susceptibles de leur faire partager leur savoir et leur expérience. Opérant déjà dans un environnement marqué par la concurrence sportive et participant de plus en plus à une concurrence économique, les clubs se doivent de renforcer leurs profits à long terme. Pour ce faire, ils doivent rechercher des sources de recettes autres que leurs revenus traditionnels (télévision, billetterie, sponsors), afin d'être plus indépendants de leurs résultats sportifs et d'optimiser leurs chances de fonctionner comme une entité performante sur le plan financier.

Dans ce contexte, les clubs ont besoin des conseils d'autres professionnels qualifiés, expérimentés et novateurs, à même d'apporter des compétences et un savoir-faire spécifiques et d'aider les clubs à satisfaire les besoins et exigences du football moderne.

8.2. OBJECTIFS

Les critères relatifs au personnel et à l'administration ont pour objectifs de garantir que:

- les candidats à la licence sont gérés de manière professionnelle;
- les candidats à la licence disposent de spécialistes qualifiés, compétents et bénéficiant d'un savoir-faire et d'une expérience suffisants;
- les joueurs de la première équipe et des autres équipes sont encadrés par des entraîneurs qualifiés et suivis par le personnel médical nécessaire.

8.3. AVANTAGES POUR LES CANDIDATS À LA LICENCE

Pour assurer la gestion efficace et rationnelle d'un club de football, il est essentiel que celui-ci puisse disposer de collaborateurs bien formés et expérimentés. Une professionnalisation à tous les niveaux et pour toutes les fonctions n'implique pas forcément que les candidats à la licence ne doivent à l'avenir engager que du personnel à plein temps. Les intentions sont très claires à cet égard et visent le professionnalisme avec lequel les personnes désignées assument leur fonction. Chacun des critères figurant dans le présent chapitre est réellement important pour le bon fonctionnement et la réussite du club, et chaque club pourrait ou devrait être en mesure de consentir l'effort financier nécessaire à la mise en place de ces fonctions. Le professionnalisme des clubs sera également renforcé par une définition claire des profils de ces fonctions précisant les activités clés, les responsabilités principales (techniques, financières et décisionnelles, s'il y a lieu) et les exigences relatives au poste (formation, expérience pratique, expertise technique, connaissances informatiques, compétences relationnelles, connaissances linguistiques et autres, y compris dans le domaine du football).

- Il incombe à l'instance décisionnaire du candidat à la licence d'identifier des personnes répondant aux exigences fixées et d'engager des personnes correspondant au profil recherché (c'est-à-dire à temps plein, à temps partiel, bénévole).
- La présence d'entraîneurs qualifiés constitue la base d'une formation de haute qualité au sein des équipes de football. Pour atteindre cet objectif, les candidats à la licence ont besoin du soutien de la FLF, afin de mettre au point un programme de formation des entraîneurs. Les candidats à la licence doivent disposer d'entraîneurs bien formés et qualifiés, pour être en mesure d'améliorer les aptitudes de leurs équipes juniors, mais aussi de leur première équipe, à tous les niveaux (technique, tactique et physique). Tout joueur junior rêvant de passer professionnel doit pouvoir être encadré par les entraîneurs les plus compétents dès son plus jeune âge. Certaines autres aptitudes (psychologiques, médiatiques, sociales, linguistiques, etc.) sont nécessaires et doivent être acquises au moyen d'une formation spécifique offerte par la FLF dans le but de créer une licence pour les entraîneurs. Plus qu'un souhait, c'est une nécessité impérative.
- En collaboration avec ses associations nationales membres, l'UEFA progresse dans la mise en œuvre, à travers toute l'Europe, de la Convention de l'UEFA sur la reconnaissance mutuelle des qualifications d'entraîneur. Cette convention offre la possibilité de suivre des cours de différents niveaux et d'obtenir les diplômes d'entraîneur correspondants. Les diplômes UEFA Pro, UEFA A et UEFA B permettent la « libre circulation des entraîneurs » au sein des associations membres de la Convention de l'UEFA sur la reconnaissance mutuelle des qualifications d'entraîneur.
- L'appui administratif complémentaire de spécialistes de la sécurité garantira en outre la sécurité des matches organisés.

8.4. CRITÈRES

N°	UEFA	FLF	Description
P.01	A	A	<p>SECRÉTARIAT DU CLUB</p> <p>Le candidat à la licence doit disposer de locaux à usage de bureaux afin d'assurer la gestion de son administration. Ces locaux doivent présenter une surface de 10-15 m² et être équipés de l'infrastructure technique minimale exigée, à savoir un téléphone, un fax, une messagerie électronique et un site web.</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir engagé un nombre approprié de collaborateurs administratifs qualifiés, de manière à pouvoir gérer ses affaires courantes en fonction de ses besoins. Il doit également s'assurer que les heures d'ouverture de son bureau et que ses locaux à usage de bureaux lui permettent de communiquer avec le bailleur de licence et le public.</p>
P.02	A	A	<p>RESPONSABLE ADMINISTRATIF</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé un responsable administratif chargé de la gestion des affaires courantes (questions opérationnelles). La nomination doit avoir été entérinée par l'instance compétente du candidat à la licence.</p>
P.03	A	A	<p>RESPONSABLE DES FINANCES</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé un responsable des finances chargé des questions financières. Il peut s'agir soit d'une personne physique travaillant dans l'administration du candidat à la licence, soit</p>

N°	UEFA	FLF	Description
			<p>d'un partenaire externe mandaté par le candidat à la licence dans le cadre d'un contrat écrit.</p> <p>Le responsable des finances doit être titulaire, au minimum, de l'une des qualifications suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) diplôme d'expert-comptable; ou b) diplôme d'auditeur qualifié; ou c) diplôme de responsable des finances délivré par le bailleur de licence ou par une organisation reconnue par le bailleur de licence.
P.04	A	A	<p>RESPONSABLE DE LA SÉCURITÉ</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé un responsable de la sécurité chargé des questions de sécurité.</p> <p>Le responsable de la sécurité doit être titulaire, au minimum, de l'une des qualifications suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) certificat de policier ou de spécialiste de la sécurité, conformément à la législation luxembourgeoise; b) diplôme de sécurité délivré par la FLF ou une organisation reconnue par les pouvoirs publics, à l'issue d'un cours spécifique; <p>La nomination doit avoir été entérinée par l'instance compétente du candidat à la licence.</p>
P.05	A	A	<p>RESPONSABLE DES MÉDIAS</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé un responsable des médias chargé des questions liées aux médias.</p> <p>Le responsable des médias doit être titulaire, au minimum, de l'une des qualifications suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) diplôme de journaliste; b) diplôme de responsable des médias délivré par la FLF ou une organisation reconnue par la FLF; c) «reconnaissance de compétence» délivrée par la FLF et exigeant au moins trois ans d'expérience dans ce domaine. <p>La nomination doit avoir été entérinée par l'instance compétente du candidat à la licence.</p>
P.06	A	B	<p>MÉDECIN</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé au moins un médecin responsable de l'assistance et du conseil dans le domaine médical, ainsi que de la politique de prévention du dopage. Le médecin doit assurer le suivi médical pendant les matches et les entraînements.</p> <p>Le diplôme du médecin doit être reconnu et certifié par le Ministère de la Santé.</p> <p>La nomination doit avoir été entérinée par l'instance compétente du candidat à la licence.</p> <p>Le médecin doit être dûment inscrit auprès de la FLF.</p> <p><i>Pour la Licence FLF uniquement : ce critère ne signifie pas que le médecin doit assister à tous les matches du championnat de Division Nationale ; il doit seulement être garanti qu'en cas de besoin, le médecin soit disponible à bref terme.</i></p>
P.07	A	B	PHYSIOTHÉRAPEUTE

N°	UEFA	FLF	Description
			<p>Le candidat à la licence doit avoir nommé au moins un physiothérapeute responsable des soins médicaux et des massages pendant les entraînements et les matches de la première équipe.</p> <p>Le diplôme du physiothérapeute doit être reconnu et certifié par le Ministère de la Santé.</p> <p>La nomination doit avoir été entérinée par l'instance compétente du candidat à la licence.</p> <p>Le physiothérapeute doit être dûment inscrit auprès de la FLF.</p> <p><i>Pour la Licence FLF uniquement : ce critère ne signifie pas que le physiothérapeute doit assister à tous les matches du championnat de Division Nationale ; il doit seulement être garanti qu'en cas de besoin, le physiothérapeute soit disponible à bref terme.</i></p>
P.07'	A	B	<p>MEDECIN D'ÉQUIPES JUNIORS</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé au moins un médecin ou physiothérapeute reconnu comme tel par les autorités sanitaires nationales compétentes (ministère de la Santé), qui est responsable des soins médicaux dispensés aux équipes juniors.</p>
P.08	A	B	<p>ENTRAÎNEUR PRINCIPAL DE LA PREMIÈRE ÉQUIPE</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé un entraîneur principal chargé des questions relatives au football de sa première équipe.</p> <p>L'entraîneur principal doit être titulaire d'une des qualifications d'entraîneur minimales suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) licence d'entraîneur UEFA A en cours de validité; b) tout autre diplôme d'entraîneur valable non UEFA qui est équivalent à la licence d'entraîneur UEFA A et reconnu comme tel par l'UEFA ; <p>La nomination de l'entraîneur principal doit avoir été entérinée par l'instance compétente du candidat à la licence.</p> <p>L'entraîneur principal peut exercer la fonction de responsable du programme de formation des jeunes et/ou entraîneur d'une équipe de juniors. Il incombe au candidat à la licence de prouver au bailleur de licence que l'entraîneur principal dispose de suffisamment de temps pour gérer l'ensemble de ces tâches en parallèle.</p>
P.09	A	B	<p>RESPONSABLE DU PROGRAMME DE FORMATION DES JOUEURS JUNIORS</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé un responsable de son programme de formation des joueurs juniors, chargé de la gestion des affaires courantes et des aspects techniques du secteur juniors.</p> <p>Le responsable du programme de formation des joueurs juniors doit être titulaire d'une des qualifications d'entraîneur minimales suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) licence d'entraîneur UEFA B en cours de validité ; b) tout autre diplôme d'entraîneur valable non UEFA qui est équivalent à la licence d'entraîneur UEFA B et reconnu comme tel par l'UEFA ; ⇒ licence d'entraîneur junior Elite A UEFA émise par la FLF et reconnue par l'UEFA- <p>La nomination du responsable du programme de formation des jeunes doit avoir été entérinée par l'instance compétente du candidat à la licence.</p>

N°	UEFA	FLF	Description
			<p>Le responsable du programme de formation des jeunes peut assumer parallèlement la fonction d'entraîneur d'une équipe de juniors ou celle d'entraîneur assistant de la première équipe auprès du même candidat à la licence.</p> <p>Le responsable du programme de formation des jeunes peut en outre assumer parallèlement la fonction d'entraîneur de la première équipe à condition qu'il dispose de suffisamment de temps pour gérer l'ensemble de ces tâches en parallèle.</p>
P.10	A	B	<p>ENTRAÎNEURS D'ÉQUIPES JUNIORS</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé, pour chaque équipe juniors obligatoire (critère S.02), au moins un entraîneur responsable de toutes les questions footballistiques liées à cette équipe.</p> <p>Au moins deux entraîneurs d'équipes juniors doivent être titulaires d'une des qualifications d'entraîneur minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) licence d'entraîneur UEFA B en cours de validité ; b) tout autre diplôme d'entraîneur valable non UEFA qui est équivalent à la licence d'entraîneur UEFA B et reconnu comme tel par l'UEFA ; ⇒ licence d'entraîneur junior Elite A UEFA émise par la FLF et reconnue par l'UEFA. <p>Les autres entraîneurs d'équipes juniors doivent disposer des qualifications minimales définies par la FLF. Celle-ci requiert en l'occurrence que les entraîneurs d'équipes juniors des moins de 21 ans aux moins de 17 ans aient la licence d'entraîneur du cycle inférieur. Les entraîneurs d'équipes juniors de moins de 17 ans aux moins de 15 ans doivent avoir la formation étatique pour initiateur de football. Néanmoins, les entraîneurs juniors ayant une expérience pratique d'au moins cinq ans peuvent le cas échéant bénéficier d'une « reconnaissance de compétence » émise par la FLF. Ils sont néanmoins invités à participer aux cours de formation étatique.</p>
P.11	A	A	<p>ORGANISATION DE LA SÉCURITÉ – SERVICE D'ORDRE :STADIERS</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir mis en place une organisation chargée d'assurer la sécurité lors de ses matches à domicile, en engageant le nombre nécessaire d'agents pour le service d'ordre (stadiers). A cet effet, il doit ou:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) employer les stadiers ; ou b) avoir conclu un contrat écrit avec le propriétaire du stade mettant à disposition le service d'ordre; ou c) avoir conclu un contrat écrit avec une entreprise de sécurité externe, respectivement avoir produit une attestation d'une telle entreprise se tenant à disposition et mettant à disposition le service d'ordre. <p>Le candidat à la licence doit s'appuyer sur des stadiers (internes ou externes) disposant d'une qualification appropriée.</p>

P.12	A	B	<p>ENTRAÎNEUR ASSISTANT DE LA PREMIÈRE ÉQUIPE</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé un entraîneur assistant qui assiste l'entraîneur principal dans toutes les questions footballistiques relatives à la première équipe.</p> <p>L'entraîneur assistant doit être titulaire d'une des qualifications d'entraîneur minimales suivantes:</p> <p>a) licence d'entraîneur UEFA B en cours de validité;</p> <p>tout autre diplôme d'entraîneur valable non UEFA qui est équivalent à la licence d'entraîneur UEFA B et reconnu comme tel par l'UEFA.</p> <p>La nomination doit avoir été entérinée par l'instance compétente du candidat à la licence.</p> <p>L'entraîneur assistant peut assumer parallèlement la fonction de responsable du programme de formation des jeunes ou celle d'entraîneur d'une équipe de juniors auprès du même candidat à la licence.</p>
P.13	B	B	<p>RESPONSABLE DE L'ENCADREMENT DES SUPPORTERS</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir désigné un responsable de l'encadrement des supporters afin qu'il serve de point de contact principal pour les supporters.</p> <p>Le responsable de l'encadrement des supporters doit rencontrer régulièrement le personnel du club et collaborer avec lui sur toutes les questions pertinentes.</p>
P.14	A	A	<p>DISPOSITIONS COMMUNES AUX CRITERES P.08 À P.10 ET P.12</p> <p>Un entraîneur est considéré comme titulaire de la licence d'entraîneur UEFA requise au sens des critères P.08 à P.10 et P.12 du présent <i>Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs</i> si, conformément aux dispositions d'application de la <i>Convention des entraîneurs de l'UEFA</i> :</p> <p>a) il détient une licence d'entraîneur UEFA émise par une association membre de l'UEFA ; ou</p> <p>b) il a commencé le cours de diplôme d'entraîneur UEFA correspondant.</p> <p>La simple inscription au cours de diplôme requis ne suffit pas pour remplir ce critère.</p> <p>Tous les entraîneurs et techniciens définis dans les critères P.08 à P.10 et P.12 doivent être dûment inscrits auprès de la FLF.</p>
P.15	B	B	<p>DROITS ET OBLIGATIONS</p> <p>Les droits et obligations des membres du personnel du candidat à la licence définis dans les critères P.01 à P.13 et P.17 doivent être définis et consignés par écrit.</p>
P.16	B	B	<p>OBLIGATION DE REMPLACEMENT PENDANT LA SAISON DE LICENCE</p> <p>Si une fonction définie dans les critères P.01 à P.13 et P.17 devient vacante au cours de la saison de licence, le bénéficiaire de la licence doit veiller à ce que cette fonction soit reprise dans un délai de 60 jours au maximum par une personne disposant des qualifications requises.</p> <p>Si une fonction devient vacante suite à une maladie ou un accident, le bailleur de licence peut prolonger ce délai de 60 jours uniquement s'il peut raisonnablement établir que la personne concernée est toujours dans l'incapacité médicale de reprendre son activité.</p>

			Tout remplacement doit être notifié à la FLF dans les plus brefs délais par le bénéficiaire de la licence.
P.17	B	B	<p>RESPONSABLE DE L'ACCESSIBILITÉ</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé un responsable de l'accessibilité.</p> <p>Le responsable de l'accessibilité doit réaliser toutes les tâches visant à soutenir la fourniture de services et d'installations accessibles aux supporteurs en situation de handicap.</p> <p>Le responsable de l'accessibilité doit rencontrer régulièrement le personnel du club et collaborer avec lui sur toutes les questions pertinentes.</p>

9. CRITÈRES JURIDIQUES

9.1. INTRODUCTION

Le présent chapitre définit les critères juridiques que la FLF applique aux candidats à la licence.

9.2. CRITÈRES

Commenté [FD1]: Merci de remonter le tableau se trouvant en page 33 déjà sur la page 32 (l'idée étant d'améliorer la mise en page du Manuel)

N°	UEFA	FLF	Description
L.01	A	B	<p>DÉCLARATION RELATIVE À LA PARTICIPATION AUX COMPÉTITIONS INTERCLUBS DE L'UEFA</p> <p>Le candidat à la licence doit présenter une déclaration juridiquement valide confirmant:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) qu'il reconnaît le caractère obligatoire des statuts, règlements, directives et décisions de la FIFA, de l'UEFA, de la FLF ainsi que la compétence du TAS (Tribunal Arbitral du Sport) à Lausanne (Suisse), telle qu'elle est prévue par les articles correspondants des <i>Statuts de l'UEFA</i> ; b) qu'il disputera au niveau national des compétitions reconnues et approuvées par la FLF ; c) qu'il participera au niveau international à des compétitions reconnues par l'UEFA ou la FIFA. Afin de lever toute ambiguïté, les matches amicaux ne sont pas soumis à la présente disposition ; d) qu'il informera, dans les meilleurs délais, le bailleur de licence de tous changements, événements et conditions de grande importance économique et de tout événement important survenu après la soumission de la documentation d'octroi de licence ; e) qu'il appliquera et observera le <i>Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs</i> de la FLF ; f) qu'il appliquera et observera le <i>Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs et le fair-play financier</i> ; g) qu'il a défini son périmètre de reporting conformément au critère F.00 ; h) qu'il répondra des conséquences éventuelles liées au non-respect par une entité incluse dans le périmètre de reporting des lettres e) et f) ci-dessus ; i) que tous les documents soumis sont complets et exacts ; j) qu'il autorise l'Administration pour l'octroi de licence et les instances décisionnelles d'octroi de licence de club de la FLF, l'Administration de l'UEFA et les organes de juridiction de l'UEFA à examiner tout document correspondant et à réclamer des informations de tout organisme public ou privé compétent conformément à la législation nationale ; k) qu'il prend acte que l'UEFA se réserve le droit de réaliser des audits de conformité au niveau national conformément à l'article 71 du <i>Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs et le fair-play financier</i>. <p>Cette déclaration doit être validée par un signataire autorisé au plus tôt trois mois avant la date limite fixée pour sa soumission au bailleur de licence.</p>
L.02	A	B	<p>INFORMATIONS JURIDIQUES MINIMALES</p> <p>Le candidat à la licence doit soumettre une copie de ses statuts (ou autre document équivalent) actuellement en <u>vigueur</u>.</p>

Commenté [FD2]: Merci de fusionner les critères juridiques dans le même tableau (actuellement, le tableau est fractionné)

N°	UEFA	FL F	Description
L.03	A	B	<p>EXTRAIT DE REGISTRE</p> <p>Le candidat à la licence doit fournir les informations suivantes à son sujet:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) raison sociale complète ; b) siège principal (adresse) ; c) forme juridique ; d) liste des signataires autorisés (nom, prénom, adresse du domicile) et indication du type de signature requis (signature individuelle, collective, etc.). <p>Les informations précitées doivent être fournies par le biais de la :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) présentation d'un extrait de registre public; ou de la b) présentation d'un extrait du registre des clubs de la FLF.

N°	UEFA	FL F	Description
L.04	A	B	<p>STRUCTURE JURIDIQUE DU GROUPE ET PARTIE EXERÇANT LE CONTRÔLE ULTIME</p> <p>Le candidat à la licence doit fournir au bailleur de licence la structure juridique de son groupe (par exemple, représentée sous la forme d'un organigramme) dûment approuvée par la direction.</p> <p>Ce document doit inclure des informations sur toute filiale, toute entité associée et toute entité exerçant un contrôle direct ou indirect, jusqu'au niveau de la société mère ultime et de la partie exerçant le contrôle ultime. Toutes les filiales et les entités associées de cette société mère ultime doivent également être mentionnées. Toute partie disposant de 10% ou plus des droits de propriété directs ou indirects du candidat à la licence ou de 10% ou plus des droits de vote doit également être mentionnée.</p> <p>La structure juridique du groupe doit identifier clairement l'entité candidate à la licence. Elle doit également mentionner les informations suivantes pour chaque filiale de l'entité candidate à la licence :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) nom de l'entité juridique ; b) type d'entité juridique ; c) informations sur les activités principales et sur toutes les activités liées au football ; d) quote-part d'intérêt dans le capital (et, si celle-ci est différente, quote-part des droits de vote détenus) ; e) capital social ; f) total de l'actif ; g) total des revenus ; h) total des capitaux propres. <p>Le candidat à la licence doit par ailleurs informer le bailleur de licence sur toute partie exerçant une influence notable sur le club candidat à la licence ainsi que sur tout autre club de football dans lequel une des parties mentionnée ci-dessus ou un de ses principaux dirigeants détient des droits de propriété , des droits de vote et/ou toute implication où cette partie exerce une influence en relation avec la gouvernance de ses politiques financière et opérationnelle.</p>

10. CRITÈRES FINANCIERS

10.1 INTRODUCTION

Les critères financiers décrits dans le présent chapitre sont obligatoires à partir de la saison 2012/2013. Il en résulte que les informations financières relatives à l'exercice clôturé en 2012 (juin ou décembre) font partie des informations que le bailleur de licence doit évaluer en vue de l'obtention par les clubs d'une licence pour la saison 2013/2014.

Dans ce contexte, cette partie contient un guide permettant aux dirigeants des clubs d'appréhender de manière efficace l'ensemble des obligations imposées par la législation luxembourgeoise applicable et par le présent Manuel.

10.2 OBJECTIFS

Les critères financiers visent principalement à :

- améliorer la capacité économique et financière des clubs ;
- accroître la transparence et la crédibilité des clubs ;
- accorder l'importance nécessaire à la protection des créanciers, en s'assurant que les clubs s'acquittent de leurs dettes envers leur personnel, les administrations sociales et fiscales et les autres clubs dans les délais ; et
- sauvegarder la continuité des compétitions internationales (UEFA/FIFA) et nationales (FLF) durant la saison de licence.

10.3 AVANTAGES

La mise en œuvre des critères financiers contribue à la réalisation, à court et à long terme, d'améliorations qui bénéficieront aux clubs, à la FLF et à la famille du football en général.

10.4 PRÉSENTATION DU CHAPITRE FINANCIER

La mise en œuvre des aspects financiers de la procédure pour l'octroi de licence aux clubs et le respect des critères fixés doivent permettre d'atteindre les objectifs décrits dans la section 10.2 ci-dessus.

Chaque club doit fournir des informations financières relatives à chacun des critères. Par ailleurs, ces informations financières doivent être soumises à certaines procédures d'évaluation par un auditeur indépendant et/ou la FLF.

Les évaluations qu'un auditeur indépendant est susceptible de devoir réaliser sont de trois types :

- a) audit ;
- b) examen limité ; ou
- c) procédures convenues.

Le terme d'auditeur est utilisé tout au long de ce chapitre pour décrire la personne ou l'entité chargée d'exécuter l'audit, l'examen limité ou les procédures convenues. Sauf disposition contraire de la législation luxembourgeoise, l'auditeur est responsable, au plan contractuel et légal, à l'égard de l'entité présentant les états financiers qui l'a engagé, de tout travail relatif à un candidat à la licence effectué par ses soins.

Le cas échéant, la FLF lira et examinera le contenu du rapport de l'auditeur avant de décider si chaque critère a été respecté et, s'il y a lieu, quelle information complémentaire est requise. Concernant certains critères, la FLF mettra en œuvre des procédures d'évaluation remplaçant ou complétant le travail exécuté par un auditeur.

Les exigences minimales en matière de critères financiers sont décrites dans le présent chapitre.

10.4.1 ENTITE(S) PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS ET PERIMETRE DE REPORTING

N°	UEFA	FLF	Description
F.00	A	B	<p>Entité présentant les états financiers et périmètre de reporting</p> <p>Le candidat à la licence détermine et fournit au bailleur de licence le périmètre de reporting, c'est-à-dire l'entité ou le regroupement d'entités pour laquelle/lesquelles les informations financières doivent être fournies conformément aux exigences suivantes :</p> <p>les informations financières relatives à toutes les entités incluses dans le périmètre de reporting doivent être soit combinées soit consolidées comme s'il s'agissait d'une seule société.</p> <p>Les états financiers consolidés sont les états financiers d'un groupe au sein duquel les actifs, les passifs, les fonds propres, les produits, les charges et les flux de trésorerie de la société mère et de ses filiales sont présentés comme ceux d'une société unique.</p> <p>Les états financiers combinés incluent des informations sur plusieurs entités sous contrôle commun, sans informations sur la partie exerçant le contrôle.</p> <p>Le périmètre de reporting doit inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le candidat à la licence ; b) toute filiale du candidat à la licence ; c) toute autre entité incluse dans la structure juridique du groupe qui génère des recettes et/ou effectue des prestations et/ou encourt des frais en rapport avec les activités footballistiques définies aux lettres c) à k) ci-dessous ; d) toute autre entité, incluse ou non dans la structure juridique du groupe, qui génère des recettes et/ou effectue des prestations et/ou encourt des frais en rapport avec les activités footballistiques définies aux lettres a) et b) ci-dessous. <p>Les activités footballistiques comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'emploi/l'engagement du personnel (tel que défini dans le critère F.04.1), y compris le paiement de toute forme de rétribution aux employés suite à des obligations contractuelles ou légales ;

		<p>b) l'acquisition/la cession d'inscriptions de joueurs (y compris les prêts) ;</p> <p>c) la billetterie ;</p> <p>d) le sponsoring et la publicité ;</p> <p>e) la diffusion ;</p> <p>f) le merchandising et l'hospitalité ;</p> <p>g) gestion opérationnelle du club (p. ex. administration, activités les jours de match, déplacements, recrutement, etc.);</p> <p>h) le financement (y compris les financements garantis ou couverts par les actifs du candidat à la licence) ;</p> <p>i) l'utilisation et la gestion des installations des stades et des installations d'entraînement ;</p> <p>j) le football féminin</p> <p>k) le secteur juniors.</p> <p>Une entité peut être exclue du périmètre de reporting uniquement :</p> <p>a) si ses activités sont sans aucun rapport avec les activités footballistiques définies ci-dessus ni avec les sites, actifs ou marque du club de football ; ou</p> <p>b) si elle est non significative par rapport à l'ensemble des entités qui forment le périmètre de reporting et si elle ne réalise aucune des activités footballistiques définies aux lettres a) et b) ci-dessus ; ou</p> <p>c) si les activités footballistiques qu'elle réalise figurent déjà entièrement dans les états financiers d'une autre entité incluse dans le périmètre de reporting.</p> <p>Le candidat à la licence doit soumettre une déclaration d'un signataire autorisé qui confirme :</p> <p>a) que l'ensemble des recettes et des coûts liés à chacune des activités footballistiques mentionnées ci-dessus ont été inclus dans le périmètre de reporting et qu'il fournisse des explications détaillées si tel n'est pas le cas ; et</p> <p>b) si une entité incluse dans la structure juridique du groupe a été exclue du périmètre de reporting, justifiant cette exclusion en référence au paragraphe précédant immédiatement le présent paragraphe.</p>
--	--	--

10.5 RESUME DES CRITÈRES : INFORMATIONS FINANCIÈRES

La FLF devra s'assurer que ses candidats à la licence respectent les critères minimaux figurant ci-dessous :

N°	UEFA	FLF	Description
F.01	A	B	<p>Etats financiers annuels – audités</p> <p>Quelle que soit la forme juridique du candidat à la licence, les états financiers annuels à la date de clôture statutaire (30 juin ou 31 décembre, en général) précédant la date limite de soumission à l'UEFA de la liste des décisions relatives à la Licence UEFA (31 mai, en principe) doivent être préparés et soumis au bailleur de licence.</p>

			<p>Pour des raisons de comparabilité et de simplicité, la FLF recommande que la date de clôture statutaire de l'ensemble des clubs de la BGL-Ligue (Division Nationale) soit fixée au 31 décembre.</p> <p>Avant d'être transmis au bailleur de licence, les états financiers annuels doivent avoir été audités par un auditeur indépendant tel que défini à la section 10.6.4.1.</p> <p>Outre le fait qu'ils doivent être établis sur la base des normes comptables requises par la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales, les états financiers annuels doivent satisfaire aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables définies dans ce <i>Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs</i>. Les chiffres comparatifs relatifs à la date de clôture statutaire précédente doivent être fournis.</p> <p>Option 1 :</p> <p>Si les états financiers annuels audités satisfont aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables telles qu'elles sont définies dans ce <i>Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs</i>, aucune information complémentaire n'est requise.</p> <p>Option 2 :</p> <p>Si les états financiers annuels audités ne satisfont pas totalement aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables telles qu'elles sont définies dans ce <i>Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs</i>, le candidat à la licence doit fournir des informations complémentaires et les faire évaluer par l'auditeur indépendant, en vue de satisfaire à ces exigences minimales.</p>
F.01'	A	B	<p>Publication des informations financières</p> <p>Le candidat à la licence doit publier sur son site Web ou sur le site Web de son bailleur de licence (FLF) au plus tard à la date (qui ne peut pas être postérieure à la date de soumission de la liste des décisions relatives à la licence à l'Administration de l'UEFA) et sous la forme communiquées par le bailleur de licence :</p> <p>a) le total des montants versés aux agents/intermédiaires ou au bénéfice d'agents/intermédiaires au cours de la dernière période de reporting ; et</p> <p>b) les dernières informations financières annuelles auditées évaluées par le bailleur de licence.</p>
F.02	A	B	<p>Etats financiers pour la période intermédiaire – soumis à un examen limité</p> <p>Si la date de clôture statutaire de l'exercice du candidat à la licence est éloignée de plus de six mois de la date limite fixée pour la soumission à l'UEFA de la liste des décisions relatives à la Licence UEFA (31 mai, en principe), le candidat à la licence doit établir et soumettre des états financiers supplémentaires couvrant la période intermédiaire. Ceux-ci doivent porter sur la période intermédiaire allant jusqu'à une</p>

			<p>date éloignée de moins de six mois de la date limite fixée pour la soumission à l'UEFA de la liste des décisions relatives à la Licence UEFA.</p> <p>Pour des raisons de comparabilité et de simplicité, la FLF recommande que cette période intermédiaire aille de la date de clôture statutaire au 31 décembre de l'année précédant la saison de licence.</p> <p>Ils doivent être soumis à un examen limité par un auditeur indépendant tel que défini à la section 10.7.5.1.</p> <p>Outre le fait qu'ils doivent être établis sur la base des normes comptables requises par la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales, les états financiers intermédiaires doivent satisfaire aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables définies dans ce Manuel.</p> <p>Option 1 :</p> <p>Si les états financiers intermédiaires satisfont aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables telles qu'elles sont définies dans ce <i>Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs</i>, aucune information complémentaire n'est requise.</p> <p>Option 2 :</p> <p>Si les états financiers intermédiaires ne satisfont pas totalement aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables telles qu'elles sont définies dans ce <i>Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs</i>, le candidat à la licence doit fournir des informations complémentaires et les faire évaluer par l'auditeur indépendant, en vue de satisfaire à ces exigences minimales.</p>
F.03	A	B	<p>Absence d'arriéré de paiement envers des clubs de football résultant d'activités de transfert</p> <p>Le candidat à la licence doit apporter la preuve qu'au 31 mars précédant la saison de licence il ne présente aucun arriéré de paiement (au sens de la section 10.8.3.1) envers des clubs de football résultant de transferts conclus avant le 31 décembre de l'année précédente. Il s'agit des dettes suivantes : activités de transfert, indemnités de formation et contributions de solidarité, responsabilité conjointe et solidaire prononcée par une autorité compétente du fait de la résiliation d'un contrat par un joueur.</p>
F.04.1	A	B	<p>Absence d'arriéré de paiement envers le personnel</p> <p>Le candidat à la licence doit apporter la preuve, en ce qui concerne ses obligations contractuelles et légales envers son personnel, qu'au 31 mars précédant la saison de licence il ne présente aucun arriéré de paiement envers son personnel.</p>
F.04.2	A	B	

			Absence d'arriéré de paiement envers les administrations sociales ou fiscales Le candidat à la licence doit apporter la preuve, en ce qui concerne ses obligations contractuelles et légales envers son personnel, qu'au 31 mars précédant la saison de licence il ne présente aucun arriéré de paiement envers les administrations sociales ou fiscales.
F.05	A	B	Lettre d'affirmation préalable à la décision d'octroi de licence Dans les sept jours précédant le début de la période au cours de laquelle la décision d'octroi de licence doit être prise par la Commission des licences de club, le candidat à la licence doit rédiger une lettre d'affirmation à l'attention de la FLF. La lettre d'affirmation précise, notamment, si des événements ou conditions de grande importance économique, susceptibles d'affecter négativement la situation financière du candidat à la licence, sont intervenus depuis la date de clôture des précédents états financiers audités ou des précédents états financiers intermédiaires soumis (s'il y a lieu).
F.06	A	B	Informations financières prévisionnelles Le candidat à la licence doit préparer et soumettre des informations financières prévisionnelles afin de démontrer au bailleur de licence sa capacité à poursuivre l'exploitation jusqu'à la fin de la saison de licence s'il a franchi l'un des indicateurs définis à la section 10.11.5.2. Le candidat à la licence prépare et soumet des informations financières prévisionnelles sous forme de : a) compte de résultat budgété ; b) tableau des flux de trésorerie budgété ; et c) notes explicatives, incluant les hypothèses et les risques et une comparaison entre le budget et les chiffres réels. Les informations financières prévisionnelles s'appuient sur des hypothèses qui ne sont pas déraisonnables et doivent satisfaire aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables définies dans ce Manuel. Si le candidat à la licence a franchi l'un des indicateurs définis à 10.11.5.2, la FLF doit exécuter des procédures d'évaluation plus approfondies concernant les informations financières prévisionnelles soumises.
F.07	A	Non applicable	Présentation d'un plan d'apurement des dettes En cas de violation d'un ou de plusieurs critères financiers de classe A, le candidat à la licence doit présenter un plan d'apurement de ses dettes.

10.6 ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

10.6.1 LE CRITÈRE

N°	UEFA	FLF	Description
F.01	A	B	<p>États financiers annuels – audités</p> <p>Quelle que soit la forme juridique du candidat à la licence, les états financiers annuels à la date de clôture statutaire (30 juin ou 31 décembre, en général) précédant la date limite de soumission à l'UEFA de la liste des décisions relatives à la Licence UEFA (31 mai, en principe) doivent être préparés et soumis au bailleur de licence.</p> <p>Pour des raisons de comparabilité et de simplicité, la FLF recommande que la date de clôture statutaire de l'ensemble des clubs de la BGL-Ligue (Division Nationale) soit fixée au 31 décembre.</p> <p>Avant d'être transmis au bailleur de licence, les états financiers annuels doivent avoir été audités par un auditeur indépendant tel que défini à la section 10.6.4.1.</p> <p>Outre le fait qu'ils doivent être établis sur la base des normes comptables requises par la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales, les états financiers annuels doivent satisfaire aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables définies dans ce <i>Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs</i>. Les chiffres comparatifs relatifs à la date de clôture statutaire précédente doivent être fournis.</p> <p>Option 1 :</p> <p>Si les états financiers annuels audités satisfont aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables telles qu'elles sont définies dans ce <i>Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs</i>, aucune information complémentaire n'est requise.</p> <p>Option 2 :</p> <p>Si les états financiers annuels audités ne satisfont pas totalement aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables telles qu'elles sont définies dans ce <i>Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs</i>, le candidat à la licence doit fournir des informations complémentaires et les faire évaluer par l'auditeur indépendant, en vue de satisfaire ces exigences minimales.</p>

10.6.2 PÉRIODE DE REPORTING

Le candidat à la licence doit présenter ses états financiers annuels audités (ainsi que, cas échéant, des informations complémentaires) à sa date de clôture statutaire précédant la date limite de soumission à l'UEFA de la liste des décisions relatives à la Licence UEFA (cette date limite étant, en général, le 31 mai).

La date de clôture statutaire des candidats à la licence est, en principe, soit le 30 juin, soit le 31 décembre.

10.6.3 INFORMATIONS À FOURNIR PAR LE CANDIDAT A LA LICENCE

10.6.3.1 INTRODUCTION

Le candidat à la licence doit établir ses états financiers annuels sur la base des normes comptables requises par la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales.

Les états financiers doivent être établis sur la base de la poursuite de l'exploitation du candidat à la licence, c'est-à-dire d'après l'hypothèse que le candidat à la licence poursuivra ses activités dans un futur prévisible. Il est supposé que le candidat à la licence n'a ni l'intention, ni le besoin de se mettre en liquidation, de cesser son exploitation ou de chercher à obtenir une protection contre ses créanciers conformément à la législation luxembourgeoise (relative, notamment, à l'insolvabilité ou la faillite).

Pour répondre aux exigences minimales en matière d'information requises par le présent *Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs*, les états financiers annuels audités doivent comprendre :

- a) un bilan ;
- b) un compte de résultat ;
- c) un tableau des flux de trésorerie ;
- d) une annexe aux états financiers annuels, comprenant un résumé des principes et méthodes comptables significatives ainsi que d'autres notes explicatives ; et
- e) un rapport financier de la direction.

Les pratiques comptables luxembourgeoises (mentionnées ci-dessus) utilisées comme base d'établissement des états financiers doivent respecter certains principes fondamentaux :

- image fidèle ;
- uniformité de présentation ;
- hypothèse de continuité d'exploitation ;
- principe d'indépendance des exercices ;
- présentation séparée de chaque catégorie significative d'éléments dans les états financiers ; et
- non-compensation des actifs et passifs ainsi que des produits et charges.

Chacune des composantes des états financiers annuels doit être clairement identifiée. En outre, les informations énumérées ci-après doivent être présentées de façon visible, et répétées dans les états financiers, si cela est nécessaire à la bonne compréhension des informations présentées :

- a) le nom (et la forme juridique), le domicile et l'adresse professionnelle de l'entité présentant les états financiers, ainsi que toute modification de ces informations intervenue depuis la date de clôture statutaire précédente ;
- b) le fait que les informations financières couvrent le candidat à la licence seul ou un groupe d'entités ou tout autre regroupement d'entités, ainsi qu'une description de la structure et de la composition de ce groupe ou regroupement ;

- c) la date de clôture statutaire et la période couverte par les informations financières (tant actuelles que comparatives) ; et
- d) la monnaie de présentation.

Les états financiers annuels doivent être approuvés par la direction, une brève déclaration signée au nom de l'organe exécutif de l'entité présentant les états financiers devant attester cette approbation. Le bilan de l'entité est signé par au moins un administrateur au nom du conseil d'administration, le nom du/des signataire(s) étant mentionné. Bien qu'une seule signature soit requise, la bonne pratique consiste à faire signer le bilan par deux administrateurs, en général le président ou le directeur général et le directeur financier.

10.6.3.2 EXIGENCES MINIMALES RELATIVES AU CONTENU DES INFORMATIONS FINANCIÈRES ANNUELLES

Quelles que soient les exigences des normes comptables requises par la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales, les critères financiers du présent Manuel imposent au candidat à la licence de présenter à la FLF un niveau minimum spécifié d'informations financières historiques.

Le présent Manuel fixe ainsi les exigences minimales relatives au contenu des informations financières annuelles. En dehors des aspects comptables relatifs aux joueurs, ce Manuel ne prescrit toutefois aucune base de comptabilisation et d'évaluation des transactions et autres événements, ces questions étant du ressort des normes comptables requises par la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales.

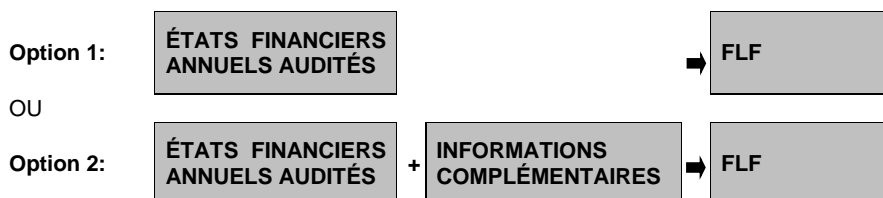
Les états financiers annuels audités doivent satisfaire les exigences minimales en matière de contenu et de comptabilité récapitulées dans les sections 10.6.3.4 à 10.6.3.11 ci-dessous.

Si les états financiers annuels audités satisfont aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables telles qu'elles sont définies dans le présent Manuel dans les sections 10.6.3.4 à 10.6.3.11, aucune information complémentaire ne doit être fournie à la FLF (c'est-à-dire l'option 1 du schéma III ci-dessous).

10.6.3.3 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Si les états financiers annuels audités ne satisfont pas aux exigences minimales en termes de contenu et de comptabilité telles que définies dans les sections 10.6.3.4 à 10.6.3.11, le candidat à la licence doit fournir des informations complémentaires en vue de satisfaire aux exigences minimales d'information (c'est-à-dire l'option 2 figurant dans le schéma ci-dessous). Ensemble, les états financiers annuels audités et les informations complémentaires constituent les informations financières annuelles soumises à la FLF.

Schéma III: Options admises pour les informations financières annuelles à soumettre à la FLF



Le contenu et la présentation des informations complémentaires, dans la mesure où elles sont requises, sont susceptibles de varier selon les candidats à la licence, en fonction du volume d'informations déjà communiqué dans les états financiers audités fournis séparément.

Ces informations complémentaires doivent être établies sur une base comptable et selon des méthodes comptables cohérentes avec les états financiers annuels. Les informations financières doivent être extraites de sources cohérentes avec celles utilisées pour l'établissement des états financiers annuels. Les informations complémentaires doivent être en conformité ou coïncider avec les informations correspondantes dans les états financiers annuels.

10.6.3.4 BILAN

Les exigences minimales relatives au contenu des postes du bilan à la date de clôture statutaire (ainsi qu'aux chiffres fournis, à titre comparatif, relatifs à la date de clôture statutaire précédente) sont énumérées ci-dessous :

ACTIF

A. N/A

B. N/A

C. Actif immobilisé

- I. Immobilisations corporelles
- II. Immobilisations incorporelles – joueurs
- III. Immobilisations incorporelles – autres
- IV. Immobilisations financières
- V. Investissements

D. Actif circulant

- I. Stocks
- II. Produits d'impôt
- III. Créances – autres
- IV. Créances à recevoir d'entités du groupe et d'autres parties liées (1)
- V. Créances à recevoir résultant de transferts de joueurs
- VI. Valeurs mobilières
- VII. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse

E. Comptes de régularisation

PASSIF

A. Capitaux propres

- I. Capital émis et réserves (3)
- II. Résultat reporté à nouveau

A.bis Dettes subordonnées

B. Provisions pour risques et charges

- I. Provisions à long terme
- II. Provisions à court terme

C. Dettes

- I. *Emprunts bancaires et dettes financières*
- II. *Dettes à payer résultant de transferts de joueurs*
- III. *Dettes à payer à des entités du groupe et à d'autres parties liées*
- IV. *Dettes envers des employés*
- V. *Passifs d'impôts/Dettes envers les administrations sociales et fiscales*
- VI. *Dettes à payer - autres*
- VII. *Autres passifs à long terme*

D. Comptes de régularisation

Les candidats à la licence doivent en outre mentionner, dans les annexes, l'*actif ou passif net* (2).

Les candidats à la licence doivent faire mention séparée des créances/dettes dont la durée résiduelle est supérieure à un an aux postes D III de l'actif et C I-VI du passif, mais d'une façon globale pour chaque poste concerné.

- (1) le solde total des créances à recevoir doit être subdivisé de manière à faire apparaître séparément les montants dus par les entités du groupe et ceux dus par d'autres parties liées ; de même, le solde total des dettes à payer doit être subdivisé de manière à faire apparaître séparément les montants dus aux entités du groupe et ceux dus à d'autres parties liées.
- (2) le chiffre de l'actif / passif net, à savoir le solde du total de l'actif moins le total du passif, est utilisé pour savoir si le candidat à la licence franchit l'indicateur IND. 02 défini à la section 10.11.5.2.
- (3) le solde total des réserves doit être subdivisé de manière à faire apparaître séparément les autres réserves et le report à nouveau.

N/A : non applicable

Dispositions légales particulières à certains postes du bilan (d'après la loi du 19 décembre 2002)

- **Actif immobilisé (art. 39)**

L'inscription des éléments du patrimoine à l'actif immobilisé ou à l'actif circulant est déterminée par la destination de ces éléments.

L'actif immobilisé comprend les éléments du patrimoine qui sont destinés à servir de façon durable à l'activité du candidat à la licence.

Les mouvements des divers postes de l'actif immobilisé doivent être indiqués dans le bilan ou dans l'annexe. A cet effet, il y a lieu, en partant du prix d'acquisition ou du coût de revient, de faire apparaître, pour chacun des postes de l'actif immobilisé, séparément, d'une part, les entrées et sorties ainsi que les transferts de l'exercice et, d'autre part, les corrections de valeur cumulées à la date de clôture du bilan et les rectifications effectuées pendant l'exercice sur corrections de valeur d'exercices antérieurs. Les corrections de valeur sont indiquées soit dans le bilan, en les déduisant d'une façon distincte du poste concerné, soit dans l'annexe.

Lorsque, au moment de l'établissement des premiers comptes annuels, le prix d'acquisition ou le coût de revient d'un élément de l'actif immobilisé ne peut pas être déterminé sans frais ou délai injustifiés, la valeur résiduelle au début de l'exercice peut être considérée comme prix d'acquisition ou coût de revient.

L'application du paragraphe précédent doit être mentionnée dans l'annexe.

- **Terrains et constructions (art. 40)**

Au poste « Terrains et constructions » doivent figurer les droits immobiliers et autres droits assimilés tels qu'ils sont définis par les lois civiles luxembourgeoises.

- **Participations (art. 41)**

On entend par participations des droits dans le capital d'autres entreprises, matérialisés ou non par des titres, qui, en créant un lien durable avec celles-ci, sont destinés à contribuer à l'activité du candidat à la licence. La détention d'une partie du capital d'une autre société est présumée être une participation lorsqu'elle excède vingt pour cent.

- **Comptes de régularisation de l'actif (art. 42)**

Au poste « Comptes de régularisation » de l'actif doivent figurer les charges comptabilisées pendant l'exercice mais concernant un exercice ultérieur.

- **Corrections de valeur (art. 43)**

Les corrections de valeur comprennent toutes les corrections destinées à tenir compte de la dépréciation, définitive ou non, des éléments du patrimoine constatée à la date de clôture du bilan.

- **Provisions pour risques et charges (art. 44)**

Les provisions pour risques et charges ont pour objet de couvrir des pertes ou dettes qui sont nettement circonscrites quant à leur nature mais, à la date de clôture du bilan, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant ou quant à la date de leur survenance.

Est également autorisée la constitution de provisions ayant pour objet de couvrir des charges qui trouvent leur origine dans l'exercice ou un exercice antérieur et qui sont nettement circonscrites quant à leur nature mais qui, à la date de clôture du bilan, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant ou quant à la date de leur survenance.

Les provisions pour risques et charges ne peuvent pas avoir pour objet de corriger les valeurs des éléments de l'actif.

- **Comptes de régularisation du passif (art. 45)**

Au poste « Comptes de régularisation » du passif doivent figurer les produits perçus avant la date de clôture du bilan, mais imputables à un exercice ultérieur.

- **Engagements hors bilan (art. 38)**

Doivent figurer de façon distincte à la suite du bilan ou à l'annexe, s'il n'existe pas d'obligation de les inscrire au passif, tous les engagements pris au titre d'une garantie quelconque, en distinguant selon les catégories de garanties prévues par la loi et en mentionnant expressément les sûretés réelles données.

Si les engagements susvisés existent à l'égard de clubs liés, il doit en être fait mention séparément.

10.6.3.5 COMPTE DE RÉSULTAT

Les exigences minimales relatives au contenu des postes du compte de résultat (parfois désigné par compte de profits et pertes) pour l'exercice (ainsi qu'aux chiffres fournis, à titre comparatif relatifs à l'exercice précédent) sont énumérées ci-dessous :

Produits

- i) montant net du chiffre d'affaires
- ii) recettes de la billetterie
- iii) sponsoring et publicité
- iv) droits de diffusion
- v) affaires commerciales
- vi) versements de solidarité et primes de l'UEFA
- vii) autres produits d'exploitation
- viii) produits de participation
- ix) produits provenant d'autres valeurs mobilières et de créances de l'actif immobilisé
- x) autres intérêts et produits assimilés
- xi) produits exceptionnels
- xii) résultat de l'exercice

Charges

- xiii) consommation de marchandises et de matières premières et consommables, coûts des matériaux
- xiv) frais de personnel
 - salaires et traitements
 - charges sociales couvrant les salaires et traitements
 - pensions complémentaires
 - autres charges sociales
- xv) - corrections de valeur sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles
 - dotations aux amortissements (1)
 - dépréciation des immobilisations (2)
 - corrections de valeur sur éléments de l'actif circulant
- xvi) autres charges d'exploitation
- xvii) corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant
- xviii) intérêts et charges assimilés
- xix) –
- xx) –
- xxi) charges exceptionnelles
- xxii) impôts sur le résultat
- xxiii) autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus
- xxiv) résultat de l'exercice

Autres

- xxv) profit/perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles (3)
- xxvi) profit/perte résultant de la cession d'immobilisations incorporelles : joueurs

Les exigences d'information minimales, relatives à certains postes du compte de résultat, comprennent également les aspects suivants:

Commenté [FD3]: ATTENTION :

N'est pas en ligne avec l'Annexe VI (C) du Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs et le fair-play financier – Edition 2018

- (1) L'amortissement des immobilisations corporelles, l'amortissement des frais d'inscription des joueurs et l'amortissement des autres immobilisations incorporelles doivent être présentés séparément.
- (2) La dépréciation des frais d'inscription des joueurs et la dépréciation d'autres immobilisations corporelles ou incorporelles doivent être présentées séparément.
- (3) Le profit ou la perte résultant de la sortie d'inscriptions de joueurs (ou bien les recettes et les dépenses de celle-ci, lorsque les inscriptions de joueurs n'ont pas été immobilisées) doit être présenté séparément du profit ou de la perte résultant de la sortie d'autres immobilisations corporelles ou incorporelles.

Dispositions légales particulières à certains postes du compte de résultat (d'après la loi du 19 décembre 2002)

- **Chiffre d'affaires (art. 48)**

Le montant net du chiffre d'affaires comprend les montants résultant de la vente des produits et de la prestation des services correspondant aux activités ordinaires du candidat à la licence, déduction faite des réductions sur ventes, ainsi que de la taxe sur la valeur ajoutée et d'autres impôts directement liés au chiffre d'affaires (si applicable).

- **Produits et charges exceptionnels (art. 49)**

Aux postes « Produits exceptionnels » ou « Charges exceptionnelles » doivent figurer les produits ou charges ne provenant pas des activités ordinaires du candidat à la licence.

Si les produits et charges visés au paragraphe précédent ne sont pas sans importance pour l'appréciation des résultats, des explications sur leur montant et leur nature doivent être données dans l'annexe. Il en est de même pour les produits et charges imputables à un autre exercice.

10.6.3.6 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Un tableau des flux de trésorerie, lorsqu'il est utilisé de concert avec le reste des états financiers, fournit des informations permettant aux utilisateurs d'évaluer les changements de l'actif/passif net d'une entité, sa structure financière (y compris sa liquidité et sa solvabilité) et sa capacité à gérer les montants et l'échéancier des flux de trésorerie en vue de s'adapter aux changements de circonstances et d'opportunités.

Le tableau des flux de trésorerie doit indiquer les flux de trésorerie au cours de l'exercice (ainsi que les chiffres fournis à titre comparatif pour l'exercice précédent), classés séparément comme indiqué ci-dessous :

a) Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Les activités opérationnelles sont les principales activités génératrices de produits et toutes les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement. En conséquence, ces flux résultent en général des transactions et autres événements qui entrent dans la détermination du résultat net. Les exigences minimales de présentation sont énumérées ci-dessous :

- i. Entrées/sorties de trésorerie nettes provenant des activités opérationnelles

b) Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

Les activités d'investissement sont l'acquisition et la cession d'actifs à long terme (y compris les inscriptions de joueurs) et les autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie. L'entité doit présenter séparément les principales catégories d'entrées et de sorties de trésorerie brutes provenant des activités d'investissement. Les exigences minimales de présentation sont énumérées ci-dessous :

- ii. Entrées/sorties de trésorerie provenant de l'acquisition/cession d'inscriptions de joueurs ;
- iii. Entrées/sorties de trésorerie provenant de l'acquisition/cession d'immobilisations corporelles ;
- iv. Autres entrées/sorties de trésorerie provenant des activités d'investissement.

c) Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les activités de financement sont les activités qui résultent des changements dans l'importance et la composition des capitaux propres et des emprunts de l'entité. L'entité doit présenter séparément les principales catégories d'entrées et de sorties de trésorerie brutes provenant des activités de financement. Les exigences minimales de présentation sont énumérées ci-dessous :

- v. Entrées/sorties de trésorerie découlant d'emprunts : actionnaires et parties liées ;
- vi. Entrées/sorties de trésorerie découlant d'emprunts : établissements financiers ;
- vii. Entrées de trésorerie découlant d'une augmentation du capital/des fonds propres ;
- viii. Sorties de trésorerie découlant du versement de dividendes aux propriétaires/actionnaires ;
- ix. Autres entrées/sorties de trésorerie provenant des activités de financement

d) Autres flux de trésorerie

Les flux de trésorerie provenant des intérêts et des dividendes perçus ou versés doivent être présentés séparément. Chacun doit être présenté de façon permanente, d'un exercice à l'autre, dans les activités opérationnelles, d'investissement ou de financement.

Les flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat doivent être présentés séparément et classés comme des flux opérationnels de trésorerie, à moins qu'ils ne puissent être spécifiquement rattachés aux activités de financement ou d'investissement.

Les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie doivent être indiquées et les montants présentés au tableau des flux de trésorerie doivent être réconciliés avec les postes correspondants figurant au bilan.

10.6.3.7 Annexe aux comptes annuels

Les notes annexes aux états financiers annuels doivent faire l'objet d'une présentation organisée de façon systématique. Chacun des postes du bilan, du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie doit renvoyer à l'information correspondante dans les notes annexes aux états financiers annuels.

Les exigences minimales en matière d'information et de présentation sont les suivantes:

Principes et méthodes comptables

L'entité indique le référentiel comptable des états financiers et fournit un résumé des méthodes comptables significatives utilisées.

Immobilisations corporelles

Chaque catégorie d'immobilisations corporelles doit être présentée séparément (par exemple terrains, stade et installations, actifs portant sur des droits d'utilisation).

Les informations suivantes doivent être fournies pour chaque catégorie d'immobilisations corporelles :

- i) la valeur comptable brute et le cumul des amortissements (ajouté au cumul des pertes de valeur) en début et fin de période ; et
- ii) une réconciliation entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de la période, faisant apparaître les entrées et les sorties, les augmentations ou diminutions résultant de réévaluations effectuées pendant la période, les pertes de valeur comptabilisées dans le compte de résultat pendant la période (s'il y a lieu), les pertes de valeur faisant l'objet d'une reprise dans le compte de résultat pendant la période (s'il y a lieu) et les dépréciations.

Les modes d'amortissement et les durées d'utilité (ou les taux d'amortissement appliqués) doivent être présentés dans les notes relatives aux méthodes comptables.

Immobilisations incorporelles

Chaque catégorie d'immobilisations incorporelles doit être présentée séparément (par exemple inscriptions de joueurs, goodwill, autres, immobilisations incorporelles).

Les informations suivantes doivent être fournies pour chaque catégorie d'immobilisations incorporelles :

- i) la valeur comptable brute et le cumul des amortissements (ajouté au cumul des pertes de valeur) en début et fin de période ; et
- ii) une réconciliation entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de la période, faisant apparaître les entrées et les sorties, les diminutions résultant de pertes de valeurs comptabilisées dans le compte de résultat pendant la période (s'il y a lieu) et les amortissements.

Pour des informations et des directives complémentaires relatives à la comptabilisation des inscriptions de joueurs, se référer à la section 10.6.3.10.

Actifs mis en gage et actifs sous réserve de propriété

Cette rubrique indique l'existence et les montants des restrictions sur les immobilisations corporelles données en nantissement de dettes ou en garantie.

L'existence et les valeurs comptables d'immobilisations incorporelles dont la propriété est soumise à des restrictions ainsi que la valeur comptable d'immobilisations incorporelles données en nantissement de dettes doivent être indiquées.

Investissements

Les investissements comprennent les participations dans des filiales, entités sous contrôle conjoint et entités associées. En ce qui concerne les participations dans des filiales, entités

sous contrôle conjoint et entités associés, il convient de fournir, au minimum, pour chacune des participations, les informations suivantes :

- i) le nom ;
- ii) le pays de constitution ou de résidence ;
- iii) le secteur d'activité de l'entité ;
- iv) la quote-part d'intérêt dans le capital ;
- v) si celle-ci est différente, la quote-part des droits de vote détenus, et une description de la méthode utilisée pour comptabiliser les participations.

Découverts et emprunts bancaires

Les informations suivantes doivent être fournies pour chaque catégorie de passifs financiers :

- i) des informations concernant l'ampleur et la nature des instruments financiers, y compris les montants et la durée ainsi que les termes et conditions susceptibles d'affecter le montant, l'échéancier et le degré de certitude des flux de trésorerie futurs ; et
- ii) les principes et méthodes comptables adoptés, y compris les critères de comptabilisation et les bases d'évaluation utilisés.

Provisions

Les provisions doivent être présentées par catégorie. Pour déterminer quelles provisions peuvent être regroupées pour former une catégorie, il est nécessaire de considérer si la nature des éléments est suffisamment similaire pour permettre leur présentation regroupée en un montant unique.

Pour chaque catégorie de provisions, il convient d'indiquer les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de la période, le montant utilisé et tout montant amorti ou crédité au cours de la période.

Dotation d'exploitation et réserves

La dotation d'exploitation, les réserves et les résultats non distribués doivent être présentés séparément.

i) Dotation d'exploitation

Il convient d'indiquer le montant de la dotation de l'exploitation en début et fin de période.

ii) Autres réserves

Lorsque les immobilisations corporelles (terrains, stade et installations) sont inscrites à leur montant réévalué, il convient d'indiquer l'écart de réévaluation, en précisant les variations de la période.

ii) Résultats non distribués

Il convient d'indiquer le solde des résultats non distribués (c'est-à-dire les résultats accumulés non distribués) en début de période de reporting et à la date de clôture, ainsi que les modifications en cours de période de reporting.

Partie exerçant le contrôle

Lorsque l'entité présentant les états financiers est contrôlée par une autre partie, cette relation entre parties liées doit être indiquée, ainsi que le nom de l'autre partie et celui de la partie exerçant le contrôle ultime, s'il est différent. Cette information doit être communiquée, même si aucune transaction n'a eu lieu entre les parties exerçant le contrôle et l'entité présentant les états financiers.

Transactions entre parties liées

Si des transactions ont eu lieu entre des parties liées pendant la période couverte par les états financiers, l'entité présentant les états financiers doit indiquer la nature des relations entre les parties liées, ainsi que des informations sur les transactions réalisées pendant la période et les soldes existant (y compris des engagements) en fin de période qui sont nécessaires à la compréhension de l'impact potentiel de la relation sur les états financiers. Des éléments de nature similaire peuvent faire l'objet d'une information globale, sauf si une information distincte est nécessaire pour comprendre les effets des transactions entre parties liées sur les états financiers de l'entité qui les présente.

Ces informations doivent comprendre, au minimum, pour chaque partie liée :

- i) le montant et la nature des transactions ;
- ii) le montant des soldes existants, y compris les engagements ;
 - leurs termes et conditions, y compris l'existence éventuelle de garanties et la nature de la contrepartie attendue lors du règlement; et
 - les modalités des garanties données ou reçues;
- iii) les provisions pour créances douteuses liées aux montants des soldes; et
- iv) les charges comptabilisées pendant l'exercice à titre de créances douteuses sur parties liées.

Ces informations requises doivent être communiquées séparément pour chacune des catégories suivantes :

- la société mère ;
- l'entité exerçant le contrôle conjoint ou exerçant une influence notable sur l'entité présentant les états financiers ;
- les filiales ;
- les entités associées ;
- les coentreprises dans lesquelles l'entité présentant les états financiers est un co-entrepreneur ;
- les principaux dirigeants de l'entité ou de sa société mère ; et
- les autres parties liées.

La confirmation que les transactions entre parties liées ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale doit être fournie si ces modalités peuvent être démontrées.

Passifs éventuels

A moins que la probabilité d'une sortie pour règlement soit très faible, l'entité présentant les états financiers fournit, pour chaque catégorie de passif éventuel à la date de clôture statutaire, une brève description de la nature de ce passif éventuel et, dans la mesure du possible:

- une estimation de son effet financier ;
- une indication des incertitudes relatives au montant ou à l'échéance de toute sortie; et
- la possibilité de tout remboursement.

Evénements postérieurs à la date de clôture

Les événements significatifs postérieurs à la date de clôture doivent être indiqués (y compris la nature de ces événements et une estimation de leur effet financier ou l'indication que cette estimation ne peut pas être faite).

Exemples de tels événements :

- les emprunts à terme fixe venant à échéance, sans perspective réaliste de reconduction ou de remboursement ;
- les pertes d'exploitation substantielles ;
- la découverte d'une fraude ou d'erreurs significatives montrant que les états financiers sont inexacts ;
- le fait que la direction décide qu'elle a l'intention, ou n'a pas d'autre solution réaliste, que de liquider l'entité ou de faire cesser son activité ;
- les transactions relatives à des joueurs, impliquant le paiement ou l'encaissement de montants importants ;
- les transactions relatives à des biens immobiliers, par exemple, concernant le stade du club.

Autres informations

- i) Rémunérations des agents/intermédiaires :
Le total des montants versés au cours de la période de reporting à des agents/intermédiaires ou au bénéfice d'agents/intermédiaires doit être communiqué.
- ii) Droits économiques des joueurs (ou autres droits similaires)
Pour tout joueur dont les droits économiques ou d'autres droits similaires ne sont pas détenus en totalité par le candidat à la licence, il convient de communiquer le nom du joueur et le pourcentage des droits économiques ou des autres droits similaires détenus par le candidat à la licence au début de la période (ou à l'acquisition de l'inscription) et à la fin de la période.
- iii) Charges d'impôt :
Les composantes des charges d'impôt doivent être présentées séparément, c'est-à-dire le montant global de l'impôt courant et/ou de l'impôt différé inclus dans la détermination du résultat net de la période de reporting.
- iv) Divers :
Il convient de fournir les informations ou précisions supplémentaires qui ne sont pas présentées dans le bilan, le compte de résultat ou le tableau des flux de trésorerie, mais qui sont nécessaires à la compréhension de chacun de ces documents et/ou requises pour satisfaire aux exigences minimales en matière de présentation financière.

10.6.3.8 Règles d'évaluation

Les articles ci-dessous font référence à la loi du 19 décembre 2002 :

Art. 52 – L'évaluation des postes figurant dans les comptes annuels se fait selon les dispositions des articles 53, 55, 56, 59 à 64, fondées sur le principe du prix d'acquisition ou du coût de revient.

Art. 53 – ...

Art. 54 – Un règlement grand-ducal peut, par dérogation à l'article 52, autoriser ou imposer pour toutes les entreprises ou certaines catégories d'entreprises :

- l'évaluation sur la base de la valeur de remplacement pour les immobilisations corporelles dont l'utilisation est limitée dans le temps ainsi que pour les stocks ;
- l'évaluation des postes figurant dans les comptes annuels, y inclus les capitaux propres sur la base d'autres méthodes que celle prévue sous a), destinées à tenir compte de l'inflation ;
- la réévaluation des immobilisations corporelles ainsi que des immobilisations financières.

Art. 55 – (1) a) Les éléments de l'actif immobilisé doivent être évalués au prix d'acquisition ou au coût de revient sans préjudice aux points ci-dessous :

- b) Le prix d'acquisition ou le coût de revient des éléments de l'actif immobilisé dont l'utilisation est limitée dans le temps doit être diminué des corrections de valeur calculées de manière à amortir systématiquement la valeur de ces éléments pendant leur durée d'utilisation.
- c)
 - aa) Les immobilisations financières peuvent faire l'objet de corrections de valeur afin de donner à ces éléments la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan.
 - bb) Que leur utilisation soit ou non limitée dans le temps, les éléments de l'actif immobilisé doivent faire l'objet de corrections de valeur afin de donner à ces éléments la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan, si l'on prévoit que la dépréciation sera durable.
 - cc) Les corrections de valeur visées sous aa) et bb) doivent être portées au compte de profits et pertes et indiquées séparément dans l'annexe si elles ne sont pas indiquées séparément dans le compte de profits et pertes.
 - dd) L'évaluation à la valeur inférieure visée sous aa) et bb) ne peut pas être maintenue lorsque les raisons qui ont motivé les corrections de valeur ont cessé d'exister.
- d) Si les éléments de l'actif immobilisé font l'objet de corrections de valeur exceptionnelles pour la seule application de la législation fiscale, il y a lieu d'indiquer dans l'annexe le montant dûment motivé de ces corrections.

(2) Le prix d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat.

(3) a) Le coût de revient s'obtient en ajoutant au prix d'acquisition des matières premières et consommables les coûts directement imputables au produit considéré.

- b) Une fraction raisonnable des coûts qui ne sont qu'indirectement imputables au produit considéré peut être ajoutée au coût de revient dans la mesure où ces coûts concernent la période de fabrication.
- (4) L'inclusion dans le coût de revient des intérêts sur les capitaux empruntés pour financer la fabrication d'immobilisations est permise dans la mesure où les intérêts concernent la période de fabrication.

Dans ce cas, leur inscription à l'actif doit être signalée dans l'annexe.

Art. 56 – ...

Art. 57 – ...

Art. 58 – (1) Les entreprises peuvent inscrire au bilan les participations détenues dans le capital d'entreprises sur la gestion et la politique financière desquelles elles exercent une influence notable conformément aux paragraphes (2) à (9) suivants comme sous- poste des postes « Parts dans des entreprises liées » et « Participations » selon le cas. Il est présumé qu'une entreprise exerce une influence notable sur une autre entreprise lorsqu'elle a 20 % ou plus des droits de vote des actionnaires ou associés de cette entreprise. L'article 310 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est applicable.

(2) Lors de la première application du présent article à une participation visée au paragraphe (1), celle-ci est inscrite au bilan :

a) soit à sa valeur comptable évaluée conformément aux articles 51 à 64 de la Loi. La différence entre cette valeur et le montant correspondant à la fraction des capitaux propres représentée par cette participation est mentionnée séparément dans le bilan ou dans l'annexe. Cette différence est calculée à la date à laquelle la méthode est appliquée pour la première fois ;

b) soit pour le montant correspondant à la fraction des capitaux propres représentée par cette participation.

La différence entre ce montant et la valeur comptable évaluée conformément aux règles d'évaluation prévues aux articles 51 à 64 de la Loi est mentionnée séparément dans le bilan ou dans l'annexe.

Cette différence est calculée à la date à laquelle la méthode est appliquée pour la première fois.

- Le bilan ou l'annexe doit indiquer lequel des points a) ou b) a été utilisé.

- Pour l'application des points a) ou b), le calcul de la différence peut s'effectuer à la date d'acquisition des actions ou parts ou, lorsque l'acquisition a eu lieu en plusieurs fois, à la date à laquelle les actions ou parts sont devenues une participation au sens du paragraphe (1).

(3) Lorsque des éléments d'actif ou de passif de l'entreprise dans laquelle une participation au sens du paragraphe (1) est détenue ont été évalués selon des méthodes non uniformes avec celle retenue par la société établissant ses

comptes annuels, ces éléments peuvent, pour le calcul de la différence visée au paragraphe (2) point a) ou point b), être évalués à nouveau conformément aux méthodes retenues par la société établissant ses comptes annuels. Lorsqu'il n'a pas été procédé à cette nouvelle évaluation, mention doit en être faite à l'annexe.

- (4) La valeur comptable visée au paragraphe (2) point a) ou le montant correspondant à la fraction des capitaux propres visé au paragraphe (2) point b) est accru ou réduit du montant de la variation, intervenue au cours de l'exercice, de la fraction des capitaux propres représentée par cette participation ; il est réduit du montant des dividendes correspondant à la participation.
- (5) Dans la mesure où une différence positive mentionnée au paragraphe (2) point a) ou point b) n'est pas rattachable à une catégorie d'éléments d'actif ou de passif, elle est traitée conformément aux règles applicables au poste « fonds de commerce ».
- (6) a) La fraction du résultat attribuable aux participations visées au paragraphe (1) est inscrite au compte de profits et pertes sous un poste distinct à intitulé correspondant.

b) Lorsque ce montant excède le montant des dividendes déjà reçus ou dont le paiement peut être réclamé, le montant de la différence doit être porté à une réserve qui ne peut être distribué aux actionnaires.

c) Il est permis que la fraction du résultat attribuable aux participations visées au paragraphe (1) ne figure au compte de profits et pertes que dans la mesure où elle correspond à des dividendes déjà reçus ou dont le paiement peut être réclamé.
- (7) Les éliminations visées à l'article 329 paragraphe (1) point c) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales sont effectuées dans la mesure où les éléments en sont connus ou accessibles. L'article 329 paragraphes (2) et (3) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales s'applique.
- (8)...
- (9) Il peut être renoncé à l'application du présent article lorsque les participations visées au paragraphe (1) ne présentent qu'un intérêt.

Art. 59 – (1) ...

- (2) L'article 53 paragraphe (1) point a) est applicable au poste « Fonds de commerce ». Toutefois les sociétés sont autorisées à répartir systématiquement l'amortissement de leur fonds de commerce sur une période supérieure à 5 ans sans dépasser la durée d'utilisation prévue de cet actif.

Lorsqu'il est fait usage de cette faculté il en est fait mention à l'annexe avec indication des motifs.

Art. 60 – Les immobilisations corporelles et les matières premières et consommables qui sont constamment renouvelées et dont la valeur globale est d'importance secondaire pour l'entreprise peuvent être portées à l'actif pour une quantité et une valeur fixes, si leur quantité, leur valeur et leur composition ne varient pas sensiblement.

- Art. 61 – (1)**
- a) Les éléments de l'actif circulant doivent être évalués au prix d'acquisition ou au coût de revient, sans préjudice des points b) et c).
 - b) Les éléments de l'actif circulant font l'objet de corrections de valeur afin de donner à ces éléments la valeur inférieure du marché ou, dans des circonstances particulières, une autre valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan.
 - c) Des corrections de valeur exceptionnelles sont autorisées, si celles-ci sont nécessaires sur la base d'une appréciation commerciale raisonnable, pour éviter que, dans un proche avenir, l'évaluation de ces éléments ne doive être modifiée en raison de fluctuations de valeur. Le montant de ces corrections de valeur doit être indiqué séparément dans le compte de profits et pertes ou dans l'annexe.
 - d) L'évaluation à la valeur inférieure visée sous b) et c) ne peut pas être maintenue si les raisons qui ont motivé les corrections de valeur ont cessé d'exister.
 - e) Si les éléments de l'actif circulant font l'objet de corrections de valeur exceptionnelles pour la seule application de la législation fiscale, il y a lieu d'en indiquer dans l'annexe le montant dûment motivé.
- (2) La définition du prix d'acquisition ou du coût de revient figurant à l'article 55 paragraphes (2) et (3), s'applique. L'article 55 paragraphe (4) est aussi applicable. Les frais de distribution ne peuvent être incorporés dans le coût de revient.

- Art. 62 – (1)** Le prix d'acquisition ou le coût de revient des stocks d'objets de même catégorie ainsi que de tous les éléments fongibles, y inclus les valeurs mobilières, peuvent être calculés soit sur la base des prix moyens pondérés, soit selon les méthodes « premier entré-premier sorti » (FIFO) ou « dernier entré-premier sorti » (LIFO), ou une méthode analogue.
- (2) Lorsque l'évaluation effectuée dans le bilan, suite à l'application des modes de calcul indiqués au paragraphe (1) diffère pour un montant important, à la date de clôture du bilan, d'une évaluation sur la base du dernier prix du marché connu avant la date de clôture du bilan, le montant de cette différence doit être indiqué globalement par catégorie dans l'annexe.

- Art. 63 – (1)** Lorsque le montant à rembourser sur des dettes est supérieur au montant reçu, la différence peut être portée à l'actif. Elle doit être indiquée séparément dans le bilan ou dans l'annexe.
- (2) Cette différence doit être amortie par des montants annuels raisonnables et au plus tard au moment du remboursement de la dette.

Art. 64 – Le montant des provisions pour risques et charges ne peut dépasser les besoins.

Les provisions qui figurent au bilan sous le poste « Autres provisions » doivent être précisées dans l'annexe, dans la mesure où celles-ci sont d'une certaine importance.

10.6.3.9 RAPPORT FINANCIER DE LA DIRECTION

Les états financiers annuels doivent inclure un rapport ou commentaire financier de la direction (parfois appelé « Rapport des administrateurs »), décrivant et expliquant les caractéristiques essentielles de la performance et de la situation financières de l'entité présentant les états financiers ainsi que les principaux risques et incertitudes auxquelles elle est confrontée.

Les états financiers annuels doivent également inclure les noms des personnes qui, à un moment quelconque de l'exercice, ont été membres de l'organe de direction, du conseil d'administration et des organes de contrôle de l'entité présentant les états financiers.

10.6.3.10 EXIGENCES COMPTABLES RELATIVES AUX FRAIS D'INSCRIPTION DES JOUEURS

Outre les états financiers annuels audités que le candidat à la licence doit préparer conformément aux normes comptables requises par la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales, ce Manuel comporte une exigence comptable spécifique relative aux frais d'inscription des joueurs.

Les transferts de joueurs constituent une caractéristique particulière du secteur du football. Le traitement comptable adopté par les clubs en matière de frais d'inscription des joueurs peut avoir un impact significatif sur les résultats financiers publiés et la situation financière. Certaines exigences comptables minimales doivent être remplies par les candidats à la licence dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs, de manière à garantir une approche commune au sein de la famille du football.

Deux méthodes sont envisageables quant à la comptabilisation des frais d'inscription des joueurs :

- 1) la capitalisation (incorporation) des coûts liés à l'acquisition des inscriptions de joueurs dans les immobilisations incorporelles ; et
- 2) l'inscription dans les charges des coûts d'acquisition des inscriptions de joueurs.

La FLF reconnaît que les deux méthodes sont valides sur le plan comptable. Cependant, afin d'uniformiser les pratiques comptables des clubs de la BGL-Ligue (Division Nationale), elle recommande l'inscription de ces frais en charges (méthode 2).

Les candidats à la licence sont tenus d'appliquer la méthode comptable choisie de manière uniforme et cohérente.

Si un candidat à la licence utilise la méthode comptable consistant à inscrire en charges les coûts d'acquisition d'inscriptions de joueurs plutôt que de les incorporer dans ses immobilisations incorporelles, il n'est pas concerné par les exigences comptables minimales décrites ci-dessous et n'est pas tenu de retracer ses chiffres (sauf pour les ajustements nécessaires afin de respecter les exigences comptables minimales relatives pour la cession d'inscriptions de joueurs et décrites ci-dessous).

Les candidats à la licence qui incorporent les frais liés à l'acquisition de joueurs dans leurs immobilisations incorporelles doivent appliquer les exigences comptables minimales décrites ci-dessous et établir un tableau de joueurs tel que décrit dans la section 10.6.3.11.

Les exigences comptables minimales pour les candidats à la licence qui capitalisent les frais d'acquisition d'inscriptions de joueurs sont décrites comme suit:

- a) Pour les candidats à la licence incorporant les frais liés à l'acquisition d'inscriptions de joueurs dans leurs immobilisations incorporelles, le montant amortissable de l'inscription de chaque joueur individuel doit être réparti systématiquement sur sa durée d'utilité. A cet effet, il convient de comptabiliser le coût de l'actif en charges en le répartissant systématiquement sur la durée du contrat du joueur.
- b) Seuls les frais d'acquisition directs d'une inscription de joueur peuvent être immobilisés. La valeur comptable d'un joueur individuel ne doit pas être réévaluée à la hausse, à des fins comptables, même si la direction estime que la valeur de marché est supérieure à la valeur comptable. En outre, bien qu'il soit reconnu qu'un club puisse être en mesure de générer de la valeur par l'utilisation et/ou le transfert de joueurs formés localement, à des fins comptables, les frais relatifs à la section junior du candidat à la licence ne doivent pas être inscrits au bilan, car seul les frais concernant l'acquisition de joueurs par un candidat à la licence peuvent être immobilisés.
- c) L'amortissement doit débuter dès que l'inscription du joueur est acquise. Il cesse à la date où l'immobilisation est classée comme détenue en vue de la vente ou, si cette date est antérieure, à la date où l'immobilisation est cédée (c'est-à-dire lorsque l'inscription est transférée à un autre club).

De plus, il convient d'appliquer le principe suivant : chaque année, la direction doit examiner la perte de valeur éventuelle pour chaque valeur individuelle de tous les joueurs incorporée dans le coût des immobilisations incorporelles. Si la valeur recouvrable d'un joueur individuel est inférieure à la valeur comptable au bilan, cette dernière doit être ajustée à la valeur recouvrable, l'ajustement étant inscrit en charges au compte de résultat comme une perte de valeur.

Les exigences comptables minimales pour la cession d'inscriptions de joueurs sont les suivantes :

- a) Le profit/(la perte) résultant de la cession d'inscriptions de joueurs à un autre club à inscrire dans le compte de résultat doit correspondre à la différence entre le produit de la cession et la valeur comptable résiduelle de l'inscription du joueur au bilan à la date du transfert ;
- b) Tout profit relatif à un joueur dont le candidat à la licence conserve l'inscription ne doit pas figurer dans le compte de résultat. Afin de lever toute ambiguïté, tout profit résultant de la cession de droits économiques ou d'autres droits similaires d'un joueur à un tiers doit être différé, et un profit peut figurer dans le compte de résultat uniquement suite au transfert permanent de l'inscription d'un joueur dans un autre club.

Le candidat à la licence doit fournir des informations complémentaires (à soumettre au bailleur de licence) si les informations et le traitement comptable des états financiers annuels audités ne satisfont pas aux exigences comptables décrites dans la présente sous-section. Les informations complémentaires doivent inclure un bilan et un compte de résultat retraités, ainsi que toutes les notes y relatives nécessaires pour satisfaire aux exigences décrites ci-dessus. Elles doivent également comporter une ou plusieurs notes rapprochant les résultats et la situation financière présentés dans le document contenant les informations complémentaires de ceux figurant dans les états financiers audités (établis conformément aux normes

comptables requises par la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales). Les informations financières retraitées doivent être évaluées par l'auditeur selon les procédures convenues.

10.6.3.11 EXIGENCES RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT D'UN TABLEAU DES JOUEURS

En raison de la spécificité et de l'importance des frais d'acquisition des joueurs, les candidats à la licence doivent établir un tableau des joueurs. Le tableau des joueurs est également un outil pouvant être utilisé par la direction (et les auditeurs) pour rapprocher les chiffres du bilan et du compte de résultat relatifs aux inscriptions de joueurs des informations sous-jacentes, ainsi qu'à des fins d'évaluation annuelle des pertes de valeur.

Les candidats à la licence tenus d'établir un tableau des joueurs sont tous ceux qui incorporent les frais liés à l'acquisition de joueurs dans leurs immobilisations incorporelles. Afin d'écartier tout doute à cet égard, si un candidat à la licence utilise la méthode comptable consistant à inscrire en charges les frais d'inscription des joueurs plutôt que de les incorporer dans ses immobilisations incorporelles, ou s'il n'a pas encouru ni reporté de frais d'inscription au cours de la période, il n'est pas tenu d'établir un tableau des joueurs.

Le tableau des joueurs doit être remis à l'auditeur. Le tableau des joueurs ne doit pas nécessairement être présenté dans le cadre des états financiers annuels, mais il doit être soumis au bailleur de licence.

Pour chaque inscription de joueur détenue jusqu'à la date de clôture des derniers états financiers, le tableau des joueurs doit comporter, au minimum, les informations suivantes :

- a) nom et date de naissance ;
- b) dates de début du premier contrat du joueur auprès du candidat à la licence et de fin du contrat actuel ;
- c) coûts d'acquisition de l'inscription du joueur ;
- d) cumul des amortissements reportés et en fin de période ;
- e) charges/amortissements au cours de la période ;
- f) perte de valeur au cours de la période ;
- g) cessions (coût et cumul des amortissements) ;
- h) valeur comptable nette ;
- i) profit/(perte) résultant de la cession de l'inscription du joueur ; et
- j) droits de cession (ou droits similaires), à savoir description et (si possible) quantification de tous les droits de cession à un club de football qui détenait précédemment l'inscription du joueur, à l'exclusion de l'indemnité de formation et/ou des contributions de solidarité.

Les joueurs concernés par l'obligation de figurer au tableau sont tous ceux dont l'inscription est détenue par le candidat à la licence à un moment quelconque au cours de la période et pour lesquels des frais d'acquisition directs, quels qu'ils soient, ont été encourus (à un moment quelconque au cours de la période ou au cours des périodes précédentes), et tous les joueurs pour lesquels des recettes/profits (ou des pertes) ont été reconnus (à un moment quelconque au cours de la période de reporting).

Les totaux des chiffres suivants figurant au tableau des joueurs doivent être réconciliés avec les chiffres correspondants inscrits au bilan et au compte de résultat dans les états financiers annuels audités :

- a) Le total de l'amortissement des inscriptions de joueurs pour la période en cours, figurant au tableau des joueurs, doit correspondre au poste « Amortissement des inscriptions de joueurs » (indiqué dans le compte de résultat de la période ou dans une note y relative) ;
- b) Le total des provisions pour dépréciation constituées pour la période en cours, figurant au tableau des joueurs, doit correspondre au poste « Dépréciation des inscriptions de joueurs » (indiqué dans le compte de résultat de la période ou dans une note y relative) ;
- c) Le total du profit ou de la perte résultant de la cession d'inscriptions de joueurs figurant au tableau des joueurs doit correspondre au poste « Profit/(perte) résultant de la cession d'inscriptions de joueurs » (indiqué dans le compte de résultat de la période ou dans une note y relative) ;
- d) Le total de la valeur comptable nette des inscriptions de joueurs figurant au tableau des joueurs doit correspondre au chiffre du poste « Immobilisations incorporelles – joueurs » indiqué dans le bilan à la fin de la période ou dans une note y relative.

Remarque : Pour les candidats à la licence ayant retraité les chiffres comptables relatifs aux joueurs afin de satisfaire aux exigences comptables du présent Manuel, les totaux des chiffres figurant au tableau des joueurs doivent correspondre aux chiffres retraités dans les informations complémentaires.

10.6.4 ÉVALUATION DES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

10.6.4.1 DÉSIGNATION DE L'AUDITEUR

L'auditeur désigné par le candidat à la licence doit être indépendant, conformément aux principes du *Code d'Ethique Professionnelle des Comptables* publié par l'International Federation of Accountants (IFAC) (Fédération Internationale des Comptables).

L'auditeur doit être affilié à l'Institut des Réviseurs d'Entreprises et être agréé auprès de la Commission de Surveillance du Secteur Financier.

Le candidat à la licence confie à l'auditeur la mission d'exécuter les procédures d'évaluation relatives aux informations financières annuelles préparées par la direction. L'auditeur doit être un Réviseur d'Entreprises.

10.6.4.2 PROCÉDURES D'ÉVALUATION

Les états financiers annuels doivent être audités par un auditeur indépendant (10.6.4.1) conformément aux International Standards on Auditing (ISA).

Le rapport de l'auditeur doit comporter un paragraphe décrivant l'étendue de l'audit et inclure une attestation selon laquelle l'audit a été effectué conformément aux International Standards on Auditing. Le rapport de l'auditeur doit être soumis, avec les états financiers annuels, au bailleur de licence afin de former la base de sa décision d'octroi de licence s'agissant du critère F.01.

De son côté, le bailleur de licence doit exécuter les procédures d'évaluation minimales suivantes :

- a) apprécier si le périmètre de reporting se prête à l'octroi de licence aux clubs ;
- b) évaluer les informations (états financiers annuels pouvant également inclure des informations complémentaires) fournies afin de former la base de sa décision d'octroi de licence s'agissant du critère F.01 ;

- c) lire et examiner les états financiers annuels, y compris le rapport d'audit de ces états financiers ;
- d) étudier les conséquences de toute modification du rapport d'audit (par rapport au modèle normal sans réserve) et/ou les insuffisances par rapport aux exigences minimales en matière de présentation et de principes comptables conformément à 10.6.5 C) à G).

Les états financiers annuels audités doivent satisfaire aux exigences minimales en matière de contenu et de comptabilité telles qu'elles sont définies dans ce Manuel (sections 10.6.3.4 à 10.6.3.11). Si tel est le cas, aucune information complémentaire n'est requise.

Si le candidat à la licence fournit des informations complémentaires, celles-ci doivent être évaluées par l'auditeur indépendant sur la base de procédures convenues.

Les informations complémentaires doivent être évaluées par l'auditeur indépendant conformément à l'International Standard on Related Services (ISRS) 4400.

Le rapport de l'auditeur doit comporter un paragraphe décrivant l'étendue de l'évaluation et inclure une attestation selon laquelle l'évaluation a été effectuée conformément à l'International Standard on Related Services 4400. Le rapport de l'auditeur doit être soumis, avec les informations complémentaires, au bailleur de licence afin de former la base de sa décision d'octroi de licence s'agissant du critère F.01.

10.6.4.3 LE RAPPORT D'AUDIT DE L'AUDITEUR

Le type d'opinion exprimée à l'issue de l'audit a des conséquences sur l'évaluation que fait la FLF des états financiers annuels audités du candidat à la licence.

L'auditeur examine et évalue les conclusions tirées des éléments probants réunis servant de fondement à l'expression de son opinion sur les états financiers. Le rapport d'audit exprime clairement, par écrit, l'opinion de l'auditeur sur les états financiers pris dans leur ensemble.

Les différents types d'opinions sont présentés ci-dessous.

Une opinion sans réserve est exprimée lorsque l'auditeur estime que les états financiers donnent une image fidèle (ou une présentation sincère, dans tous leurs aspects significatifs), conformément aux normes comptables requises par la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales.

Un rapport d'audit est considéré comme modifié dans les quatre situations suivantes :

- i) paragraphe d'observation ;
- ii) opinion avec réserve ;
- iii) impossibilité d'exprimer une opinion ; ou
- iv) opinion défavorable.

L'hypothèse de continuité d'exploitation étant une convention comptable de base en matière d'établissement des états financiers, la direction du candidat à la licence a la responsabilité d'évaluer la capacité de l'entité présentant les états financiers à poursuivre son exploitation. De son côté, l'auditeur a pour responsabilité d'apprécier le bien-fondé de l'utilisation par la direction de l'hypothèse de continuité d'exploitation pour l'établissement des états financiers, ainsi que d'apprécier s'il existe des incertitudes significatives quant à la capacité de l'entité présentant les états financiers à poursuivre son exploitation, dont la mention doit figurer dans les états financiers.

Les questions relatives à la continuité d'exploitation peuvent justifier des modifications du rapport d'audit (sur chacun des points i) à iv) ci-dessus) et ont des conséquences sur les procédures d'évaluation de la FLF.

10.6.5 DÉCISION DU BAILLEUR DE LICENCE

La FLF doit évaluer les états financiers annuels afin de former une base de sa décision d'octroi de licence. Dans le cadre de son évaluation, la FLF lit et examine les états financiers annuels ainsi que le rapport correspondant de l'auditeur.

La Licence UEFA doit être refusée :

- A) Si les états financiers annuels ne sont pas soumis à la FLF dans le délai imparti.
- B) Si le candidat à la licence soumet des états financiers annuels qui ne satisfont pas aux exigences minimales en matière de contenu et de comptabilité.

Après avoir revu le périmètre de reporting et lu le rapport de l'auditeur sur les états financiers annuels, le bailleur de licence doit les évaluer conformément aux points ci-dessous :

- C) Si le périmètre de reporting ne respecte pas les exigences prévues au critère F.00, la Licence UEFA doit être refusée.
- D) Si le rapport de l'auditeur exprime une opinion sans aucune réserve ni modification, cette opinion constitue une base satisfaisante pour l'octroi de la Licence UEFA s'agissant du critère F.01.
- E) Si le rapport de l'auditeur indique l'impossibilité d'exprimer une opinion ou exprime une opinion défavorable, la Licence UEFA doit être refusée, sauf si une opinion d'audit subséquente n'indiquant pas d'impossibilité d'exprimer une opinion ou n'exprimant pas d'opinion défavorable (portant sur d'autres états financiers relatif au même exercice, lesquels satisfont aux exigences minimales) est fournie et que le bailleur de licence considère cette opinion d'audit subséquente comme satisfaisante.
- F) Si le rapport de l'auditeur comporte – en ce qui concerne la capacité à poursuivre l'exploitation – des éléments clés de l'audit ou une opinion avec réserve, la Licence UEFA doit être refusée, sauf si :
 - i) une opinion d'audit exempte d'éléments clés de l'audit ou de réserve concernant la capacité à poursuivre l'exploitation est fournie pour le même exercice ; ou
 - ii) des documents justificatifs supplémentaires, apportant la preuve de la capacité du candidat à la licence à poursuivre l'exploitation au moins jusqu'à la fin de la saison de licence, ont été fournis au bailleur de licence et que celui-ci, les ayant évalués, en a été satisfait. Les documents justificatifs supplémentaires comprennent, mais sans y être nécessairement limités, les informations décrites au critère F.06 (informations financières prévisionnelles).
- G) Si le rapport de l'auditeur soit comporte des éléments clés de l'audit, soit exprime une opinion avec réserve en ce qui concerne une question autre que la capacité à poursuivre l'exploitation, le bailleur de licence doit examiner les conséquences de cette modification en matière d'octroi de licence aux clubs.

La Licence UEFA peut être refusée, sauf si des documents justificatifs supplémentaires ont été fournis au bailleur de licence et que leur évaluation lui a donné satisfaction. Les justificatifs supplémentaires susceptibles d'être réclamés par le bailleur de licence dépendent de la raison de la modification du rapport d'audit.

- G^{bis}) La Licence UEFA doit être refusée si le rapport d'audit fait référence à toute situation dans laquelle le candidat à la licence ou toute société mère du candidat à la licence incluse dans le périmètre de reporting cherche à obtenir ou a obtenu une protection contre ses créanciers conformément à la législation luxembourgeoise (y compris les procédures d'administration volontaires ou forcées) au cours de la période de 12 mois précédant la saison de licence.
- H) Si le candidat à la licence fournit des informations complémentaires, le bailleur de licence doit évaluer en plus le rapport de l'auditeur sur les procédures convenues en ce qui concerne ces informations complémentaires. Si le rapport de l'auditeur comporte des références à des erreurs et/ou exceptions relevées, la Licence UEFA peut être refusée.

Le bailleur de licence peut demander la production de justificatifs supplémentaires lui permettant d'évaluer si le candidat à la licence a satisfait à ses exigences.

10.7 ETATS FINANCIERS POUR LA PERIODE INTERMEDIAIRE

10.7.1 LE CRITERE

N°	UEFA	FLF	Description
F.02	A	B	<p>Etats financiers pour la période intermédiaire – soumis à un examen limité</p> <p>Si, malgré la recommandation de la FLF, la date de clôture statutaire de l'exercice du candidat à la licence est éloignée de plus de six mois de la date limite fixée pour la soumission à l'UEFA de la liste des décisions relatives à la Licence UEFA (31 mai, en principe), le candidat à la licence doit établir et soumettre des états financiers supplémentaires couvrant la période intermédiaire. Ceux-ci doivent porter sur la période intermédiaire débutant le lendemain de la date de clôture statutaire et allant jusqu'à une date éloignée de moins de six mois de la date limite fixée pour la soumission à l'UEFA de la liste des décisions relatives à la Licence UEFA (31 mai, en principe).</p> <p>La FLF recommande, pour des besoins de simplicité et de comparabilité, que la période intermédiaire se termine le 31 décembre de l'année précédant la saison de licence.</p> <p>Les états financiers intermédiaires doivent être soumis à un examen limité par un auditeur indépendant tel que défini à la section 10.7.5.1.</p> <p>Outre le fait qu'ils doivent être établis sur la base des normes comptables requises par la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales, les états financiers intermédiaires doivent satisfaire aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables définies dans ce Manuel.</p> <p>Option 1 : Si les états financiers intermédiaires satisfont aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables telles qu'elles sont définies dans ce <i>Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs</i>, aucune information complémentaire n'est requise.</p> <p>Option 2 : Si les états financiers intermédiaires ne satisfont pas totalement aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables telles qu'elles sont définies dans ce <i>Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs</i>, le candidat à la licence doit fournir des informations complémentaires et les faire évaluer par l'auditeur indépendant, en vue de satisfaire à ces exigences minimales.</p>

10.7.2 OBJECTIF DU CRITERE

Le critère F.02 est applicable uniquement si la date de clôture statutaire du candidat à la licence est éloignée de plus de six mois de la date limite fixée pour la soumission à l'UEFA de la liste des décisions relatives à la Licence UEFA (c'est-à-dire, en général, le 31 mai).

La FLF recommande la fixation de la date de clôture statutaire de l'ensemble des candidats à la licence au 31 décembre, ce qui permet, entre autres, d'éviter la préparation des états financiers pour la période intermédiaire.

Les états financiers pour la période intermédiaire se composent d'un jeu complet ou résumé d'états financiers couvrant une période inférieure à l'exercice plein du candidat à la licence.

10.7.3 PÉRIODE DE REPORTING

Pour les candidats à la licence tenus d'établir des états financiers pour la période intermédiaire, ceux-ci doivent couvrir la période intermédiaire débutant le lendemain de la date de clôture statutaire et s'achevant à une date précédant de moins de six mois la date limite fixée pour la soumission à l'UEFA de la liste des décisions relatives à la Licence UEFA (c'est-à-dire, en principe, le 31 mai). La recommandation de la FLF est que cette période intermédiaire se termine le 31 décembre précédant la saison de licence.

Par exemple, si, malgré la recommandation de la FLF, la date de clôture statutaire du candidat à la licence est le 30 juin, et que l'UEFA a fixé le 31 mai (de l'année suivante) comme date limite de soumission de la liste des décisions relatives à la Licence UEFA, les états financiers intermédiaires doivent couvrir au moins les cinq mois entre le 1^{er} juillet et le 30 novembre précédant la saison de licence. Il serait toutefois considéré comme normal (et recommandé) qu'ils couvrent les six mois allant jusqu'au 31 décembre précédant la saison de licence.

Les états financiers intermédiaires présentés doivent comporter les éléments suivants :

- a) un bilan arrêté à la fin de la période intermédiaire et un bilan comparatif arrêté à la fin de l'exercice complet précédent ;
- b) un compte de résultat pour la période intermédiaire et un compte de résultat comparatif pour la période intermédiaire identique de l'exercice précédent ;
- c) des notes aux comptes explicatives spécifiques ; et
- d) un tableau des flux de trésorerie pour la période intermédiaire, accompagné d'un état comparatif pour la période intermédiaire identique de l'exercice précédent.

Si le candidat à la licence n'était pas tenu d'établir des états financiers intermédiaires pour la période intermédiaire identique de l'exercice précédent, les chiffres correspondants peuvent se référer aux chiffres des états financiers de l'avant-dernier exercice complet. Ce cas peut se produire, par exemple, lorsqu'un club non concerné par la procédure pour l'octroi de licence au cours des exercices précédents est promu en catégorie de jeu supérieure (c'est-à-dire en BGL-Ligue (Division Nationale)).

Les candidats à la Licence FLF promus sont les clubs qui, suite à leur promotion en BGL-Ligue (Division Nationale), doivent se soumettre pour la première fois à la procédure d'octroi de licence à la demande du bailleur de licence. La date limite de soumission est fixée par le bailleur de licence.

Tous les critères F.01 à F.06 s'appliquent aux candidats promus, tenus de se soumettre à la procédure d'octroi de licence aux clubs, bien que certaines exigences en matière d'information soient susceptibles d'être assouplies. Il peut en être ainsi lorsqu'un candidat à la Licence FLF n'était pas soumis aux exigences en matière d'octroi de licence aux clubs parce qu'il ne jouait pas en BGL-Ligue (Division Nationale). Dans ce cas, il est probable qu'il n'aura pas préparé les informations financières historiques satisfaisant aux exigences en matière d'octroi de licence aux clubs.

Pour les candidats promus, les exigences suivantes en matière d'information sont assouplies:

- s'agissant du critère F.01, il n'est pas nécessaire que les états financiers annuels audités présentent des données comparatives;
- s'agissant du critère F.02, il n'est pas nécessaire de fournir des données comparatives pour la période intermédiaire comparable; et
- s'agissant du critère F.06, il n'est pas nécessaire de fournir des informations relatives à l'exercice ou à la période intermédiaire comparable.

Si, à l'issue de la première saison en BGL-Ligue (Division Nationale), le candidat promu n'a pas été relégué, il ne sera plus classé parmi les candidats promus. Il sera alors soumis à la procédure d'octroi de licence normale, sans aucun assouplissement des exigences en matière d'information.

10.7.4 INFORMATIONS À FOURNIR PAR LE CANDIDAT A LA LICENCE

10.7.4.1 INTRODUCTION AU CONTENU DES ÉTATS FINANCIERS POUR LA PERIODE INTERMÉDIAIRE

Les candidats à la licence doivent établir et présenter des états financiers pour la période intermédiaire basés sur les normes comptables requises par la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales.

Ces états financiers pour la période intermédiaire doivent faire l'objet d'un examen limité effectué par un auditeur indépendant.

Le présent Manuel fixe les exigences minimales relatives au contenu des informations financières intermédiaires, mais ne prescrit aucune base de comptabilisation et d'évaluation des transactions et autres événements dans les états financiers pour la période intermédiaire (sauf pour les exigences comptables relatives aux frais d'inscription des joueurs), ces questions étant du ressort des normes comptables requises par la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales.

Les états financiers pour la période intermédiaire fournissent une représentation structurée de la situation et de la performance financières du candidat à la licence.

Les états financiers pour la période intermédiaire doivent comprendre, au minimum, les éléments suivants :

- a) un bilan ;
- b) un compte de résultat ;
- c) un tableau des flux de trésorerie ; et
- d) une annexe aux comptes.

En général, il est considéré comme normal que les états financiers pour la période intermédiaire comportent moins de notes explicatives que les états financiers annuels.

Toutefois, le candidat à la licence doit indiquer tout événement ou toute transaction ayant une importance significative pour la compréhension de la période intermédiaire en cours.

Les états financiers pour la période intermédiaire doivent être approuvés par la direction. Une brève déclaration signée au nom de l'organe exécutif de l'entité présentant les états financiers doit attester cette approbation.

Le candidat à la licence doit établir ses états financiers pour la période intermédiaire selon les mêmes méthodes comptables que celles suivies pour ses états financiers annuels, sous réserve de changements de méthodes comptables intervenus après la date des derniers états financiers établis pour un exercice complet, lesquels s'appliqueront aux états financiers de l'exercice suivant. Dans ce cas, des informations à ce sujet doivent être communiquées dans les états financiers intermédiaires. Aux fins d'octroi de licence aux clubs, les états financiers pour la période intermédiaire doivent être basés sur les normes comptables requises par la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales.

La fréquence de reporting d'un candidat à la licence ne doit pas avoir d'incidence sur l'évaluation de ses résultats annuels. Pour atteindre cet objectif, les évaluations faites pour les besoins de l'information financière intermédiaire sont réalisées sur une base cumulée depuis le début de l'exercice jusqu'à la date intermédiaire.

Chacune des composantes des états financiers pour la période intermédiaire doit être clairement identifiée. En outre, les informations énumérées ci-après doivent être présentées de façon visible, et répétées dans les états financiers intermédiaires, si cela est nécessaire à la bonne compréhension des informations présentées:

- a) le nom (et la forme juridique), le domicile et l'adresse professionnelle de l'entité présentant les états financiers, ainsi que toute modification de ces informations intervenue depuis la date de clôture statutaire précédente;
- b) le fait que les informations financières couvrent le candidat à la licence seul ou un groupe d'entités ou tout autre regroupement d'entités, ainsi qu'une description de la structure et de la composition de ce groupe ou regroupement;
- c) la date de clôture et la période intermédiaire couverte par les informations financières (tant actuelles que comparatives); et
- d) la monnaie de présentation.

10.7.4.2 ETATS FINANCIERS POUR LA PERIODE INTERMEDIAIRE

Le contenu des états financiers pour la période intermédiaire doit comprendre, au minimum :

- a) S'agissant du bilan, chacun des postes répertoriés dans la section 10.6.3.4;
- b) S'agissant du compte de résultat, chacun des postes répertoriés dans la section 10.6.3.5 ;
- c) S'agissant du tableau de flux de trésorerie, les flux de trésorerie classés séparément, conformément aux prescriptions contenues dans la section 10.6.3.6 ;
- d) Certaines notes explicatives spécifiques, composées au minimum :

- i) d'une déclaration attestant que les mêmes principes et méthodes de comptabilité et de calcul ont été utilisées pour les états financiers pour la période intermédiaire que pour les états financiers annuels les plus récents ou, si ces principes et méthodes ont été modifiées, une description de la nature et des effets d'une telle modification ; et
- ii) de la mention de tout événement ou de toute transaction ayant une importance significative pour la compréhension de la période intermédiaire en cours.

Des postes ou notes supplémentaires doivent être ajoutés au cas où leur omission rendrait trompeurs les états financiers pour la période intermédiaire.

Les exigences minimales relatives aux notes explicatives, mentionnées ci-dessus, sont limitées.

Si les états financiers intermédiaires ne satisfont pas aux exigences minimales en termes de présentation, de contenu et de principes comptables tels que définis dans les sections 10.7.3 et 10.7.4, le candidat à la licence doit fournir des informations complémentaires en vue de satisfaire à ces exigences minimales, informations qui doivent être évaluées par un auditeur indépendant tel que défini dans la section 10.7.5.1.

10.7.4.3 EXIGENCES COMPTABLES RELATIVES AUX FRAIS D'INSCRIPTION DES JOUEURS

Tout candidat à la licence tenu d'établir des états financiers pour la période intermédiaire doit également respecter des exigences comptables spécifiques relatives aux frais d'inscription des joueurs.

En ce qui concerne le critère F.02, les exigences comptables minimales et les candidats à la licence auxquels elles s'appliquent sont identiques aux prescriptions relatives au critère F.01, décrites dans les sections 10.6.3.10 et 10.6.3.11.

Tous les candidats à la licence qui incorporent les frais liés à l'acquisition de joueurs dans leurs immobilisations incorporelles doivent établir un tableau des joueurs à la date de clôture de la période intermédiaire. Les informations minimales à mentionner dans le tableau des joueurs sont identiques à celles exigées pour le critère F.01, décrites dans la section 10.6.3.11. Le tableau des joueurs doit être présenté à l'auditeur, mais il n'est pas nécessaire qu'il soit fourni dans les états financiers intermédiaires ; il doit être soumis à la FLF.

Pour rappel, la FLF recommande l'inscription de ces frais en charges.

10.7.5 ÉVALUATION DES ÉTATS FINANCIERS POUR LA PERIODE INTERMÉDIAIRE

10.7.5.1 DÉSIGNATION DE L'AUDITEUR

→ Voir la section 10.6.4.1

Il est recommandé que l'auditeur choisi par le candidat à la licence pour examiner les états financiers pour la période intermédiaire soit le même que celui choisi pour effectuer l'audit des états financiers annuels. Les connaissances acquises lors de l'audit des états financiers annuels constituent en effet pour l'auditeur un atout important qui l'aidera à réaliser correctement sa mission d'examen intermédiaire.

Si l'auditeur choisi pour examiner les états financiers pour la période intermédiaire ne devait pas être le même que celui choisi pour l'audit des états financiers annuels, il devrait alors remplir les mêmes garanties d'indépendance et d'affiliation que celles imposées à l'auditeur des états financiers annuels (voir la section 10.6.4.1).

10.7.5.2 PROCÉDURES D'ÉVALUATION

Les états financiers pour la période intermédiaire doivent faire l'objet, au minimum, d'un examen limité réalisé par un auditeur indépendant conformément à l'International Standard on Review Engagements (ISRE) 2410, « Review of Interim Financial Information Performed by the Independent Auditor of the Entity ».

Le rapport de l'auditeur doit comporter un paragraphe décrivant l'étendue de l'examen limité et inclure une attestation selon laquelle l'examen limité a été effectué conformément à l'International Standard on Review Engagements 2410. Le rapport de l'auditeur doit être soumis, avec les états financiers pour la période intermédiaire, au bailleur de licence afin de former la base de sa décision d'octroi de licence s'agissant du critère F.02.

Contrairement à un audit, un examen limité ne vise pas à obtenir une assurance raisonnable que les informations financières ne sont pas entachées d'anomalies significatives. Un examen limité consiste à adresser des demandes d'informations, essentiellement aux personnes responsables des questions financières et comptables, et à appliquer des procédures d'analyse et d'autres procédures d'examen. Un examen limité peut porter à la connaissance de l'auditeur des questions importantes concernant les informations financières, mais ne permet pas d'obtenir les éléments probants qui seraient requis pour un audit. Dans le cadre de son travail, l'auditeur apprécie si l'un des facteurs significatifs identifiés lors du précédent audit a évolué suffisamment pour remettre en cause le bien-fondé de l'hypothèse de continuité d'exploitation.

De son côté, le bailleur de licence doit exécuter les procédures d'évaluation minimales suivantes :

- a) apprécier si le périmètre de reporting se prête à l'octroi de licence aux clubs ;
- b) évaluer les informations (états financiers pour la période intermédiaire pouvant également inclure des informations complémentaires) fournies afin de former la base de sa décision d'octroi de licence s'agissant du critère F.02 ;
- c) lire et examiner les états financiers pour la période intermédiaire, y compris le rapport d'examen limité de ces états financiers ;
- d) étudier les conséquences de toute modification du rapport d'examen limité (par rapport au modèle normal sans réserve) et/ou les insuffisances par rapport aux exigences minimales en matière de présentation et de principes comptables conformément à 10.7.6 C) à F).

Les états financiers intermédiaires doivent satisfaire aux exigences minimales en matière de contenu et de comptabilité telles qu'elles sont définies dans ce Manuel. Si tel est le cas, aucune information complémentaire n'est requise.

Si le club fournit des informations complémentaires, celles-ci doivent être évaluées par l'auditeur sur la base de procédures convenues.

Les informations complémentaires doivent être évaluées par un auditeur indépendant conformément à l'International Standard on Related Services (ISRS) 4400.

Le rapport de l'auditeur doit comporter un paragraphe décrivant l'étendue de l'évaluation et inclure une attestation selon laquelle l'évaluation a été effectuée conformément à l'International Standard on Related Services 4400. Le rapport de l'auditeur doit être soumis,

avec les informations complémentaires, au bailleur de licence afin de former la base de sa décision d'octroi de licence s'agissant du critère F.02.

10.7.5.3 LE RAPPORT D'EXAMEN LIMITÉ DE L'AUDITEUR

Sur la base du travail réalisé, l'auditeur apprécie si une information quelconque, relevée au cours de son examen limité, conduit à penser que les états financiers pour la période intermédiaire ne donnent pas une image fidèle (ou une présentation sincère, dans tous leurs aspects significatifs), conformément aux normes comptables requises par la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales.

Si l'auditeur a pris connaissance d'anomalies, il doit décrire dans son rapport d'examen limité celles qui mettent en cause une image fidèle (ou une présentation sincère, dans tous leurs aspects significatifs) des états financiers, conformément aux normes comptables requises par la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales. Dans cette description, il doit quantifier, à moins que cela ne soit irréalisable, le ou les effet(s) possible(s) sur les états financiers intermédiaires, et soit :

- a) exprime une conclusion avec réserve ; ou
- b) lorsque l'anomalie est si importante ou concerne un nombre si important de rubriques des états financiers pour la période intermédiaire que l'auditeur estime qu'une conclusion avec réserve ne suffirait pas à qualifier la nature trompeuse ou incomplète des états financiers intermédiaires, l'auditeur exprime une conclusion défavorable.

S'il y a eu une limitation significative de l'étendue, l'auditeur doit décrire la limitation, et soit :

- c) exprime une conclusion avec réserve concernant les ajustements éventuels des états financiers qui auraient pu se révéler nécessaires si la limitation de l'étendue du travail de l'auditeur n'avait pas existé ; soit
- d) refuse toute assurance et indique l'impossibilité d'exprimer une conclusion lorsque l'effet de la limitation est si important et concerne un nombre si important de rubriques que l'auditeur estime qu'aucun niveau d'assurance ne peut être donné.

Dans certains cas, le rapport d'examen limité peut être complété par un paragraphe d'observation, sans remettre en cause la conclusion de l'auditeur, pour mettre en lumière un élément affectant les états financiers pour la période intermédiaire et qui fait l'objet d'une note annexe explicative plus détaillée.

L'hypothèse de continuité d'exploitation est une convention comptable de base. Bien qu'au niveau des états financiers pour la période intermédiaire la direction puisse ne pas effectuer une analyse aussi poussée de la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation qu'à celui des états financiers annuels, elle doit passer en revue le travail effectué par ses soins à l'occasion de la date de clôture statutaire précédente. Elle doit examiner la situation par rapport à celle de la date de clôture statutaire précédente, afin de déterminer si l'un ou l'autre des facteurs significatifs identifiés à ce moment-là a évolué suffisamment dans l'intervalle pour remettre en cause le bien-fondé de l'hypothèse de continuité d'exploitation.

Dans le cadre de son examen limité, l'auditeur doit s'informer auprès de la direction sur le point de savoir si celle-ci a modifié son évaluation de la capacité de l'entité à poursuivre son activité. Si, à la suite de cette demande d'information ou d'autres procédures d'examen, l'auditeur a connaissance d'événements ou de conditions susceptibles de faire peser un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son activité, l'auditeur doit s'informer auprès de la direction sur ses projets d'action future et examiner l'adéquation des informations données sur

ces questions dans les états financiers pour la période intermédiaire. S'il l'estime nécessaire, l'auditeur peut mentionner ses incertitudes relatives à la continuité d'exploitation dans son rapport d'examen limité, ce qui a également des conséquences sur les procédures d'évaluation de la FLF (décrites dans la section 10.7.6 ci-dessous).

10.7.6 DÉCISION DU BAILLEUR DE LICENCE

Pour les candidats à la licence tenus de soumettre des états financiers pour la période intermédiaire, ceux-ci doivent être évalués par la FLF de manière à former la base de sa décision d'octroi de licence en ce qui concerne le critère F.02. Dans le cadre de son évaluation, la FLF lit les états financiers pour la période intermédiaire ainsi que le rapport d'examen limité de l'auditeur sur les états financiers pour la période intermédiaire.

La Licence UEFA doit être refusée :

- A) Si les états financiers pour la période intermédiaire ne sont pas soumis à la FLF dans le délai imparti.
- B) Si le candidat à la licence soumet des états financiers pour la période intermédiaire qui ne satisfont pas aux exigences minimales en matière de contenu et d'exigences comptables.

Après avoir revu le périmètre de reporting et lu et examiné le rapport d'examen limité de l'auditeur sur les états financiers pour la période intermédiaire, le bailleur de licence doit les évaluer conformément aux points ci-dessous :

- C) Si le périmètre de reporting ne respecte pas les exigences prévues dans le critère F.00, la Licence UEFA doit être refusée.
- D) Si le rapport d'examen limité de l'auditeur exprime une opinion sans aucune réserve ni modification, cette opinion constitue une base satisfaisante pour l'octroi de la Licence UEFA en ce qui concerne le critère F.02 ;
- E) Si le rapport d'examen limité de l'auditeur indique l'impossibilité d'exprimer une conclusion ou donne une conclusion défavorable, la Licence UEFA doit être refusée, sauf si une nouvelle opinion d'examen limité est fournie n'indiquant pas d'impossibilité d'exprimer une opinion ou n'exprimant pas de conclusion défavorable (en rapport avec d'autres états financiers relatifs à la même période de reporting, lesquels satisfont aux exigences minimales) et que le bailleur de licence considère cette nouvelle opinion d'examen limité comme satisfaisante ;
- F) Si le rapport d'examen limité de l'auditeur comporte un paragraphe d'observation ou exprime une conclusion avec réserve, en ce qui concerne la capacité à poursuivre l'exploitation, la Licence UEFA doit être refusée, sauf si :
 - i) une nouvelle opinion d'examen limité exempte de paragraphe d'observation ou de réserve concernant la capacité à poursuivre l'exploitation est fournie pour la même période de reporting ; ou
 - ii) des documents justificatifs supplémentaires, apportant la preuve de la capacité du candidat à la licence à poursuivre l'exploitation au moins jusqu'à la fin de la saison de licence, ont été fournis au bailleur de licence et que celui-ci, les ayant évalués, en a été satisfait. Les documents justificatifs supplémentaires comprennent, mais sans y être nécessairement limités, les informations décrites dans le critère F.06 (Informations financières prévisionnelles).

- G) Si le rapport d'examen limité de l'auditeur soit comporte un paragraphe d'observation, soit exprime une conclusion avec réserve en ce qui concerne une question autre que la capacité à poursuivre l'exploitation, le bailleur de licence doit examiner les conséquences de cette modification en matière d'octroi de licence aux clubs.

La Licence UEFA peut être refusée, sauf si des documents justificatifs supplémentaires ont été fournis au bailleur de licence et que leur évaluation lui a donné satisfaction. Les justificatifs supplémentaires susceptibles d'être réclamés par le bailleur de licence dépendent de la raison de la modification du rapport d'examen limité.

- G^{bis}) La Licence UEFA doit être refusée si le rapport d'audit fait référence à toute situation dans laquelle le candidat à la licence ou toute société mère du candidat à la licence incluse dans le périmètre de reporting cherche à obtenir ou a obtenu une protection contre ses créanciers conformément à la législation luxembourgeoise (y compris les procédures d'administration volontaires ou forcées) au cours de la période de 12 mois précédant la saison de licence.
- H) Si le candidat à la licence fournit des informations complémentaires, le bailleur de licence doit évaluer en plus le rapport de l'auditeur sur les procédures convenues en ce qui concerne ces informations complémentaires. La Licence UEFA peut être refusée si le rapport de l'auditeur comporte des références à des erreurs et/ou exceptions relevées.

Si les états financiers pour la période intermédiaire ont été soumis à un audit, plutôt qu'à un examen limité, après avoir lu et examiné le rapport d'audit sur les états financiers pour la période intermédiaire, la FLF doit l'évaluer conformément aux points figurant aux lettres (C) à (G) de la section 10.6.5.

10.8 ABSENCE D'ARRIÉRÉS DE PAIEMENT ENVERS DES CLUBS DE FOOTBALL RÉSULTANT D'ACTIVITÉS DE TRANSFERT

10.8.1 LE CRITÈRE

N°	UEFA	FLF	Description
F.03	A	B	Absence d'arriérés de paiement envers des clubs de football résultant d'activités de transfert Le candidat à la licence doit apporter la preuve qu'au 31 mars précédant la saison de licence, il ne présente aucun arriéré de paiement (au sens de la section 10.8.3.1) envers des clubs de football résultant de transferts conclus avant le 31 décembre de l'année précédente.

10.8.2 PÉRIODE DE REPORTING

Quelle que soit la date de clôture statutaire du candidat à la licence, ce critère doit être évalué au 31 mars précédant la saison de licence.

10.8.3 INFORMATIONS À FOURNIR PAR LE CANDIDAT A LA LICENCE

10.8.3.1 INTRODUCTION AU CONTENU DU TABLEAU DES DETTES DE TRANSFERT

Aux fins du critère F.03, les dettes sont les montants dus à des clubs de football résultant d'activités de transfert. Elles comprennent les indemnités de formation et les contributions de solidarité telles qu'elles sont définies par le *Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs* de la FIFA, ainsi que tout montant dont le paiement est soumis au respect de certaines conditions. Elles incluent aussi toute responsabilité conjointe et solidaire prononcée par une autorité compétente du fait de la résiliation d'un contrat par un joueur.

Les dettes de transfert envers d'autres clubs sont considérées comme des arriérés de paiements si elles ne sont pas réglées selon les dispositions contractuelles ou légales.

Ces mêmes dettes ne sont toutefois pas considérées comme des arriérés de paiement au sens du présent Manuel si le candidat à la licence (c'est-à-dire le club débiteur) est en mesure d'apporter la preuve qu'au 31 mars précédant la saison de licence :

- Il a intégralement payé le montant correspondant ; ou
- Il a conclu un accord qui a été accepté par écrit par le créancier pour reporter la date limite du paiement au-delà du délai applicable (Remarque : le fait que le créancier n'a pas réclamé le paiement d'un montant échu n'est pas considéré comme un report d'échéance) ; ou
- Il a engagé une action en justice qui a été jugée recevable par l'autorité compétente conformément au droit national ou il a engagé des procédures auprès des instances nationales ou internationales du football ou devant le tribunal arbitral compétent pour contester sa responsabilité en relation avec les arriérés de paiement. Toutefois, si les instances décisionnelles d'octroi de licence de club de la FLF considèrent que cette action ou ces procédures a / ont été engagée(s) dans le seul but de ne pas respecter les dates limites applicables en vertu du présent Manuel (c'est-à-dire afin de gagner

du temps), le montant correspondant sera toujours considéré comme un arriéré de paiement ; ou

- d) Il a contesté, auprès de l'autorité compétente conformément au droit national, des instances nationales ou internationales du football ou du tribunal arbitral compétent, une action en justice ou des procédures qui a / ont été engagée(s) contre lui par un créancier en rapport avec des arriérés de paiement et est en mesure d'apporter la preuve, à la satisfaction raisonnable des instances décisionnelles d'octroi de licence de club de la FLF, qu'il a des motifs valables de contester cette action en justice ou les procédures engagées ; cependant, si les instances décisionnelles d'octroi de licence de club de la FLF considèrent que ces motifs de contestation sont manifestement infondés, le montant correspondant sera toujours considéré comme un arriéré de paiement ; ou
- e) Il a pris toutes les mesures raisonnables pour identifier et payer le(s) club(s) créancier(s) en matière d'indemnités de formation et de contributions de solidarité (comme prévu par le *Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs* de la FIFA), à la satisfaction raisonnable des instances décisionnelles d'octroi de licence de club de la FLF.

10.8.3.2 TABLEAU DES DETTES DE TRANSFERT

Le candidat à la licence doit communiquer au bailleur de licence toutes les activités de transfert de façon séparée à l'aide d'un tableau des dettes de transfert. Ce tableau est à préparer et à soumettre, même en l'absence de transferts / de prêts durant la période concernée.

Le candidat à la licence doit y indiquer :

- a) toute nouvelle inscription d'un joueur (y compris les prêts) au cours des 12 mois précédant le 31 décembre, indépendamment du fait qu'un montant soit payable ou non à cette date ;
- b) tous les transferts pour lesquels il existe un montant dû au 31 décembre, indépendamment du fait qu'ils soient intervenus au cours des 12 mois précédant cette date ou antérieurement ; et
- c) tous les transferts faisant l'objet d'une procédure auprès de l'autorité compétente conformément au droit national, auprès d'une instance nationale ou internationale du football ou devant un tribunal arbitral compétent.

Le tableau des dettes de transfert doit contenir les informations minimales suivantes concernant tout transfert de joueur, y compris les prêts :

- a) joueur (identification à l'aide du nom et de la date de naissance);
- b) date du contrat de transfert/prêt;
- c) nom du précédent club de football titulaire de l'inscription;
- d) montant du transfert (ou du prêt) payé et/ou dû (y compris les indemnités de formation et les contributions de solidarité), même si le paiement n'a pas été réclamé par le créancier;
- e) autres coûts directs relatifs à l'acquisition d'inscriptions de joueurs payés et/ou sua;
- f) montants réglés et dates de paiement ;
- g) solde relatif à chaque transfert de joueur à payer au 31 décembre, détaillé par échéance(s) pour chaque élément non payé des dettes de transfert ;
- h) solde dû au 31 mars (mise à jour du solde du 31 décembre), y compris l'échéance pour chaque élément non payé, ainsi qu'un commentaire explicatif;
- i) montants conditionnels (passifs éventuels) non encore intégrés au bilan au 31 décembre ; et
- j) montants faisant l'objet d'une procédure en cours au 31 mars.

Le candidat à la licence doit réconcilier le solde débiteur total ressortant du tableau des dettes de transfert avec le chiffre figurant au bilan au poste «Dettes de transferts». Le candidat à la licence est tenu de mentionner sur ce tableau l'ensemble des arriérés de paiement, même si le créancier n'en a pas réclamé le paiement.

Le tableau des dettes de transfert doit être approuvé par la direction, une brève déclaration signée au nom de l'organe exécutif du candidat à la licence devant attester cette approbation.

Du fait qu'il existe un règlement national relatif aux informations en matière de transferts, aucune information additionnelle ne doit être préparée par les candidats à la licence.

La FLF peut cependant, selon le cas, demander des informations supplémentaires.

10.8.4 ÉVALUATION DES INFORMATIONS

10.8.4.1 DÉSIGNATION DE L'ÉVALUATEUR

La FLF exécute elle-même les procédures d'évaluation relatives aux arriérés de paiement envers des clubs de football.

10.8.4.2 PROCÉDURES D'ÉVALUATION

Le bailleur de licence doit évaluer les informations soumises par le candidat à la licence, en particulier le tableau des dettes de transfert et les documents justificatifs correspondants conformément aux étapes ci-dessous :

- a) vérifier la réconciliation du total du tableau des dettes de transfert avec le montant inscrit au compte « dettes de transferts » figurant dans les états financiers annuels ou intermédiaires au 31 décembre ;
- b) vérifier l'exactitude arithmétique du tableau des dettes de transfert ;
- c) sélectionner un échantillon de joueurs transférés / prêtés, comparer les accords/contrats correspondants avec les informations contenues dans le tableau des dettes de transfert et mettre en évidence les prêts / transferts sélectionnés ;

- d) sélectionner un échantillon de paiements de transfert, les comparer avec les informations contenues dans le tableau des dettes de transfert et mettre en évidence les paiements des transferts sélectionnés ;
- e) si, d'après le tableau des dettes de transfert, il reste un montant à payer au 31 mars qui concerne un transfert intervenu avant le 31 décembre de l'année précédente, vérifier qu'au plus tard le 31 mars :
 - i) un accord écrit a été conclu au sens de la section 10.8.3.1 alinéa 3 lettre b) ; ou
 - ii) un litige/une action en justice est survenu au sens de la section 10.8.3.1 alinéa 3 lettres c) ou d) ;
 - iii) toutes les mesures raisonnables ont été prises au sens de la section 10.8.3.1 alinéa 3 lettre e) ;
- f) examiner l'échantillon des relevés bancaires fournis en vue de corroborer le paiement ;
- g) s'il y a lieu : obtenir et examiner la documentation, y compris les accords avec le(s) club(s) de football concerné(s) et/ou la correspondance avec l'organisme compétent, en vue de corroborer les déclarations relatives au(x) lettre(s) e i) et/ou e ii) ci-dessus

10.8.5 DÉCISION DU BAILLEUR DE LICENCE

Dans le cadre de son évaluation, la FLF lit les informations relatives aux dettes résultant d'activités de transfert présentées dans le tableau des dettes de transfert et celles fournies dans le cadre du règlement luxembourgeois en matière de transferts (par exemple, nom du joueur transféré, clubs concernés, date du transfert, etc.).

La Licence UEFA doit être refusée :

- A) Si les informations relatives aux dettes à payer résultant d'activités de transfert, telles qu'exigées par le présent Manuel, ne sont pas soumises à la FLF dans le délai imparti.
- B) Si le candidat à la licence soumet des informations qui ne répondent pas aux exigences minimales.
- C) Si, au 31 mars précédant la saison de licence, le candidat à la licence présente des arriérés de paiement envers des clubs de football résultant d'activités de transfert intervenues avant le 31 décembre de l'année précédente.

10.9 ABSENCE D'ARRIÉRÉS DE PAIEMENT ENVERS LE PERSONNEL

10.9.1 LE CRITÈRE

N°	UEFA	FLF	Description
F.04.1	A	B	Absence d'arriérés de paiement envers le personnel Le candidat à la licence doit apporter la preuve qu'au 31 mars précédant la saison de licence, il ne présente aucun arriéré de paiement (au sens de la section 10.9.3.1) envers son personnel résultant d'obligations contractuelles ou légales envers son personnel antérieures au 31 décembre de l'année précédente.

10.9.1.1 PÉRIODE DE REPORTING

Quelle que soit la date de clôture statutaire du candidat à la licence, le critère doit être évalué au 31 mars précédant la saison de licence.

10.9.1.2 INFORMATIONS À FOURNIR PAR LE CANDIDAT A LA LICENCE

10.9.1.2.1. INTRODUCTION AU CONTENU DES DETTES À PAYER AU PERSONNEL

Aux fins du critère F.04.1, les dettes sont les montants dus au personnel qui résultent d'obligations contractuelles ou légales envers le personnel. Les dettes envers des personnes qui, pour diverses raisons, ne sont plus employées par le candidat à la licence relèvent de ce critère et doivent être réglées au cours de la période prévue dans le contrat et/ou prescrite par la loi, quelle que soit la manière dont ces dettes sont comptabilisées dans les états financiers.

Le terme « personnel » comprend les personnes suivantes :

- tous les joueurs professionnels aux termes du *Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs* de la FIFA applicable, et
- les employés dans les domaines administratif, technique, médical et de la sécurité mentionnés dans les critères P.02-10, P.12-13 et P.17 du présent Manuel. Cette énumération est exhaustive.

Les dettes à payer au personnel sont considérées comme des arriérés de paiements si elles ne sont pas réglées selon les dispositions contractuelles ou légales.

Ces mêmes dettes ne sont toutefois pas considérées comme des arriérés de paiement au sens du présent Manuel si le candidat à la licence (c'est-à-dire le club débiteur) est en mesure d'apporter la preuve qu'au 31 mars précédant la saison de licence :

- a) Il a intégralement payé le montant correspondant ; ou
- b) Il a conclu un accord qui a été accepté par écrit par le créancier pour reporter la date limite du paiement au-delà du délai applicable (Remarque : le fait que le créancier n'a pas réclamé le paiement d'un montant échu n'est pas considéré comme un report d'échéance) ; ou
- c) Il a engagé une action en justice qui a été jugée recevable par l'autorité compétente conformément au droit national ou il a engagé des procédures auprès des instances

nationales ou internationales du football ou devant le tribunal arbitral compétent pour contester sa responsabilité en relation avec les arriérés de paiement. Toutefois, si les instances décisionnelles d'octroi de licence de club de la FLF considèrent que cette action ou ces procédures a / ont été engagée(s) dans le seul but de ne pas respecter les dates limites applicables en vertu du présent Manuel (c'est-à-dire afin de gagner du temps), le montant correspondant sera toujours considéré comme un arriéré de paiement ; ou

- d) Il a contesté, auprès de l'autorité compétente conformément au droit national, des instances nationales ou internationales du football ou du tribunal arbitral compétent, une action en justice ou des procédures qui a / ont été engagée(s) contre lui par un créancier en rapport avec des arriérés de paiement et est en mesure d'apporter la preuve, à la satisfaction raisonnable des instances décisionnelles d'octroi de licence de club de la FLF, qu'il a des motifs valables de contester cette action en justice ou les procédures engagées ; cependant, si les instances décisionnelles d'octroi de licence de club de la FLF considèrent que ces motifs de contestation sont manifestement infondés, le montant correspondant sera toujours considéré comme un arriéré de paiement.

10.9.1.2.2.LISTE DU PERSONNEL

Le candidat à la licence doit établir un tableau recensant tout le personnel employé à un moment quelconque au cours de l'année close le 31 décembre précédant la saison de licence, et non pas uniquement celui restant employé à cette dernière date. Cet état doit être soumis à l'auditeur et au bailleur de licence.

Pour chaque employé, les informations minimales suivantes doivent être données :

- a) nom de l'employé ;
- b) fonction de l'employé ;
- c) date d'arrivée ;
- d) date de départ (s'il y a lieu) ;
- e) solde dû au 31 décembre, y compris l'échéance pour chaque élément non payé ; et
- f) toute dette au 31 mars (mise à jour du solde du 31 décembre), y compris l'échéance pour chaque élément non payé, ainsi qu'un commentaire explicatif ;
- g) montants faisant l'objet d'une procédure en cours au 31 mars.

Le tableau relatif au personnel doit être approuvé par la direction, une brève déclaration signée au nom de l'organe exécutif du candidat à la licence devant attester cette approbation.

Le candidat à la licence doit réconcilier le solde débiteur total issu du tableau relatif au personnel avec le chiffre figurant au bilan au poste « Dettes envers les employés ».

10.9.1.3. ÉVALUATION DES INFORMATIONS

10.9.1.3.1 DÉSIGNATION DE L'ÉVALUATEUR

Les procédures d'évaluation relatives aux arriérés de paiement envers le personnel sont exécutées par un auditeur indépendant (→ section 10.6.4.1). Ainsi, l'auditeur doit se pencher de manière spéciale sur ce critère afin de valider le montant des dettes incluses dans les états financiers.

Le choix de faire évaluer ce critère par un auditeur indépendant est justifié par l'avantage que recouvre le fait de ne faire qu'une seule intervention, tant pour le candidat à la licence que pour l'auditeur.

Si l'auditeur choisi pour évaluer les informations relatives aux arriérés de paiement envers le personnel ne devait pas être le même que celui choisi pour l'audit des états financiers annuels, il devrait alors remplir les mêmes garanties d'indépendance et d'affiliation que celles imposées à l'auditeur des états financiers annuels (voir section 10.6.4.1).

10.9.1.4. PROCÉDURES D'ÉVALUATION

Les informations concernant les arriérés de paiement envers le personnel doivent être évaluées par un auditeur indépendant conformément à l'International Standard on Related Services (ISRS) 4400. Pour cela, le candidat à la licence doit, entre autres, fournir à l'auditeur les lettres de confirmation par ses employés sur les dettes à payer au personnel.

Le rapport de l'auditeur doit comporter un paragraphe décrivant l'étendue de l'évaluation et inclure une attestation selon laquelle l'évaluation a été effectuée conformément à l'International Standard on Related Services 4400. Le rapport de l'auditeur doit être soumis, avec la documentation correspondante, au bailleur de licence afin de former la base de sa décision d'octroi de licence s'agissant du critère F.04.

L'auditeur doit évaluer les informations fournies par le candidat à la licence, en particulier la liste des employés et les pièces justificatives correspondantes en ce qui concerne les obligations contractuelles et légales du candidat à la licence envers son personnel. Il doit mentionner dans les notes aux états financiers préparés au 31 décembre ou dans un rapport annexe, l'existence ou l'inexistence de dettes échues envers le personnel, confirmer que son évaluation a été effectuée conformément aux points ci-dessous et soumettre la documentation correspondante à la FLF afin de former la base de sa décision d'octroi de licence s'agissant du critère F.04.

Evaluation des arriérés de paiement envers le personnel

L'auditeur doit évaluer les informations soumises par le candidat à la licence, en particulier la liste des employés et les documents justificatifs correspondants conformément aux étapes ci-dessous :

- a) obtenir la liste des employés préparée par la direction ;
- b) vérifier la réconciliation du montant total des dettes ressortant de la liste des employés avec le compte « dettes envers des employés » des états financiers annuels ou intermédiaires au 31 décembre ;
- c) obtenir et examiner un échantillon aléatoire de lettres de confirmation des employés et comparer les informations obtenues avec celles contenues dans la liste des employés ;
- d) si, de l'avis de l'auditeur, il reste un montant à payer au 31 mars qui concerne des obligations contractuelles et légales envers le personnel antérieures au 31 décembre de l'année précédente, vérifier qu'au plus tard le 31 mars:
 - i) un accord écrit a été conclu au sens de la section 10.9.3.1 alinéa 4 lettre b) ; ou
 - ii) un litige/action en justice est survenu au sens de la section 10.9.3.1 alinéa 4 lettres c) ou d) ;

- e) examiner une partie des relevés bancaires fournis en vue de corroborer le paiement ;
- f) s'il y a lieu : obtenir et examiner les documents, y compris les accords avec le(s) employé(s) concerné(s) et/ou la correspondance avec l'organisme compétent, en vue de corroborer les déclarations relatives au(x) lettre(s) d i) et/ou d ii) ci-dessus.

10.9.1.5 DÉCISION DU BAILLEUR DE LICENCE

Dans le cadre de son évaluation, le bailleur de licence doit examiner le rapport de l'auditeur et vérifier que l'échantillon sélectionné par l'auditeur est satisfaisant. Il peut en outre procéder à toute évaluation complémentaire qu'il estime nécessaire, c'est-à-dire étendre l'échantillon et/ou demander au candidat à la licence de fournir des documents justificatifs supplémentaires.

La Licence UEFA doit être refusée :

- A) Si les informations relatives aux arriérés de paiement envers le personnel, telles qu'exigées par le présent Manuel, ne sont pas soumises à la FLF dans le délai imparti.
- B) Si le candidat à la licence soumet des informations qui ne répondent pas aux exigences minimales.
- C) Si, au 31 mars précédant la saison de licence, le candidat à la licence présente des arriérés de paiement envers son personnel résultant d'obligations contractuelles ou légales envers son personnel antérieures au 31 décembre de l'année précédente.

10.9.2 ABSENCE D'ARRIÉRÉS DE PAIEMENT ENVERS LES ADMINISTRATIONS SOCIALES/FISCALES

10.9.2. LE CRITÈRE

N°	UEFA	FLF	Description
F.04.2	A	B	<p>Absence d'arriéré de paiement envers les administrations sociales ou fiscales</p> <p>Le candidat à la licence doit apporter la preuve qu'au 31 mars précédant la saison de licence, il ne présente aucun arriéré de paiement (au sens de la section 10.9.3.1) envers les administrations sociales et fiscales résultant d'obligations contractuelles ou légales envers son personnel antérieures au 31 décembre de l'année précédente.</p>

10.9.2.1 PÉRIODE DE REPORTING

Quelle que soit la date de clôture statutaire du candidat à la licence, le critère doit être évalué au 31 mars précédant la saison de licence.

10.9.2.2 INFORMATIONS À FOURNIR PAR LE CANDIDAT A LA LICENCE

10.9.2.2.1 INTRODUCTION AU CONTENU DES DETTES A PAYER AUX ADMINISTRATIONS SOCIALES ET FISCALES

Aux fins du critère F.04, les dettes sont les montants dus aux administrations sociales et fiscales qui résultent d'obligations contractuelles ou légales envers le personnel. Les dettes envers des personnes qui, pour diverses raisons, ne sont plus employées par le candidat à la licence relèvent de ce critère et doivent être réglées au cours de la période prévue dans le contrat et/ou prescrite par la loi, quelle que soit la manière dont ces dettes sont comptabilisées dans les états financiers.

Le terme « personnel » comprend les personnes suivantes :

- tous les joueurs professionnels aux termes du *Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs* de la FIFA applicable, et
- les employés dans les domaines administratif, technique, médical et de la sécurité mentionnés dans les critères P.02-10, P.12-13 et P.17 du présent Manuel. Cette énumération est exhaustive.

Les dettes à payer aux administrations sociales et fiscales sont considérées comme des arriérés de paiements si elles ne sont pas réglées selon les dispositions contractuelles ou légales.

Ces mêmes dettes ne sont toutefois pas considérées comme des arriérés de paiement au sens du présent Manuel si le candidat à la licence (c'est-à-dire le club débiteur) est en mesure d'apporter la preuve qu'au 31 mars précédant la saison de licence :

- Il a intégralement payé le montant correspondant ; ou
- Il a conclu un accord qui a été accepté par écrit par le créancier pour reporter la date limite du paiement au-delà du délai applicable (Remarque : le fait que le créancier n'a pas réclamé le paiement d'un montant échu n'est pas considéré comme un report d'échéance) ; ou
- Il a engagé une action en justice qui a été jugée recevable par l'autorité compétente conformément au droit national ou il a engagé des procédures auprès des instances nationales ou internationales du football ou devant le tribunal arbitral compétent pour contester sa responsabilité en relation avec les arriérés de paiement. Toutefois, si les instances décisionnelles d'octroi de licence de club de la FLF considèrent que cette action ou ces procédures a / ont été engagée(s) dans le seul but de ne pas respecter les dates limites applicables en vertu du présent Manuel (c'est-à-dire afin de gagner du temps), le montant correspondant sera toujours considéré comme un arriéré de paiement ; ou
- Il a contesté, auprès de l'autorité compétente conformément au droit national, des instances nationales ou internationales du football ou du tribunal arbitral compétent, une action en justice ou des procédures qui a / ont été engagée(s) contre lui par un créancier en rapport avec des arriérés de paiement et est en mesure d'apporter la preuve, à la satisfaction raisonnable des instances décisionnelles d'octroi de licence de club de la FLF, qu'il a des motifs valables de contester cette action en justice ou les procédures engagées ; cependant, si les instances décisionnelles d'octroi de licence de club de la FLF considèrent que ces motifs de contestation sont manifestement infondés, le montant correspondant sera toujours considéré comme un arriéré de paiement.

10.9.2.2.2. TABLEAU RELATIF AUX DETTES À PAYER AUX ADMINISTRATIONS SOCIALES ET FISCALES

Le candidat à la licence doit soumettre à l'auditeur (avec copie au bailleur de licence) un tableau relatif aux administrations sociales et fiscales compétentes indiquant (s'il y a lieu) le montant des dettes aux administrations sociales et fiscales compétentes au 31 décembre de l'année précédant la saison de licence en vertu de ses obligations contractuelles et légales à l'égard de son personnel.

Pour chaque dette envers les administrations sociales et fiscales, les informations minimales suivantes doivent être données, ainsi qu'un commentaire explicatif :

- a) nom du créancier ;
- b) tout montant dû au 31 décembre, y compris l'échéance pour chaque élément non payé ;
- c) toute dette au 31 mars (mise à jour du solde du 31 décembre), y compris l'échéance pour chaque élément non payé ;
- d) tout élément justifiant les montants dus susmentionnés ;
- e) montants faisant l'objet d'une procédure en cours au 31 mars.

Le candidat à la licence doit réconcilier le solde débiteur total issu du tableau relatif aux administrations sociales et fiscales avec le chiffre figurant au bilan au poste « Dettes envers les administrations sociales et fiscales ».

Le tableau relatif aux administrations sociales et fiscales doit être approuvé par la direction, une brève déclaration signée au nom de l'organe exécutif du candidat à la licence devant attester cette approbation.

10.9.2.3. ÉVALUATION DES INFORMATIONS

10.9.2.3.1 DÉSIGNATION DE L'ÉVALUATEUR

Les procédures d'évaluation relatives aux arriérés de paiement envers les administrations sociales et fiscales sont exécutées par un auditeur indépendant (→ section 10.6.4.1). Ainsi, l'auditeur doit se pencher de manière spéciale sur ce critère afin de valider le montant des dettes incluses dans les états financiers.

Le choix de faire évaluer ce critère par un auditeur indépendant est justifié par l'avantage que recouvre le fait de ne faire qu'une seule intervention, tant pour le candidat à la licence que pour l'auditeur.

Si l'auditeur choisi pour évaluer les informations relatives aux arriérés de paiement envers les administrations sociales et fiscales ne devait pas être le même que celui choisi pour l'audit des états financiers annuels, il devrait alors remplir les mêmes garanties d'indépendance et d'affiliation que celles imposées à l'auditeur des états financiers annuels (voir section 10.6.4.1).

10.9.2.4. PROCÉDURES D'ÉVALUATION

Les informations concernant les arriérés de paiement envers les administrations sociales et fiscales doivent être évaluées par un auditeur indépendant conformément à l'International Standard on Related Services (ISRS) 4400. Pour cela, le candidat à la licence doit, entre autres, fournir à l'auditeur les lettres de confirmation par ses employés sur les dettes à payer au personnel.

Le rapport de l'auditeur doit comporter un paragraphe décrivant l'étendue de l'évaluation et inclure une attestation selon laquelle l'évaluation a été effectuée conformément à l'International Standard on Related Services 4400. Le rapport de l'auditeur doit être soumis, avec la documentation correspondante, au bailleur de licence afin de former la base de sa décision d'octroi de licence s'agissant du critère F.04.

L'auditeur doit évaluer les informations fournies par le candidat à la licence, en particulier la liste des employés et les pièces justificatives correspondantes ainsi que toutes les pièces justificatives relatives aux dettes envers les administrations sociales et fiscales en ce qui concerne les obligations contractuelles et légales du candidat à la licence envers son personnel. Il doit mentionner dans les notes aux états financiers préparés au 31 décembre ou dans un rapport annexe, l'existence ou l'inexistence de dettes échues envers le personnel et les administrations sociales et fiscales, confirmer que son évaluation a été effectuée conformément aux points ci-dessous et soumettre la documentation correspondante à la FLF afin de former la base de sa décision d'octroi de licence s'agissant du critère F.04.2.

Evaluation des arriérés de paiement envers les administrations sociales et fiscales

L'auditeur doit examiner et évaluer les informations soumises par le candidat à la licence, en particulier le tableau relatif aux administrations sociales et fiscales et toutes les pièces

justificatives relatives aux dettes envers les administrations sociales et fiscales en ce qui concerne les obligations contractuelles et légales du candidat à la licence envers ses employés. En particulier, il doit suivre les étapes suivantes :

- a) obtenir le tableau relatif aux administrations sociales et fiscales établi par la direction ;
- b) vérifier la réconciliation du montant total des dettes ressortant du tableau relatif aux administrations sociales et fiscales avec le poste « Dettes envers les administrations sociales et fiscales » des états financiers annuels ou pour la période intermédiaire au 31 décembre;
- c) obtenir les pièces justificatives correspondantes ;
- d) si un montant reste dû aux administrations sociales et fiscales au 31 mars qui concerne des obligations contractuelles et légales envers le personnel antérieures au 31 décembre de l'année précédente, vérifier qu'au plus tard le 31 mars que :
 - i. un accord écrit a été conclu au sens de la section 10.9.3.1 alinéa 4 lettre b); ou
 - ii. un litige/action en justice est survenu au sens de la section 10.9.3.1 alinéa 4 lettres c) et d) ;
- e) examiner la totalité ou une partie des relevés bancaires fournis en vue de corroborer le paiement ;
- f) s'il y a lieu : examiner la documentation, y compris les accords avec les administrations sociales et fiscales et/ou la correspondance avec l'organisme compétent, en vue de corroborer le(s) lettres(s) d i) et/ou d ii) ci-dessus.

10.9.2.5 DÉCISION DU BAILLEUR DE LICENCE

Dans le cadre de son évaluation, le bailleur de licence doit examiner le rapport de l'auditeur et vérifier que l'échantillon sélectionné par l'auditeur est satisfaisant. Il peut en outre procéder à toute évaluation complémentaire qu'il estime nécessaire, c'est-à-dire étendre l'échantillon et/ou demander au candidat à la licence de fournir des documents justificatifs supplémentaires.

La Licence UEFA doit être refusée :

- A) Si les informations relatives aux arriérés de paiement envers les administrations sociales et fiscales, telles qu'exigées par le présent Manuel, ne sont pas soumises à la FLF dans le délai imparti.
- B) Si le candidat à la licence soumet des informations qui ne répondent pas aux exigences minimales.
- C) Si, au 31 mars précédant la saison de licence, le candidat à la licence présente des arriérés de paiement envers les administrations sociales et fiscales résultant d'obligations contractuelles ou légales envers son personnel antérieures au 31 décembre de l'année précédente.

10.10 LETTRE D’AFFIRMATION PRÉALABLE À LA DÉCISION D’OCTROI DE LICENCE

10.10.1 LE CRITÈRE

N°	UEFA	FLF	Description
F.05	A	B	Lettre d’affirmation préalable à la décision d’octroi de licence Dans les sept jours précédant le début de la période au cours de laquelle la décision d’octroi de licence doit être prise par la Commission des licences de club, le candidat à la licence doit rédiger et soumettre une lettre d’affirmation à l’attention du bailleur de licence. La lettre d’affirmation précise, notamment, si des événements ou conditions de grande importance économique, susceptibles d’affecter négativement la situation financière du candidat à la licence, sont intervenus depuis la date de clôture des précédents états financiers audités ou des précédents états financiers pour la période intermédiaire soumis à un examen limité.

10.10.2 PÉRIODE DE REPORTING

Le candidat à la licence doit préparer et fournir à la FLF une lettre d’affirmation de sa direction, dans les sept jours précédant le début de la période au cours de laquelle la décision d’octroi de licence doit être prise par la Commission des licences de club.

La date limite doit être fixée par la FLF et communiquée, par écrit, au début de l’année civile, aux candidats à la licence.

10.10.3 INFORMATIONS À FOURNIR PAR LE CANDIDAT A LA LICENCE

Chaque candidat à la licence doit préparer et fournir au bailleur de licence une lettre d’affirmation de sa direction. Cette lettre doit déclarer si des événements ou conditions de grande importance économique, susceptibles d’affecter négativement la situation financière du candidat à la licence, sont intervenus depuis la date de clôture des précédents états financiers annuels audités ou des précédents états financiers pour la période intermédiaire soumis à un examen limité. Si des événements ou conditions de grande importance économique sont intervenus, la lettre d’affirmation de la direction doit comprendre une description de la nature de ces événements ou conditions ainsi qu’une estimation de leur effet financier ou l’indication qu’une telle estimation ne peut être faite.

La FLF peut demander à la direction du candidat à la licence des informations et/ou des déclarations supplémentaires.

Exemples d’événements ou de conditions qui, individuellement ou collectivement, sont susceptibles d’être considérés comme étant de grande importance économique :

- a) emprunts à terme fixe venant à échéance, sans perspective réaliste de reconduction ou de remboursement ;
- b) indications de retrait du soutien financier par des prêteurs ou d’autres créanciers ;
- c) pertes d’exploitation substantielles depuis les derniers états financiers soumis ;
- d) insuffisance de trésorerie pour payer les créanciers aux échéances ;

- e) incapacité à se conformer aux conditions des contrats de prêt avec des bailleurs de fonds ;
- f) découverte et confirmation d'une fraude ou d'erreurs significatives montrant que les états financiers sont inexacts ;
- g) décision dans une procédure judiciaire en cours à l'encontre du candidat à la licence aboutissant à des conséquences financières auxquelles il ne pourra vraisemblablement pas faire face ;
- h) responsabilités de direction générale du candidat à la licence exercées par une/des personnes(s) ayant fait l'objet d'une nomination externe, dans le cadre de procédures juridiques ou d'insolvabilité, plutôt que par la direction ;
- i) changement important dans les instances dirigeantes ;
- j) intention de la direction de liquider l'entité, de cesser son exploitation, de se placer sous la protection de lois relatives aux faillites ou à l'insolvabilité ou absence d'autre solution réaliste.

Cette liste n'est pas exhaustive. Par ailleurs, la présence d'un ou de plusieurs de ces indicateurs n'implique pas automatiquement des conséquences négatives pour la situation financière du candidat à la licence.

Le candidat à la licence doit en outre :

- a) confirmer que tous les documents soumis au bailleur de licence sont complets et exacts ;
- b) indiquer si des changements importants sont intervenus en relation avec tout critère d'octroi de licence ; et
- c) indiquer si le candidat à la licence ou toute société mère du candidat à la licence incluse dans le périmètre de reporting cherche à obtenir ou a obtenu une protection contre ses créanciers conformément à la législation luxembourgeoise (y compris les procédures d'administration volontaires ou forcées) au cours de la période de 12 mois précédant la saison de licence.

L'accord de la direction doit être attesté par une signature au nom de l'organe exécutif du candidat à la licence.

10.10.4 EVALUATION DE LA LETTRE D’AFFIRMATION

S'agissant du critère F.05, le bailleur de licence exécute lui-même les procédures d'évaluation.

10.10.5 DÉCISION DU BAILLEUR DE LICENCE

Dans le cadre de son évaluation, le bailleur de licence lit et examine les informations relatives à tout événement ou condition de grande importance économique, en combinaison avec les états financiers, les informations financières prévisionnelles et tous documents justificatifs fournis par le candidat à la licence.

Le bailleur de licence doit lire la lettre d'affirmation écrite et étudier les répercussions de tout changement important intervenu en relation avec les critères d'octroi de licence aux clubs.

Le bailleur de licence doit évaluer la capacité du candidat à la licence à poursuivre l'exploitation au moins jusqu'à la fin de la saison de licence.

Le bailleur de licence doit vérifier si le montant total versé lors de la dernière période de reporting aux agents/intermédiaires ou au bénéfice d'agents/intermédiaires et les dernières informations financières annuelles auditées évaluées par le bailleur de licence ont été rendus publics sur le site Web soit du candidat à la licence, soit du bailleur de licence.

La Licence UEFA doit être refusée :

- A) Si la lettre d'affirmation de la direction n'est pas soumise à la FLF dans le délai imparti.
- B) Si, sur la base des informations financières évaluées par le bailleur de licence, celui-ci estime que le candidat à la licence risque de ne pas pouvoir poursuivre son exploitation au moins jusqu'à la fin de la saison de licence.
- C) Si le candidat à la licence ou toute société mère du candidat à la licence incluse dans le périmètre de reporting cherchait/cherche à obtenir ou avait/a obtenu une protection contre ses créanciers conformément à la législation luxembourgeoise (y compris les procédures d'administration volontaires ou forcées) au cours de la période de 12 mois précédant la saison de licence, la Licence UEFA doit lui être refusée. Afin de lever toute ambiguïté, la Licence UEFA doit également être refusée même si l'entité concernée n'est plus au bénéfice d'une protection contre ses créanciers conformément à la législation luxembourgeoise au moment de la prise de la décision en matière d'octroi de licence.

10.11 CRITÈRE : INFORMATIONS FINANCIÈRES PRÉVISIONNELLES

10.11.1 LE CRITÈRE

N°	UEFA	FLF	Description
F.06	A	B	<p>Informations financières prévisionnelles</p> <p>Le candidat à la licence doit préparer et soumettre des informations financières prévisionnelles afin de démontrer au bailleur de licence sa capacité à poursuivre l'exploitation jusqu'à la fin de la saison de licence s'il a franchi l'un des indicateurs définis à la section 10.11.5.2.</p> <p>Le club prépare et soumet des informations financières prévisionnelles sous forme de :</p> <p>a) compte de résultat budgété ; b) tableau des flux de trésorerie budgété ; et c) notes explicatives, incluant les hypothèses et les risques et une comparaison entre le budget et les chiffres réels.</p> <p>Les informations financières prévisionnelles doivent s'appuyer sur des hypothèses qui ne sont pas déraisonnables et doivent satisfaire aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables définies dans ce Manuel.</p> <p>Note : Si le club a franchi l'un des indicateurs, la FLF doit exécuter des procédures d'évaluation plus approfondies concernant les informations financières prévisionnelles soumises, ce qui peut, dans certaines circonstances, constituer la base d'un refus de la Licence UEFA.</p>

10.11.2 OBJECTIF DU CRITÈRE

Les informations financières prévisionnelles concernent la période postérieure à la période de référence financière relative aux états financiers annuels (critère F.01) et, le cas échéant, aux états financiers pour la période intermédiaire.

Les informations financières prévisionnelles sont des informations financières basées sur l'hypothèse selon laquelle certains événements se produiront et que la direction du candidat à la licence entreprendra certaines actions dans le futur. Elles sont par nature subjectives et leur préparation fait appel au jugement.

10.11.3 PÉRIODE DE REPORTING

Le candidat à la licence doit préparer des informations financières prévisionnelles couvrant la période

- commençant immédiatement après la plus récente des deux dates suivantes: soit la date de clôture statutaire des états financiers annuels (soumis conformément au critère F.01), soit, s'il y a lieu, la date de clôture des états financiers pour la période intermédiaire (soumis conformément au critère F.02); et
- se terminant à la fin de la saison de licence.

Les informations financières prévisionnelles doivent être préparées, au minimum, sur une base trimestrielle.

10.11.4 INFORMATIONS À FOURNIR PAR LE CANDIDAT A LA LICENCE

10.11.4.1 INTRODUCTION AUX EXIGENCES MINIMALES EN MATIÈRE D'INFORMATIONS FINANCIÈRES PRÉVISIONNELLES

Le candidat à la licence doit préparer et soumettre des informations financières prévisionnelles composées des éléments suivants :

- i) compte de résultat budgété et chiffres comparatifs de l'exercice précédent et de la période intermédiaire (s'il y a lieu) ;
- ii) tableau des flux de trésorerie budgété et chiffres comparatifs de l'exercice précédent et de la période intermédiaire (s'il y a lieu) ;
- iii) notes explicatives, notamment une brève description de chacune des hypothèses significatives (avec référence aux aspects pertinents des informations financières historiques et autres) retenues pour la préparation du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie budgétés, ainsi qu'une brève description des principaux risques susceptibles d'affecter les résultats financiers futurs. Elles doivent également comporter une déclaration confirmant que les informations financières prévisionnelles ont été préparées en cohérence avec les états financiers annuels audités.

Chacune des composantes des informations financières prévisionnelles doit être clairement identifiée. Les informations énumérées ci-après doivent être présentées de façon visible, et répétées dans les états financiers, si nécessaire à la bonne compréhension des informations présentées :

- a) le nom (et la forme juridique), le domicile et l'adresse professionnelle de l'entité présentant les informations financières prévisionnelles, ainsi que toute modification de ces informations intervenue depuis la date de clôture statutaire précédente ;
- b) le fait que les informations financières prévisionnelles couvrent le candidat à la licence seul ou un groupe d'entités ou tout autre regroupement d'entités, ainsi qu'une description de la structure et de la composition de ce groupe ou regroupement ;
- c) la date de clôture statutaire et la période couverte par les informations financières prévisionnelles (tant actuelles que comparatives) ; et
- d) la monnaie de présentation.

Les informations financières prévisionnelles doivent comprendre, au minimum :

- a) s'agissant du compte de résultat budgété, l'équivalent de chacun des postes répertoriés dans la section 10.6.3.5, plus le total des capitaux propres en début de période et celui budgété pour la fin de la période ; et
- b) s'agissant du tableau de flux de trésorerie budgété, une présentation des flux de trésorerie au cours de la période, présentation établie conformément aux prescriptions contenues dans la section 10.6.3.6 ;

Des postes ou notes supplémentaires doivent être ajoutés s'ils apportent des clarifications ou si leur omission devait rendre les informations financières prévisionnelles trompeuses.

Le candidat à la licence doit établir ses informations financières prévisionnelles sur une base cohérente avec les états financiers annuels audités et suivre les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour la préparation des états financiers annuels, sous réserve de changements de méthodes comptables intervenus après la date des derniers états financiers établis pour un exercice complet, lesquels s'appliqueront aux prochains états financiers annuels. Dans ce cas, des informations à ce sujet doivent être communiquées.

Les informations financières prévisionnelles doivent comprendre une brève description de chacune des hypothèses significatives (par référence aux aspects pertinents des informations financières historiques et autres) retenues pour la préparation du compte de résultat budgété et du tableau des flux de trésorerie budgété, ainsi que des principaux risques susceptibles d'affecter les résultats financiers futurs.

Les informations financières prévisionnelles doivent s'appuyer sur des hypothèses qui ne sont pas déraisonnables.

Le présent Manuel ne prescrit pas de base en ce qui concerne la comptabilisation ou la mesure des transactions et des autres événements ni en ce qui concerne la fixation d'hypothèses raisonnables, sous réserve que les bases retenues soient cohérentes avec celles utilisées pour les informations financières historiques du candidat à la licence.

En conséquence, chaque hypothèse significative doit être décrite en se référant aux aspects correspondants des informations financières historiques et autres.

S'agissant des exigences minimales relatives au critère F.06, il n'est pas obligatoire d'établir un bilan. Il est toutefois recommandé, à titre de bonne pratique, que le candidat à la licence prépare un bilan intégré au compte de résultat et au tableau des flux de trésorerie, couvrant la même période.

Les informations financières prévisionnelles, ainsi que les hypothèses sur lesquelles elles reposent, doivent être approuvées par la direction, une brève déclaration signée au nom de l'organe exécutif du candidat à la licence devant attester cette approbation.

10.11.5 EVALUATION DES INFORMATIONS FINANCIÈRES PRÉVISIONNELLES

10.11.5.1 INDICATEURS

Les candidats à la licence doivent fournir des informations financières prévisionnelles répondant aux exigences minimales en matière de contenu définies dans la section 10.11.4. Si les informations financières historiques d'un candidat à la licence émettent certains signaux d'avertissement, les informations financières prévisionnelles doivent être évaluées par la FLF. Les signaux d'avertissement se réfèrent à un ensemble d'indicateurs financiers (voir ci-dessous) susceptibles de rendre la FLF circonspecte quant à la performance financière et aux perspectives d'avenir du candidat à la licence qui les aurait franchis.

Les indicateurs sont définis dans la section 10.11.5.2. Il incombe au bailleur de licence d'évaluer s'il y a infraction ou non par rapport à l'un des indicateurs définis ci-dessous.

Les indicateurs font partie intégrante d'une approche fondée sur le risque, laquelle consiste à soumettre à des exigences plus complètes ceux des candidats à la licence qui émettent certains « signaux d'avertissement ». Lorsqu'un candidat à la licence franchit au moins l'un de ces indicateurs, la FLF soumet les informations fournies au titre du critère F.06 (cf. 10.11.5.3) à des procédures d'évaluation plus complètes.

A certains égards, cette approche fondée sur le risque doit inciter les candidats à la licence à améliorer leur gestion financière et leurs résultats. Elle permet également à la FLF de concentrer ses efforts sur les candidats à la licence émettant des « signaux d'avertissement » susceptibles de rendre la FLF circonspecte quant à la performance financière et aux perspectives d'avenir de ces candidats à la licence.

L'obligation de faire exécuter, par la FLF, un examen limité des informations financières prévisionnelles, donnant lieu à un rapport, renforce la crédibilité de ces informations et du processus engagé par la direction en vue de les élaborer.

10.11.5.2 DÉFINITION DES INDICATEURS

Si le candidat à la licence réalise l'une des conditions décrites par les indicateurs IND.01 et IND.02 ci-dessous, il est considéré comme ayant franchi le ou les indicateur(s) concerné(s).

N°	Description
----	-------------

IND.01	Poursuite de l'exploitation : Le rapport de l'auditeur sur les états financiers annuels ou pour la période intermédiaire, soumis conformément aux critères F.01 et F.02, comporte des éléments clés de l'audit ou exprime une opinion/conclusion avec réserve en ce qui concerne la capacité à poursuivre l'exploitation.
--------	--

IND.02	Fonds propres négatifs : Les états financiers annuels audités (y compris, si nécessaire, les informations complémentaires), soumis conformément au critère F.01, révèlent la détérioration du passif net (fonds propres négatifs) par rapport au chiffre correspondant figurant dans les états financiers de l'année précédente, ou les états financiers pour la période intermédiaire (y compris, si nécessaire, les informations complémentaires), soumis conformément au critère F.02, révèlent la détérioration du passif net (fonds propres négatifs) par rapport au chiffre correspondant à la précédente date de clôture statutaire.
--------	--

10.11.5.3 PROCÉDURES D'ÉVALUATION

Le bailleur de licence effectue lui-même toute procédure d'évaluation qu'il estime appropriée.

Si le candidat à la licence se trouve en infraction de l'un ou l'autre des indicateurs, les informations financières prévisionnelles doivent être soumises à certaines procédures d'évaluation minimales exécutées par le bailleur de licence. Ces procédures d'évaluation comprennent les activités suivantes :

- vérifier que les informations financières prévisionnelles sont arithmétiquement exactes ;
- déterminer, en discutant avec la direction et en examinant les informations financières prévisionnelles, si ces dernières ont été préparées en se basant sur les hypothèses et les risques présentés ;
- vérifier que les soldes d'ouverture contenus dans les informations financières prévisionnelles sont cohérents avec le bilan figurant dans les derniers états financiers annuels audités ou les états financiers pour la période intermédiaire soumis à un examen limité (dans la mesure où des états financiers pour la période intermédiaire ont été fournis) ; et
- vérifier que les informations financières prévisionnelles ont été formellement approuvées par l'organe exécutif du candidat à la licence.

- e) examiner, le cas échéant, les documents justificatifs, notamment les accords avec les sponsors, les facilités bancaires, l'augmentation du capital social, les garanties bancaires et les procès-verbaux du conseil d'administration.

Le candidat à la licence doit fournir à la FLF une copie des informations financières prévisionnelles approuvées par sa direction.

10.11.6 DÉCISION DE LA FLF

Il incombe à la FLF d'évaluer s'il y a infraction ou non par rapport à l'un des indicateurs définis ci-dessus.

Le bailleur de licence doit évaluer les liquidités du candidat à la licence (à savoir la disponibilité des fonds compte tenu de ses engagements financiers) et la capacité du candidat à la licence à poursuivre son exploitation au moins jusqu'à la fin de la saison de licence.

Indicateurs franchis

La Licence UEFA doit être refusée si, sur la base des informations financières évaluées par le bailleur de licence, celui-ci estime que le candidat à la licence risque de ne pas pouvoir répondre à ses engagements financiers dans les délais et poursuivre son exploitation au moins jusqu'à la fin de la saison de licence.

10.12 CRITÈRE : PRESENTATION D'UN PLAN D'APUREMENT DES DETTES

10.12.1 LE CRITÈRE

N°	UEFA	FLF	Description
F.07	A	Non applicable	Présentation d'un plan d'apurement des dettes En cas de violation d'un ou de plusieurs critères financiers de classe A, le candidat à la licence doit présenter un plan d'apurement de ses dettes.

ANNEXE 1 : ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE LA PROCÉDURE D'OCTROI DE LICENCE

Le descriptif suivant fournit le déroulement de la procédure d'octroi de licence :

Les **nombres** qui figurent dans le descriptif se réfèrent aux différentes étapes à suivre selon l'ordre logique de la procédure pour l'octroi de licence à un club. Ces étapes seront suivies l'une après l'autre si la procédure s'effectue sans problème, par exemple, si le club satisfait à toutes les exigences et que le bailleur de licence procède selon le plan idéal.

Les **lettres** du descriptif se réfèrent aux problèmes susceptibles de survenir au cours de la procédure et qui demandent à être traités de manière appropriée.

1. A partir du mois de septembre précédant la saison de licence, le Manager responsable de l'octroi de licences (ML) produit les documents d'octroi de licence. Ces documents comprennent notamment les critères, les questionnaires et les formulaires à retourner, ainsi qu'un exemplaire du *Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs*.
2. Au plus tard le 30 novembre précédant la saison de licence, le ML distribue l'ensemble de ces documents d'octroi de licence aux candidats à la licence. Il peut les envoyer par la poste, par fax, les mettre à disposition sur l'Extranet, ou par tout autre moyen adéquat. Le ML peut demander un accusé de réception.
3. Le candidat à la licence complète les documents transmis par le ML et les retourne au ML dans le(s) délai(s) imparti(s), l'ultime délai étant le 1^{er} avril précédant la saison de licence. Ces documents doivent être retournés par le(s) moyen(s) indiqué(s) par le ML. Au besoin, des documents justificatifs y seront joints.
4. Le ML vérifie que les documents du candidat à la licence ont été renvoyés dans les temps et qu'ils sont complets.
5. Décision.
Deux possibilités : étape 6 ou (A).
6. Si les documents ont été envoyés dans les temps et qu'ils sont complets, le ML dépouille les informations reçues, les enregistre et les transmet aux experts désignés en fonction du domaine concerné (les documents juridiques sont adressés à l'expert juridique, les informations d'ordre financier à l'expert financier, etc.).
7. Le ML remet les documents du candidat à la licence aux experts désignés. Ceux-ci examinent ces documents, vérifient que les critères sont remplis et établissent ensuite un rapport à l'attention du ML dans le délai imparti (15 avril précédant la saison de licence) et sous la forme prévue (listes de contrôle, rapports, etc.). Les contrôles doivent être étayés par des documents justificatifs (preuve que les critères sont remplis).
8. Décision. Deux possibilités : étape 9 ou (A).
9. Le ML vérifie que les rapports des experts sont complets et remis dans le délai imparti. Il examine ces rapports et demande l'opinion des experts.
10. Le ML procède à l'évaluation du candidat à la licence. Les rapports remis par les experts lui permettent d'identifier les points susceptibles de poser problème et d'exiger une analyse plus approfondie.
11. Décision. Deux possibilités : étape 12 ou (B)

12. Si le ML ne découvre pas de point exigeant une analyse plus poussée, il préparera dans le délai imparti un rapport à l'attention de la Commission des licences de club. Son rapport porte sur les différents aspects analysés (analyse des documents reçus et compte rendu d'éventuelles visites sur place).
 13. Le ML reçoit la lettre d'affirmation (critère F.05) de la part du candidat à la licence le 25 avril précédant la saison de licence. Elle est incluse dans son rapport. Selon les résultats de l'évaluation, le rapport contiendra une recommandation d'accorder ou de refuser la licence.
 14. La Commission des licences de club reçoit le rapport établi par le ML dans le délai imparti, l'examine, demande le cas échéant des compléments d'information ainsi que des documents au ML. Ensuite, le 30 avril précédant la saison de licence, la Commission des licences de club prend une décision sur l'octroi/le refus de la licence. La Commission des licences de club rend une décision écrite et motivée dans les 3 jours ouvrables après l'audience.
 15. Décision. Deux possibilités : étape 16 ou (D).
 16. Après un examen attentif des documents du candidat à la licence et du rapport du ML, l'instance décisionnelle d'octroi de licence de club compétente accorde la licence. La licence octroyée peut - mais ce n'est pas obligatoirement le cas - indiquer certains points auxquels le bénéficiaire de licence devra être attentif.
 17. Le ML reçoit le rapport établi par l'instance décisionnelle d'octroi de licence de club compétente. Sur la base de la décision rendue par cette dernière, il prépare la liste des décisions relatives à la Licence UEFA. Cette liste est envoyée à l'UEFA dans le délai imparti (en principe le 31 mai précédant la saison de licence).
- (A) A partir de l'étape 5 :
- Si les documents sont incomplets ou qu'ils n'ont pas été envoyés dans le délai imparti, le ML prend contact avec le candidat à la licence afin de tenter de convenir avec lui des prochaines actions à entreprendre (par exemple, demande d'information, de documents justificatifs concernant un questionnaire ou un formulaire manquant).
- (B) A partir de l'étape 8 :
- Si l'expert désigné identifie des points qui nécessitent une information plus détaillée, il prend contact avec le candidat à la licence pour en discuter, obtenir les compléments d'information nécessaires et tenter de convenir des actions à entreprendre.
- Si le ML identifie des points qui nécessitent un examen plus approfondi (par exemple, si certains critères ne sont pas respectés, s'il constate des erreurs ou des lacunes, etc.), il prend contact avec le candidat à la licence pour en discuter. Il peut demander des explications plus détaillées, des documents justificatifs ou décider d'effectuer une visite sur place afin de poursuivre ses investigations. Si une visite est prévue sur les lieux, le ML et/ou l'expert fixent un rendez-vous avec le candidat à la licence et abordent les points qui posent problème.
- Ils définissent les actions pouvant être entreprises par le candidat à la licence pour se mettre en conformité, ainsi qu'un calendrier d'exécution.
- (C) Décision. Deux possibilités :
- Si le candidat à la licence et le ML se mettent d'accord sur les actions à entreprendre, la procédure reprend à l'étape 10.

- Si le candidat à la licence n'accepte pas les conclusions du rapport du ML et refuse de fournir davantage d'informations ou d'entreprendre les actions nécessaires, la procédure reprend à l'étape 12.
- (D) Après un examen minutieux des documents fournis par le candidat à la licence et du rapport du ML, la Commission des licences de club refuse de délivrer la licence. Le refus énumère dans le détail les points qui justifient cette décision et le candidat à la licence se voit donner la possibilité d'interjeter appel auprès de la Commission d'Appel en matière de licences de club. Le délai pour interjeter appel est de 7 jours après réception (fax et/ou lettre recommandée) de la décision de première instance.
- (E) Le candidat à la licence fait appel. La Commission d'Appel en matière de licences de club est saisie. Une date d'audience est arrêtée (en principe le 15 mai précédant la saison de licence).
- (F) Le ML produit un rapport et le remet à la Commission d'Appel en matière de licences de club. Ce rapport détaille les points qui posent problème et les raisons du refus.
- (G) La Commission d'Appel en matière de licences de club se réunit et examine l'appel. Elle peut demander un complément d'information et/ou des documents justificatifs au ML et/ou au recourant.
- (G) Décision. Deux possibilités : étape 15 ou (I).
- (I) Après un examen minutieux des documents fournis par le recourant et du rapport du ML, la Commission d'Appel en matière de licences de club refuse de délivrer la licence. Son rapport détaille les raisons du refus et les points qui justifient cette décision. La décision est écrite et motivée et parvient dans les 2 jours après l'audience.

Remarque : Surveillance des clubs (partie III du Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs et le fair-play financier, édition 2018)

Tous les bénéficiaires de la Licence UEFA qui se sont qualifiés pour une compétition interclubs de l'UEFA, à l'exception de l'UEFA Women's Champions League, doivent remplir les exigences liées à la surveillance, c'est-à-dire l'exigence relative à l'équilibre financier et les autres exigences liées à la surveillance.

Tout bénéficiaire de la Licence UEFA qui apporte la preuve que ses recettes et ses dépenses déterminantes sont inférieures à EUR 5 millions pour chacune des deux périodes de reporting s'achevant lors des deux années précédant le début des compétitions interclubs de l'UEFA est exempté de l'exigence relative à l'équilibre financier. Ces exemptions sont prononcées par l'Instance de contrôle financier des clubs de l'UEFA et ont un caractère définitif.

Pour toutes informations complémentaires à ce sujet, veuillez consulter le Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs et le fair-play financier, édition 2018.

ANNEXE 2 : GLOSSAIRE

Administration pour l'octroi de licence

Instance au sein de la FLF responsable des questions relatives à l'octroi des licences.

Agent/Intermédiaire

*Personne physique **ou morale** qui **représente – gratuitement ou contre-rémunération –** des joueurs **et/ou des clubs** **dans le cadre de négociations ayant pour but** de conclure un contrat de **travail**, **ou qui représente des clubs dans des négociations ayant pour but de conclure un accord de transfert.***

Amortissement

Répartition systématique du montant amortissable d'une immobilisation incorporelle sur sa durée d'utilité. Par exemple, pour les frais d'acquisition directs d'une inscription de joueur, comptabilisés en immobilisations incorporelles, la durée d'utilité est la durée du contrat.

Audit

Une mission d'audit des états financiers a pour objectif de permettre à l'auditeur d'exprimer une opinion indiquant si les états financiers ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à un référentiel comptable identifié. Les expressions «donnent une image fidèle» ou «présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs», utilisées pour exprimer l'opinion de l'auditeur, sont équivalentes. L'audit d'informations financières ou autres, établies selon des principes généralement reconnus, poursuit le même objectif. Dans une mission d'audit, l'auditeur donne une assurance élevée, mais non absolue, que les informations, objets de l'audit, ne sont pas entachées d'anomalies significatives. Cette opinion est exprimée positivement sous forme d'assurance raisonnable.

Auditeur indépendant

Auditeur indépendant conformément au Code d'Ethique Professionnelle des Comptables publié par l'IFAC. Le terme de «auditeur» pourra également être appliqué à la personne exécutant des services connexes ou des missions d'assurance autres que des audits.

Avantages du personnel

Toutes formes de contrepartie donnée par une entité au titre des services rendus par son personnel.

Bailleur de licence

Instance mettant en oeuvre la procédure d'octroi de licence et accorde les licences. Au Luxembourg et dans le présent Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs, le bailleur de licence est la Fédération Luxembourgeoise de Football (FLF).

Bénéficiaire de la licence

Candidat à la licence qui s'est vu octroyer une licence par le bailleur de licence.

Budget

Plans comprenant les informations financières prévisionnelles d'une entité, basés sur l'hypothèse de la direction que certains événements se produiront et que l'entité entreprendra certaines actions dans le futur.

Candidat à la licence

Entité juridique pleinement et exclusivement responsable de la première équipe de football participant aux compétitions interclubs nationales (FLF) et internationales (UEFA/FIFA), qui se porte candidate à une licence.

Changement important

Événement considéré comme ayant une importance significative pour la documentation soumise antérieurement au bailleur de licence et qui exigerait une présentation différente s'il s'était produit avant la soumission de la documentation d'octroi de licence.

Continuité d'exploitation

On considère normalement que l'entité présentant les états financiers poursuivra ses activités dans un futur prévisible et n'a ni l'intention, ni le besoin de se mettre en liquidation, de cesser son exploitation ou de se placer sous la protection de lois ou règlements vis-à-vis de ses créanciers.

Coûts d'acquisition d'une inscription de joueur

Montants payés et/ou payables pour l'acquisition d'une inscription de joueur, excluant les frais de développement interne et d'autres frais. Ces coûts incluent:

- *le montant du transfert et des indemnités de transfert conditionnelles réalisées, y compris les indemnités de formation et les contributions de solidarité, payé et/ou payable à un autre club de football et/ou à un tiers pour garantir l'inscription du joueur ;*
- ☐ *les rémunérations des agents/ intermédiaires ; et*
- ☐ *les autres frais d'acquisition directs de l'inscription du joueur, par exemple la taxe sur le montant du transfert.*

Coentreprise

Accord contractuel par lequel deux parties ou plus entreprennent ensemble une activité économique qui est soumise à un contrôle conjoint.

Contrôle

Pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Il peut être acquis par la détention d'actions, par les statuts ou par un accord.

Contrôle conjoint

Partage en vertu d'un accord contractuel du contrôle d'une activité économique qui n'existe que lorsque les décisions stratégiques financières et opérationnelles relatives à cette activité exigent le consentement unanime des parties exerçant le contrôle conjoint (les co-entrepreneurs).

Critères d'octroi de licence

Exigences à remplir par le candidat à la licence pour obtenir celle-ci, réparties en cinq catégories (sportive, administrative et liée au personnel, juridique, financière ainsi que d'infrastructure), chaque catégorie étant subdivisée en trois classes de A à C.

Critères minimaux

Critères à remplir par un candidat à la licence pour l'obtention d'une licence.

Date de clôture statutaire

La date de référence comptable annuelle de l'entité présentant les états financiers. Pour les candidats à la licence luxembourgeois, la date de clôture statutaire est, généralement, soit le 30 juin, soit le 31 décembre.

Date limite de soumission à l'UEFA de la liste des décisions relatives la Licence UEFA

La date à laquelle la FLF doit soumettre à l'UEFA la liste des clubs auxquels les instances décisionnelles d'octroi de licence aux clubs ont octroyé la Licence UEFA. Cette date est définie chaque année par l'UEFA et notifiée à la FLF ; en principe, il s'agit du 31 mai.

Date limite de soumission du dossier de candidature au bailleur de licence

Date à laquelle le bailleur de licence exige que ses candidats à la licence lui aient soumis l'ensemble des informations relatives à leur demande.

Direction (personnel)

Ce terme décrit les personnes responsables de la préparation et de l'image fidèle des états financiers et des autres informations financières. D'autres dénominations peuvent être considérées comme appropriées, comme les «personnes responsables de la gestion» (par exemple, les administrateurs).

Doit / devra

Indique l'obligation de faire une chose (c'est-à-dire de manière impérative).

Éléments essentiels de la procédure

Exigences minimales que le bailleur de licence doit mettre en place afin de vérifier le respect des critères décrits dans le présent Manuel, comme base pour l'octroi de la licence à un candidat.

Endettement net

Le total des soldes suivants :

- les emprunts nets (c'est-à-dire les découverts bancaires, les emprunts, les dettes envers des parties liées moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie) ;*
- le solde net résultant des transferts de joueurs (c'est-à-dire le montant net des créances et des dettes de transfert).*

Entité/entités présentant les états financiers

Le membre enregistré (affilié à la FLF), qui figure dans le périmètre du reporting et qui est tenu, conformément aux règles du présent Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs, de fournir au bailleur de licence des informations dans le cadre de la procédure d'octroi de licence.

Entreprise associée

Entité, y compris une entité non constituée en société telle que certaines sociétés de personnes, sur laquelle l'investisseur exerce une influence notable, et qui n'est ni une filiale ni une participation dans une coentreprise.

États financiers annuels

Jeu complet d'états financiers établi à la date de clôture statutaire comprenant, en règle générale, un bilan, un compte de résultat, un tableau des flux de trésorerie, ainsi que des notes annexes et d'autres états et textes explicatifs qui font partie intégrante des états financiers.

Événement ou condition de grande importance économique

Un événement (ou une condition) est de grande importance économique lorsqu'il est considéré comme ayant une influence significative sur les états financiers de l'entité/des entités présentant les états financiers et exigerait une présentation différente (négative) des résultats des opérations, de la situation financière et des actifs nets de l'entité/des entités présentant les états financiers s'il s'était produit au cours de l'exercice précédent ou de la période intermédiaire précédente.

Événements postérieurs

Événements ou conditions survenant après la décision d'octroi de licence.

Examen limité

Une mission d'examen limité d'informations financières a pour objectif de permettre à l'auditeur de conclure, sur la base de l'examen limité, qu'aucun fait n'a été relevé le conduisant à considérer que les informations financières n'ont pas été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel comptable identifié.

Contrairement à un audit, un examen limité ne vise pas à obtenir une assurance raisonnable que les informations financières ne sont pas entachées d'anomalies significatives. Un examen

limité consiste à adresser des demandes d'informations, essentiellement aux personnes responsables des procédures d'analyse et d'autres procédures d'examen. Un examen limité peut porter à la connaissance de l'auditeur des questions importantes concernant les informations financières, mais ne permet pas d'obtenir les éléments probants qui seraient requis pour un audit.

Exercice (période de reporting)

Période de référence financière s'achevant à la date de clôture statutaire, qu'il s'agisse ou non d'une année entière, et qui n'est pas une période intermédiaire.

Exigences liées à la surveillance des clubs de l'UEFA

Exigences devant être remplies par tout bénéficiaire de la Licence UEFA s'il se qualifie pour une compétition interclubs de l'UEFA, à l'exclusion de l'UEFA Women's Champions League.

Filiale

Entité, y compris une entité sans personnalité juridique telle que certaines sociétés en nom collectif, contrôlée par une autre entité (appelée la société mère). Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Gouvernement

Toute forme d'autorité gouvernementale, y compris les agences gouvernementales, les ministères et les organes similaires, locaux ou nationaux.

Groupe

Société mère et toutes ses filiales. Une société mère est une entité qui a une ou plusieurs filiales. Une filiale est une entité, y compris une entité sans personnalité juridique telle que certaines sociétés en nom collectif, contrôlée par une autre entité (appelée la société mère).

Immobilisation incorporelle

Actif identifiable non monétaire sans substance physique, par exemple l'inscription d'un joueur.

Influence notable

Capacité d'influencer, sans le contrôler, le processus de décision en matière de politique financière et opérationnelle. Une influence notable peut être acquise par la détention d'actions, par les statuts ou par un accord. Afin de lever toute ambiguïté, une partie ou, globalement, des parties possédant la même société mère ultime (à l'exclusion de l'UEFA, d'une association membre de l'UEFA ou d'une ligue affiliée) est/sont considérée(s) comme exerçant une influence notable si elle(s) fourni(ssen)t au cours d'une période de reporting l'équivalent de 30 % ou plus du total des recettes du bénéficiaire de la licence.

Informations complémentaires

Informations financières à soumettre au bailleur de licence en plus des états financiers si les exigences minimales en matière de présentation et de principes comptables ne sont pas satisfaites.

Ces informations complémentaires devront être établies sur une base comptable et selon des méthodes comptables cohérentes avec les états financiers. Les informations financières devront être extraites de sources cohérentes avec celles utilisées pour l'établissement des états financiers annuels. Le cas échéant, les informations complémentaires devront être en conformité ou être réconciliées avec les informations correspondantes des états financiers.

Informations financières historiques

Informations relatives aux incidences financières d'événements passés sur l'entité concernée. Les informations financières historiques concernent la performance et la situation financières du candidat à la licence au cours des exercices s'achevant avant la décision d'octroi de licence.

Informations financières prévisionnelles

Informations relatives aux incidences financières prévisionnelles d'événements futurs et d'actions éventuelles sur l'entité concernée. Les informations financières prévisionnelles concernent la performance et la situation financières du candidat à la licence au cours des exercices s'achevant après la décision d'octroi de licence.

Installations d'entraînement

Site(s) où se déroulent régulièrement les entraînements des joueurs inscrits auprès d'un club et/ou les activités de développement du secteur junior.

International Financial Reporting Standards («IFRS») (Normes internationales d'information financière)

Normes et interprétations adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Elles comprennent :

- les International Financial Reporting Standards (normes internationales d'information financière) ;
- les International Accounting Standards (normes comptables internationales) ; et
- les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (Comité d'interprétation des normes d'information financière internationale – IFRIC) ou l'ancien Standing Interpretations Committee (Comité permanent d'interprétations – SIC).

International Standards on Auditing («ISA») (Normes internationales en matière d'audit)

Le Comité des Normes Internationales d'Audit et de Missions d'Assurance (International Auditing and Assurance Standards Board «IAASB») édite des normes internationales d'audit (International Standards on Auditing) que doivent appliquer les auditeurs afin d'émettre un avis sur les informations financières historiques. Selon l'IAASB, l'un de ses objectifs est «d'édicter des normes d'audit et leurs modalités d'application de haut niveau afin qu'elles soient acceptables aux investisseurs, aux auditeurs, aux gouvernements, aux commissions bancaires, aux régulateurs des marchés boursiers et aux autres personnes intéressées au plan mondial.»

International Standards on Related Services («ISRS») (Normes internationales en matière de services connexes)

L'IAASB édicte des normes internationales de services connexes, comprenant l'application de procédures convenues aux informations. Ces normes internationales de services connexes doivent être appliquées aux missions de compilation et aux missions pour l'application de procédures convenues aux informations.

International Standards on Review Engagements («ISRE») (Normes internationales en matière d'examen limité)

L'IAASB édicte des normes applicables à l'examen limité d'informations financières historiques.

Joint-venture

Accord contractuel en vertu duquel deux parties ou plus (les co-entrepreneurs) conviennent d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint.

Lorsqu'une entité comprise dans la consolidation gère une activité économique conjointement avec une autre entité non comprise dans la consolidation (joint-venture), cette autre entité peut être intégrée dans les comptes consolidés.

Licence UEFA

Certificat accordé et émis par la FLF attestant que le candidat à la licence remplit tous les critères minimaux, en vue d'entamer la procédure d'admission aux compétitions interclubs de l'UEFA.

Licence FLF

Certificat accordé et émis par la FLF attestant que le candidat à la licence remplit tous les critères minimaux pour participer au championnat de BGL-Ligue (Division Nationale).

Liste des décisions relatives à la Licence UEFA

Liste soumise par la FLF à l'UEFA contenant, entre autres, les informations sur les candidats à la Licence UEFA qui ont suivi la procédure d'octroi de licence aux clubs et auxquels les instances décisionnelles d'octroi de licence de club ont octroyé la Licence UEFA dans le format établi et communiqué par l'Administration de l'UEFA.

Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs

Document de travail décrivant la procédure pour l'octroi de licences au Luxembourg.

Membre enregistré

Toute entité juridique en vertu de la législation luxembourgeoise et/ou des statuts de la FLF, qui est membre de la FLF.

Montant amortissable

Coût d'un actif, ou tout autre montant substitué au coût, diminué de sa valeur résiduelle.

La valeur résiduelle d'un actif est le montant estimé qu'une entité obtiendrait actuellement de la sortie de l'actif, après déduction des coûts de sortie estimés, si l'actif avait déjà l'âge et se trouvait déjà dans l'état prévu à la fin de sa durée d'utilité.

Partie

Personne physique ou morale

Parties impliquées

Toute personne ou entité impliquée dans la procédure d'octroi de licence aux clubs, y compris le bailleur de licence, le candidat à la licence/bénéficiaire de la licence et toute personne impliquée en leur nom.

Partie liée

Une partie est liée à une entité dans les cas suivants :

- a) directement ou indirectement par le biais d'un ou de plusieurs intermédiaires, la partie :
 - contrôle l'entité, est contrôlée par elle, ou est soumise à un contrôle conjoint au même titre ;
 - que l'entité (ceci couvre les sociétés mères, les filiales et les filiales apparentées) ;
 - détient dans l'entité une participation qui lui permet d'exercer une influence notable sur elle ; ou
 - exerce le contrôle conjoint sur l'entité ;*
- b) la partie est une entreprise associée de l'entité ;*
- c) la partie est une joint-venture dans laquelle l'entité est un co-entrepreneur ;*
- d) la partie figure parmi les principaux dirigeants de l'entité ou de sa société mère ;*
- e) la partie est l'un des membres proches de la famille de tout individu visé par (a) ou (d) ;*
- f) la partie est une entité sur laquelle une des personnes visées sous (d) ou (e) exerce le contrôle, un contrôle conjoint, une influence notable, ou encore détient un droit de vote significatif ; ou*
- g) la partie est un régime d'avantages postérieur à l'emploi au profit du personnel de l'entité, ou de toute entité qui est une partie liée à cette entité.*

Période intermédiaire

Période de référence financière d'une durée inférieure à celle d'un exercice complet, qui ne couvre pas nécessairement une durée de six mois.

Peut / pourra

Signifie qu'une partie est libre de faire une chose (c'est-à-dire qu'elle en a l'option mais non l'obligation).

Pratiques comptables nationales

Pratiques comptables et de présentation financière que doivent respecter les entités luxembourgeoises.

Principaux cadres dirigeants

Personnes ayant l'autorité et la responsabilité de planification, de la direction et du contrôle, directement ou indirectement, notamment l'organe de direction (exécutif ou autre) de cette entité.

Principes et méthodes comptables

Principes, bases, conventions, règles et pratiques spécifiques appliqués par une entité lors de l'établissement et de la présentation de ses états financiers.

Procédures convenues («PCO») (Agreed upon procedures)

Dans une mission d'examen sur la base de procédures convenues, l'auditeur met en oeuvre des procédures d'audit définies d'un commun accord entre l'auditeur, l'entité et tous les tiers concernés pour communiquer les constatations résultant de ses travaux. Les destinataires du rapport doivent tirer eux-mêmes les conclusions des travaux de l'auditeur. Ce rapport s'adresse exclusivement aux parties qui ont convenu des procédures à mettre en oeuvre, car des tiers, ignorant les raisons de ces procédures, risqueraient de mal interpréter les résultats.

Procédure d'administration

Processus volontaire ou obligatoire qui peut constituer une alternative à la liquidation de l'entité, souvent appelé « mise en administration ». La gestion au quotidien des activités de l'entité mise en administration peut être confiée à l'administrateur au nom des créanciers.

Protection contre les créanciers

Procédure découlant des lois ou des règlements dont les objectifs sont de protéger une entité contre ses créanciers, de porter secours aux entités insolvables et de leur permettre de poursuivre leurs activités. Cette procédure comprend la procédure d'administration et toute autre procédure d'insolvabilité (qui peut aboutir à un compromis avec les créanciers, une faillite ou une liquidation).

Rémunération du droit à l'image

Montants dus (directement ou indirectement) aux employés par le candidat à la licence / bénéficiaire de licence en raison d'accords contractuels portant sur le droit d'exploiter leur image ou leur réputation en relation avec le football et/ou des activités non footballistiques.

Règlement de l'UEFA sur l'infrastructure des stades

Document de travail décrivant les exigences à remplir par les clubs en ce qui concerne le stade utilisé pour les matches de compétitions interclubs de l'UEFA.

Saison de licence

Saison pour laquelle un candidat à la licence a demandé une licence ou l'a obtenue; c'est-à-dire du 1er juin au 31 mai de l'année suivante.

Significatif

Caractère d'omissions ou d'inexactitudes portant sur des éléments ou des informations qui, individuellement ou collectivement, peuvent influencer les décisions que les utilisateurs prennent sur la base des informations soumises par le candidat à la licence. Le caractère significatif dépend de la taille et de la nature de l'omission ou de l'inexactitude, appréciée dans les circonstances environnantes ou dans le contexte. La taille ou la nature de l'élément ou de l'information, ou une combinaison des deux, peut constituer le facteur déterminant.

Société mère

Une entité qui a une ou plusieurs filiales.

Solution informatique OL/FPF

Système informatique mis au point par l'UEFA dans le cadre de l'introduction, de l'évaluation et de l'application du présent règlement. Il a pour but de collecter des informations des candidats à la licence/bénéficiaires de la licence et de les partager avec les bailleurs de licence dans la limite de leurs clubs affiliés.

Stade

Lieu où se déroule un match de compétition, couvrant également – sans s'y limiter – l'ensemble des locaux, terrains et installations à proximité du stade (par exemple, les bureaux, zones VIP, centres de presse et d'accréditation).

Standard de qualité pour l'octroi de licence aux clubs

Document définissant les exigences minimales que le bailleur de licence doit respecter pour mettre en œuvre la procédure d'octroi de licence aux clubs.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie sont les placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Valeur recouvrable

La valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La «juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente» est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale, après déduction des coûts de cession. La «valeur d'utilité» est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif.

ANNEXE 3

REGLEMENT INTERNE RELATIF AUX SANCTIONS

Remarque préliminaire : il y a lieu de distinguer entre les sanctions relatives à la Licence UEFA et les sanctions relatives à la Licence FLF.

A la condition qu'il remplisse tous les critères A, un candidat à la Licence FLF qui ne remplit pas les critères B reçoit toutefois sa Licence FLF et peut participer au championnat de la BGL-Ligue (Division Nationale), mais se voit infliger une/des sanctions. Ces sanctions peuvent être : un avertissement, une amende (100-1000 euros), un retrait de points (1-9 points), une relégation forcée dans une Division inférieure.

Il appartient à la Commission des licences de club et à la Commission d'Appel en matière de licences de club (sauf pour le critère S.07) de prononcer les sanctions applicables sur recommandation du Manager responsable de la procédure d'octroi de licence conformément à la présente grille des sanctions et au Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs.

Il importe de rappeler à ce sujet que tous les clubs désirant participer à la BGL-Ligue (Division Nationale), y étant habilités sur la base de leurs résultats sportifs, doivent obtenir la Licence FLF. L'objet de la Licence FLF est d'aider les clubs de manière à ce qu'ils puissent s'adapter plus aisément à la Licence UEFA, laquelle est obligatoire pour tout club qui participe dans une des compétitions interclubs de l'UEFA après s'être qualifié sportivement.

Pour la Licence FLF, en ce qui concerne le critère d'infrastructure relatif au stade de football, il a été décidé par la FLF qu'un club de football ne saurait être pénalisé du fait de l'inactivité ou du défaut de moyens financiers des administrations communales, propriétaires des stades. Pour la Licence UEFA, en ce qui concerne la participation des clubs affiliés à la FLF dans une compétition interclubs de l'UEFA, il suffit que les candidats à la Licence UEFA présentent un contrat de location avec le propriétaire d'un stade conforme aux normes imposées. Un tel contrat donne la garantie aux clubs qui se qualifient pour une compétition interclubs UEFA de pouvoir jouer de tels matches dans un stade conforme aux exigences requises par l'UEFA.

La présente grille des sanctions distingue entre les compétitions interclubs de l'UEFA (Licence UEFA) et la BGL-Ligue (Division Nationale) (Licence FLF). Le non-respect des critères B aura pour conséquence différentes sanctions infligées au club variant selon la gravité du non-respect des critères. L'ultime sanction pourra être une relégation de force de la BGL-Ligue (Division Nationale) dans une Division inférieure.

La base légale de la procédure d'octroi de licence de la FLF, y compris le Manuel national d'octroi de licence aux clubs, est l'article 111 des Statuts de la FLF.

GRILLE DES SANCTIONS POUR LE NON-RESPECT DES CRITÈRES B :

1) CRITÈRES SPORTIFS

S.01 PROGRAMME APPROUVÉ DE FORMATION DES JEUNES

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère dans le cadre des matches du championnat de BGL-Ligue (Division Nationale) aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros, respectivement un retrait de points allant de 1 à 9 points. De plus, le club ne bénéficiera éventuellement plus de l'intégralité des versements de solidarité de l'UEFA distribués annuellement par la FLF.

S.02 EQUIPES JUNIORS

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère dans le cadre des matches du championnat de BGL-Ligue (Division Nationale) aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros, respectivement un retrait de points allant de 1 à 9 points. De plus, le club ne bénéficiera éventuellement plus de l'intégralité des versements de solidarité de l'UEFA distribués annuellement par la FLF.

S.03 SUIVI MEDICAL DES JOUEURS

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère dans le cadre des matches du championnat de BGL-Ligue (Division Nationale) aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros. De plus, le club ne bénéficiera éventuellement plus de l'intégralité des versements de solidarité de l'UEFA distribués annuellement par la FLF.

S.04 INSCRIPTION DES JOUEURS

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère dans le cadre des matches du championnat de BGL-Ligue (Division Nationale) aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros. De plus, le club ne bénéficiera éventuellement plus de l'intégralité des versements de solidarité de l'UEFA distribués annuellement par la FLF.

S.05 CONTRAT ÉCRIT AVEC LES JOUEURS PROFESSIONNELS

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère dans le cadre des matches du championnat de BGL-Ligue (Division Nationale) aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros. De plus, le club ne bénéficiera éventuellement plus de l'intégralité des versements de solidarité de l'UEFA distribués annuellement par la FLF.

S.06 QUESTIONS D'ARBITRAGE ET LOIS DU JEU

Licences UEFA et FLF :

Le non-respect de ce critère entraînera un avertissement et/ou une amende allant de 100 à 500 euros pour le club.

S.07 PRATIQUE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS

Licences UEFA et FLF :

En matière d'infractions à caractère raciste, l'échelle des peines des statuts et règlements de la FLF trouve application et les sanctions seront prononcées par les tribunaux fédéraux.

2) CRITÈRES D'INFRASTRUCTURE

Licence UEFA et Licence FLF – Informations générales:

L'UEFA prévoit la possibilité que les candidats à la licence, qui ne sont pas propriétaires d'un stade (ou qui ne disposent pas d'un stade) conforme aux normes exigées, peuvent présenter une attestation écrite ou fournir un contrat écrit conclu avec le propriétaire d'un stade destiné à être utilisé sur le territoire de la FLF. Une telle attestation écrite ou un tel contrat doivent garantir au club le droit d'utiliser un stade conforme aux exigences de l'UEFA pour tous ses matches à domicile dans les compétitions interclubs de l'UEFA durant toute la saison de licence. A l'heure actuelle, seulement 5 stades au Luxembourg remplissent les normes exigées. Il s'agit du Stade Josy Barthel de et à Luxembourg, du Stade Jos Nosbaum de et à Dudelange, du Stade de la Frontière d'Esch/Alzette, du Stade de Differdange et du Stade Deich de et à Ettelbruck.

Pour pouvoir participer au championnat de la BGL-Ligue (Division Nationale) à long terme, il serait souhaitable qu'un club remplisse les critères minimums de l'UEFA concernant les stades.

I.01 STADE APPROUVÉ POUR LES MATCHES DE BGL-LIGUE (DIVISION NATIONALE)

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros en cas de récidive.

I.02 INSTALLATIONS D'ENTRAÎNEMENT - DISPONIBILITE

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère sera sanctionné par un avertissement.

I.03 INSTALLATIONS D'ENTRAÎNEMENT – APPROBATION DE L'INFRASTRUCTURE ET INFRASTRUCTURE MINIMALE

Licence FLF :

Chaque club doit disposer de telles installations d'entraînement tout au long de l'année. Le défaut de telles installations a pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros pour le club en cas de récidive.

Le non-respect de ce critère sera sanctionné par un avertissement.

1.04 A STADE – HOMOLOGATION

Licence UEFA :

Les matchs dans le cadre des compétitions interclubs de l'UEFA ne peuvent être disputés que dans un stade conforme aux normes obligatoires et qui a été homologué par les autorités locales compétentes (conseil communal).

Licence FLF :

Pour pouvoir disputer les matchs du championnat de la Division Nationale dans un stade local, ce dernier, même s'il n'est pas conforme aux normes UEFA, doit néanmoins être homologué par les autorités locales compétentes (conseil communal) et remplir les normes prévus par les statuts et règlements de la FLF.

A défaut d'un tel certificat, le club est sanctionné par un avertissement et /ou une amende pouvant aller de 100 à 1000 euros.

1.05 A STADE-SECURITE

Licence UEFA :

Un tel certificat de sécurité est obligatoire pour qu'un match d'une compétition interclubs de l'UEFA puisse se dérouler dans un stade.

Licence FLF :

Un tel certificat garantissant la sécurité des utilisateurs actifs et passifs du stade lors des matches du championnat de la Division Nationale doit être établi par les autorités locales compétentes. L'absence d'un tel certificat entraîne en premier lieu un avertissement pour le club et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros.

1.06 A STADE-APPROBATION DU PLAN D'ÉVACUATION

Licence UEFA :

Un tel plan d'évacuation est strictement obligatoire pour les matchs dans le cadre des compétitions interclubs de l'UEFA. A défaut d'un tel plan d'évacuation, une licence ne saurait être établie.

Licence FLF :

Chaque club est tenu d'élaborer ensemble avec les autorités locales compétentes (administration communale/police grand-ducale) un plan d'évacuation du stade en cas d'urgence. Le défaut d'un tel plan a pour conséquence un avertissement le club et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros.

1.07 A STADE-LOCAL DE CONTRÔLE

Licence UEFA :

L'existence d'un tel local est obligatoire dans le cadre des compétitions interclubs de l'UEFA. A défaut d'un tel local, la licence est obligatoirement refusée.

Licence FLF :

L'absence d'un tel local de contrôle a pour conséquence un avertissement pour le club et /ou r une amende allant de 100 à 1000 euros.

1.08 A STADE-CAPACITE

Licence UEFA :

Uniquement les matches des compétitions interclubs de l'UEFA doivent être joués dans un stade ayant une capacité minimum de 1000 places assises (sièges individuels) et dont la moitié soit couverte. A noter que la FLF a sollicité une exception en l'occurrence. (1000 places assises au lieu de 3000 places assises). Cette exception a été accordée par l'UEFA à la FLF pour les tours de qualifications préliminaires.

Licence FLF :

Cette disposition ne vaut pas à l'heure actuelle pour les matches du championnat de la Division Nationale. La FLF recommande cependant aux clubs de se conformer à cette disposition dans l'intérêt du confort des spectateurs.

1.09 A STADE-SIÈGES INDIVIDUELS

Licence UEFA :

Cette disposition vaut uniquement pour les matches des compétitions interclubs de l'UEFA. Le non-respect entraîne dès lors le refus de la licence.

Licence FLF :

Cette disposition ne vaut pas à l'heure actuelle pour les matches du championnat de la Division Nationale.

1.10 A STADE-ZONES RÉSERVÉES AUX SPECTATEURS

Licence UEFA :

Dans le cadre des compétitions interclubs de l'UEFA, une telle séparation doit être établie en vue de pouvoir y participer.

Licence FLF :

Le non-respect de cette disposition dans le cadre des matches du championnat national aura pour conséquence, en cas de débordement des supporters, un avertissement pour le club et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros en cas de récidive. A noter que cette disposition vaut uniquement pour des matchs à risque.

1.11 A STADE-LOCAUX DE PREMIERS SECOURS

Licence UEFA :

Dans le cadre des compétitions interclubs de l'UEFA un stade doit obligatoirement disposer d'un tel local de premiers secours. L'absence d'un tel local entraîne un refus de licence.

Licence FLF :

Le non-respect de cette disposition dans le cadre des matches du championnat national aura pour conséquence un avertissement pour le club et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros en cas de récidive.

I.10 A STADE-DISPONIBILITE

Licence UEFA :

Chaque candidat à la licence doit fournir un contrat écrit, conclu avec le propriétaire d'un stade ou les propriétaires de différents stades destinés à être utilisés sur le territoire de l'association nationale (FLF). Ce contrat doit garantir au club le droit d'utiliser le stade pour tous ses matches à domicile dans les compétitions interclubs de l'UEFA durant toute la saison pour laquelle il s'est qualifié en termes sportifs. A noter que cette disposition est obligatoire pour tous les clubs de la Division Nationale et le non-respect de ce critère entraîne un refus de licence.

Licence FLF :

Pour les matches du championnat de la Division Nationale, les clubs doivent évidemment également disposer d'un stade de football pour jouer les matches à domicile. Le non-respect de ce critère entraîne un refus de licence. En effet, un club qui ne dispose pas d'un stade pour jouer ses matches ne pourra plus participer au championnat national. A noter que les critères quant à l'infrastructure du stade pour jouer un match d'une compétition interclubs de l'UEFA varient de ceux exigés pour les matches du championnat de la Division Nationale.

I.12 A TERRAIN DE JEU-SPÉCIFICATION

Licence UEFA :

Cette disposition est obligatoire pour les terrains où sont jouées des rencontres de l'UEFA. Une violation de ce critère entraîne un refus de licence.

Licence FLF :

Pour les matches du championnat de la DN, le non-respect de cette disposition entraîne un avertissement pour le club, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros en cas de récidive.

I.13 B DIMENSION DU TERRAIN DE JEU

Licence UEFA :

De préférence : 105m-68m. Longueur : 100m-105m Largeur : 64m-68m
Une violation de ce critère entraîne un refus de licence.

Licence FLF :

Cette disposition doit également être respectée pour les rencontres dans le cadre du championnat de la DN. Le non-respect a pour conséquence un avertissement pour le club et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros. Exceptionnellement, le Conseil d'Administration peut, sur avis de la Commission des terrains, accorder une dérogation.

I.14 B STADE-RÈGLES DE BASE

Licences UEFA et FLF :

Cette disposition doit être prise par les autorités locales (conseil communal), propriétaires des stades de football. Le défaut d'un tel règlement de base a pour conséquence un avertissement pour les clubs et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros.

I.15 B STADE-PLACES COUVERTES

Licence UEFA :

Pour les matches des compétitions interclubs de l'UEFA, 500 places assises doivent en principe être couvertes. Le non-respect de ce critère a pour conséquence un avertissement pour le club et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros.

Licence FLF :

Pour les matches du championnat de la Division Nationale, ceci n'est pas obligatoire à l'heure actuelle mais il s'agit d'une simple recommandation.

I.16 B STADE-ZONE RÉSERVÉE AUX SUPPORTERS DU CLUB VISITEUR

Licence UEFA :

Dans le cadre des rencontres interclubs de l'UEFA, 5% de la capacité certifiée du stade doivent être réservés aux supporters du club visiteur, à défaut, le club recevra un avertissement et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros.

Licence FLF :

Cette disposition ne joue pas à l'heure actuelle pour les matches du championnat de la Division Nationale.

I.17 B STADE-INSTALLATIONS SANITAIRES

Licences UEFA et FLF :

Le non-respect du nombre conseillé par l'UEFA et la FLF a pour conséquence un avertissement pour le club et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros.

I.18 B STADE-PANNEAUX ET INDICATIONS SUR LES BILLETS

Licence UEFA :

Si ce critère n'est pas rempli lors des matches UEFA, la FLF inflige au club un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros en cas de récidive.

Licence FLF :

Cette disposition ne joue pas pour les matches de championnat de la Division Nationale.

I.19 B STADE-INSTALLATION POUR LES MÉDIAS

Licences UEFA et FLF :

Le non-respect de ce critère peut entraîner un avertissement et/ou une amende allant de 100-1000 euros.

I.20 B STADE-LOCAL POUR LES CONTRÔLES ANTIDOPAGE

Licences UEFA et FLF :

Si ce critère n'est pas rempli, la FLF inflige au club un avertissement et/ou une amende allant de 100-1000 euros.

I.21 B STADE-SPECTATEURS HANDICAPÉS

Licences UEFA et FLF :

Si ce critère n'est pas rempli, la FLF inflige au club un avertissement et/ou une amende allant de 100-1000 euros.

3)CRITÈRES ADMINISTRATIFS ET LIÉS AU PERSONNEL

P.05 MÉDECIN DU CLUB

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère entraînera un avertissement ou une amende allant de 100 à 1000 euros pour le club, respectivement une diminution des versements de solidarité de l'UEFA distribués par la FLF aux clubs.

P.06 PHYSIOTHÉRAPEUTE DU CLUB

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère entraînera un avertissement ou une amende allant de 100 à 1000 euros pour le club, respectivement une diminution des versements de solidarité de l'UEFA distribués par la FLF aux clubs.

P.08 ENTRAÎNEUR PRINCIPAL DE LA PREMIÈRE ÉQUIPE

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère entraînera un avertissement ou une amende allant de 100 à 1000 euros pour le club, respectivement une diminution des versements de solidarité de l'UEFA distribués par la FLF aux clubs.

P.09 RESPONSABLE DU PROGRAMME DE FORMATION DES JEUNES

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère entraînera un avertissement ou une amende allant de 100 à 1000 euros pour le club, respectivement une diminution des versements de solidarité de l'UEFA distribués par la FLF aux clubs.

P.10 ENTRAÎNEURS D'ÉQUIPES JUNIORS

Licences UEFA et FLF :

En cas de non-respect de ce critère, un club s'expose à un avertissement ou une amende pouvant aller de 100 à 1000 euros. Il pourra en outre être exigé que l'entraîneur s'inscrive à un programme de formation pour entraîneurs.

P.12 ENTRAÎNEUR ASSISTANT DE LA PREMIÈRE ÉQUIPE

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère entraînera un avertissement et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros pour le club.

P.13 RESPONSABLE DE L'ENCADREMENT DES SUPPORTERS

Licences UEFA et FLF :

Le non-respect de ce critère entraînera un avertissement et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros pour le club.

P.15 DROITS ET OBLIGATIONS

Licences UEFA et FLF :

Le non-respect de ce critère entraînera un avertissement et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros pour le club.

P.16 OBLIGATION DE REMPLACEMENT PENDANT LA SAISON DE LICENCE

Licences UEFA et FLF :

Le non-respect de ce critère entraînera un avertissement et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros pour le club.

P.17 RESPONSABLE DE L'ACCESSIBILITE

Licences UEFA et FLF :

Le non-respect de ce critère entraînera un avertissement et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros pour le club.

CRITÈRES JURIDIQUES

L.01 DECLARATION RELATIVE A LA PARTICIPATION AUX COMPETITIONS INTERCLUBS DE L'UEFA

Licence FLF

Le non-respect de ce critère aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros et/ou un retrait de points allant de 1 à 9 points. De plus, le non-respect de ce critère entraîne la perte des versements du fonds de solidarité de l'UEFA.

L.02 INFORMATIONS JURIDIQUES MINIMALES

Licence FLF

Le non-respect de ce critère aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros et/ou un retrait de points allant de 1 à 9 points. De plus, le non-respect de ce critère peut entraîner une réduction des versements du fonds de solidarité de l'UEFA.

L.03 EXTRAITS DE REGISTRE

Licence FLF

Le non-respect de ce critère aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros et/ou un retrait de points allant de 1 à 9 points. De plus, le

non-respect de ce critère peut entraîner une réduction des versements du fonds de solidarité de l'UEFA.

L.04 STRUCTURE JURIDIQUE DU GROUPE ET PARTIE EXERÇANT LE CONTRÔLE ULTIME

Licence FLF

Le non-respect de ce critère aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros et/ou un retrait de points allant de 1 à 9 points. De plus, le non-respect de ce critère peut entraîner une réduction des versements du fonds de solidarité de l'UEFA.

4) CRITÈRES FINANCIERS

F.01 ETATS FINANCIERS ANNUELS - AUDITÉS

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros et/ou un retrait de points allant de 1 à 9 points. De plus, le non-respect de ce critère peut entraîner une réduction des versements du fonds de solidarité de l'UEFA.

F.02 ETATS FINANCIERS POUR LA PÉRIODE INTERMÉDIAIRE – SOUMIS À UN EXAMEN LIMITÉ

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros, respectivement un retrait de points allant de 1 à 9 points en cas de récidive.

F.03 ABSENCE D'ARRIÉRE DE PAIEMENT ENVERS DES CLUBS DE FOOTBALL RÉSULTANT D'ACTIVITÉS DE TRANSFERTS

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 2500 euros, respectivement un retrait de points allant de 1 à 9 points, respectivement une relégation de force dans une Division inférieure en cas de récidive.

F.04 1 ET 2 ABSENCE D'ARRIÉRE DE PAIEMENT ENVERS LE PERSONNEL ET LES ADMINISTRATIONS SOCIALES OU FISCALES

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 2500 euros, respectivement un retrait de points allant de 1 à 9 points pour la saison de licence, respectivement une relégation de force dans une Division inférieure en cas de récidive.

F.05 LETTRE D’AFFIRMATION PRÉALABLE À LA DÉCISION D’OCTROI DE LICENCE

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 2500 euros, respectivement un retrait de points allant de 1 à 9 points pour la saison de licence, respectivement une relégation de force dans une Division inférieure en cas de récidive.

F.06 INFORMATIONS FINANCIERES PREVISIONNELLES

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 2500 euros, ces peines d’amendes pouvant être doublées en cas de récidive.

F.07 PRÉSENTATION D’UN PLAN D’APUREMENT DES DETTES

Licence FLF :

Le non-respect de ce critère aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 2500 euros, ces peines d’amendes pouvant être doublées en cas de récidive.

ANNEXE IV : Critères d'octroi de licence aux clubs pour l'UEFA Women's Champions League

Pour pouvoir participer à l'UEFA Women's Champions League, un candidat à la licence doit remplir les critères d'octroi de licence aux clubs suivants :

Critères sportifs

1. Équipes juniors

- a) Le candidat à la licence doit avoir au moins une équipe féminine junior dans la classe d'âge des 12 à 17 ans.
- b) Chaque équipe féminine junior de cette classe d'âge doit participer aux compétitions ou aux programmes officiels organisés au niveau national, régional ou local et reconnus par l'association membre de l'UEFA.

2. Suivi médical des joueuses

- a) Le candidat à la licence doit élaborer et appliquer une politique afin de s'assurer que toutes ses joueuses qualifiées pour jouer dans son équipe féminine senior suivent chaque année un examen médical conformément aux dispositions correspondantes du Règlement médical de l'UEFA.
- b) Le candidat à la licence doit élaborer et appliquer une politique afin de s'assurer que toutes ses joueuses de plus de 12 ans passent régulièrement un examen médical conformément aux directives correspondantes de son bailleur de licence conformément à la législation nationale.

3. Inscription des joueuses

Toutes les joueuses du candidat à la licence, y compris les jeunes âgées de plus de 12 ans, doivent être inscrites auprès de l'association membre de l'UEFA et/ou de sa ligue affiliée, conformément aux dispositions pertinentes du Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs de la FIFA.

4. Contrat écrit avec les joueuses professionnelles

Toutes les joueuses professionnelles du candidat à la licence doivent avoir un contrat écrit avec ce dernier conformément aux dispositions pertinentes du Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs de la FIFA.

5. Questions liées à l'arbitrage et Lois du Jeu

- a) Le candidat à la licence doit assister à une session ou à un événement consacré aux questions liées à l'arbitrage organisé par l'association membre de l'UEFA ou avec sa collaboration au cours de l'année précédant la saison de licence.
- b) Au minimum la capitaine de l'équipe féminine senior ou sa remplaçante, ainsi que l'entraîneur principal de l'équipe féminine senior ou son assistant doivent assister à cette session ou à cet événement.

6. Pratique en matière de lutte contre le racisme et la discrimination

Le candidat à la licence doit instituer et appliquer une politique visant à combattre le racisme et toute forme de discrimination au sein du football conformément au plan d'action en dix points de l'UEFA contre le racisme figurant dans le Règlement de l'UEFA sur la sécurité.

7. Protection et bien-être des enfants

Le candidat à la licence doit établir et appliquer des mesures, conformément aux directives de l'UEFA en la matière, afin de protéger les joueuses juniors, de garantir leur bien-être et de s'assurer qu'elles se trouvent dans un environnement sûr lorsqu'elles participent aux activités organisées par ses soins.

Critères d'infrastructure

8. Stade pour l'UEFA Women's Champions League

- a) Le candidat à la licence doit disposer d'un stade permettant de disputer l'UEFA Women's Champions League. Ce stade doit être situé sur le territoire de l'association membre de l'UEFA et approuvé par cette dernière.
- b) Si le candidat à la licence n'est pas propriétaire du stade, il doit présenter un contrat écrit conclu avec le(s) propriétaire(s) du/des stade(s) qu'il utilisera.
- c) Ce contrat doit garantir l'utilisation du stade ou des stades pour les matches des compétitions interclubs de l'UEFA qui seront disputés à domicile par le candidat à la licence durant la saison de licence.
- d) Le(s) stade(s) doit/doivent satisfaire à toutes les exigences minimales définies dans le Règlement de l'UEFA sur l'infrastructure des stades et appartenir au moins à la catégorie 1 des stades de l'UEFA.

9. Disponibilité des installations d'entraînement

- a) Le candidat à la licence doit disposer d'installations d'entraînement pendant toute l'année.
- b) L'utilisation des installations d'entraînement par toutes les équipes du candidat à la licence doit être garantie durant la saison de licence.

Critères administratifs et liés au personnel

10. Secrétariat du club

Le candidat à la licence doit avoir engagé un nombre approprié de collaborateurs administratifs qualifiés, de manière à pouvoir gérer ses affaires courantes en fonction de ses besoins. Il doit disposer de locaux à usage de bureaux afin d'assurer la gestion de son administration. Il doit en outre veiller à ce que ces locaux permettent la communication avec le bailleur de licence et le public et soient équipés au minimum d'un téléphone, d'un fax, d'une messagerie électronique et d'un site Web.

11. Responsable administratif

Le candidat à la licence doit avoir nommé un responsable administratif chargé de la gestion des questions opérationnelles en relation avec le football féminin.

12. Médecin

- a) Le candidat à la licence doit avoir nommé au moins un médecin responsable de l'assistance médicale de l'équipe féminine senior durant les matches et les entraînements ainsi que de la prévention du dopage.
- b) Le diplôme du médecin doit être reconnu par les autorités sanitaires nationales compétentes (ministère de la Santé).

13. Physiothérapeute

- a) Le candidat à la licence doit avoir nommé au moins un physiothérapeute responsable des soins médicaux et des massages pendant les entraînements et les matches de l'équipe féminine senior.
- b) Le diplôme du physiothérapeute doit être reconnu par les autorités sanitaires nationales compétentes (ministère de la Santé).

14. Entraîneur principal de l'équipe féminine senior

- a) Le candidat à la licence doit avoir nommé un entraîneur principal qualifié chargé des questions relatives au football de l'équipe féminine senior.
- b) L'entraîneur principal doit être titulaire d'une des qualifications d'entraîneur minimales suivantes :
 - i) licence A d'entraîneur de l'UEFA en cours de validité délivrée par une association membre de l'UEFA ;
 - ii) tout autre diplôme d'entraîneur valable non UEFA qui soit équivalent à la licence requise à la lettre i) et reconnu en tant que tel par l'UEFA.

15. Entraîneur d'équipes juniors

- a) Le candidat à la licence doit avoir nommé au moins un entraîneur qualifié, qui soit responsable de toutes les questions footballistiques liées à l'équipe junior/aux équipes juniors telles que définies à l'alinéa 1, lettre a) ci-dessus.
- b) L'entraîneur d'équipes juniors doit disposer des qualifications d'entraîneur minimales définies par l'association membre de l'UEFA.

16. Droits et obligations

Les droits et obligations des membres du personnel du candidat à la licence définis aux alinéas 10 à 15 ci-dessus doivent être consignés par écrit.

17. Obligation de remplacement pendant la saison

- a) Si une fonction définie par les alinéas 10 à 15 devient vacante au cours de la saison de licence, le bénéficiaire de la licence doit veiller à ce que cette fonction soit reprise dans un délai de 60 jours au maximum par une personne disposant des qualifications requises.
- b) Si une fonction devient vacante suite à une maladie ou un accident, le bailleur de licence peut prolonger ce délai de 60 jours uniquement s'il peut raisonnablement établir que la personne concernée est toujours dans l'incapacité médicale de reprendre son activité.
- c) Le bénéficiaire de la licence doit informer dans les plus brefs délais le bailleur de licence de tout remplacement effectué dans ce cadre.

Critères juridiques

18. Déclaration relative à la participation à l'UEFA Women's Champions League

- a) Le candidat à la licence doit présenter une déclaration juridiquement valable confirmant :
- i) qu'il reconnaît le caractère obligatoire des statuts, règlements, directives et décisions de la FIFA, de l'UEFA, de l'association membre de l'UEFA et, le cas échéant, de la ligue nationale, ainsi que la compétence du Tribunal Arbitral du Sport (TAS) à Lausanne, comme le prévoient les articles correspondants des Statuts de l'UEFA;
 - ii) qu'il disputera au niveau national des compétitions reconnues et approuvées par l'association membre de l'UEFA (par exemple, le championnat national, la coupe nationale) ;
 - iii) qu'il participera au niveau international à des compétitions reconnues par l'UEFA ou par la FIFA (afin de lever toute ambiguïté, les matches amicaux ne sont pas soumis à la présente disposition) ;
 - iv) qu'il informera, dans les meilleurs délais, le bailleur de licence de tous changements, événements et conditions de grande importance économique ;
 - v) qu'il appliquera et observera le règlement sur l'octroi de licence aux clubs du bailleur de licence ;
 - vi) qu'il appliquera et observera le Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs et le fair-play financier (Edition 2018) ;
 - vii) que tous les documents soumis sont complets et exacts ;
 - viii) qu'il autorise l'administration nationale d'octroi de licence et les instances nationales d'octroi de licence compétentes, l'Administration de l'UEFA et les organes de juridiction de l'UEFA à examiner tout document correspondant et à réclamer des informations de tout organisme public ou privé compétent conformément à la législation nationale ;
 - ix) qu'il prend acte de ce que l'UEFA se réserve le droit de réaliser des audits de conformité au niveau national conformément à l'article 71 du Règlement UEFA.
- b) La déclaration doit être validée par un signataire autorisé du candidat à la licence au plus tôt trois mois avant la date limite fixée pour sa soumission au bailleur de licence.

19. Informations juridiques minimales

- a) Le candidat à la licence doit soumettre une copie de ses statuts actuellement en vigueur.
- b) Le candidat à la licence doit fournir un extrait de registre public (par exemple, le registre du commerce) ou un extrait du registre des clubs de l'association membre de l'UEFA contenant les informations minimales suivantes:
- i) raison sociale complète ;
 - ii) adresse du siège principal ;
 - iii) forme juridique ;
 - iv) liste des signataires autorisés ;
 - v) type de signature requis (par exemple, individuelle, collective).

Critères financiers

20. États financiers annuels

- a) Les états financiers annuels à la date de clôture statutaire précédant la date limite fixée pour la soumission de la candidature au bailleur de licence et la date limite de soumission à l'UEFA de la liste des décisions relatives à la licence doivent être préparés et soumis conformément à la législation nationale.

b) Les états financiers annuels doivent comprendre au minimum un bilan et un compte de résultats.

21. Absence d'arriérés de paiement envers des clubs de football, son personnel et les administrations sociales ou fiscales.

Le candidat à la licence doit prouver qu'il n'y a aucun arriéré de paiement envers d'autres clubs de football, son personnel et/ou les administrations sociales ou fiscales, comme prévu aux articles 49, 50 et 50 bis du Règlement UEFA. Dans la présente disposition, le terme « personnel » comprend toutes les joueuses professionnelles, au sens du Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs de la FIFA en vigueur, ainsi que l'ensemble des collaborateurs administratifs, du staff technique et du personnel médical, au sens des alinéas 11 à 15 ci-dessus.